

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
Notre hors-série, la France vue de l'étranger



**Courrier
international**

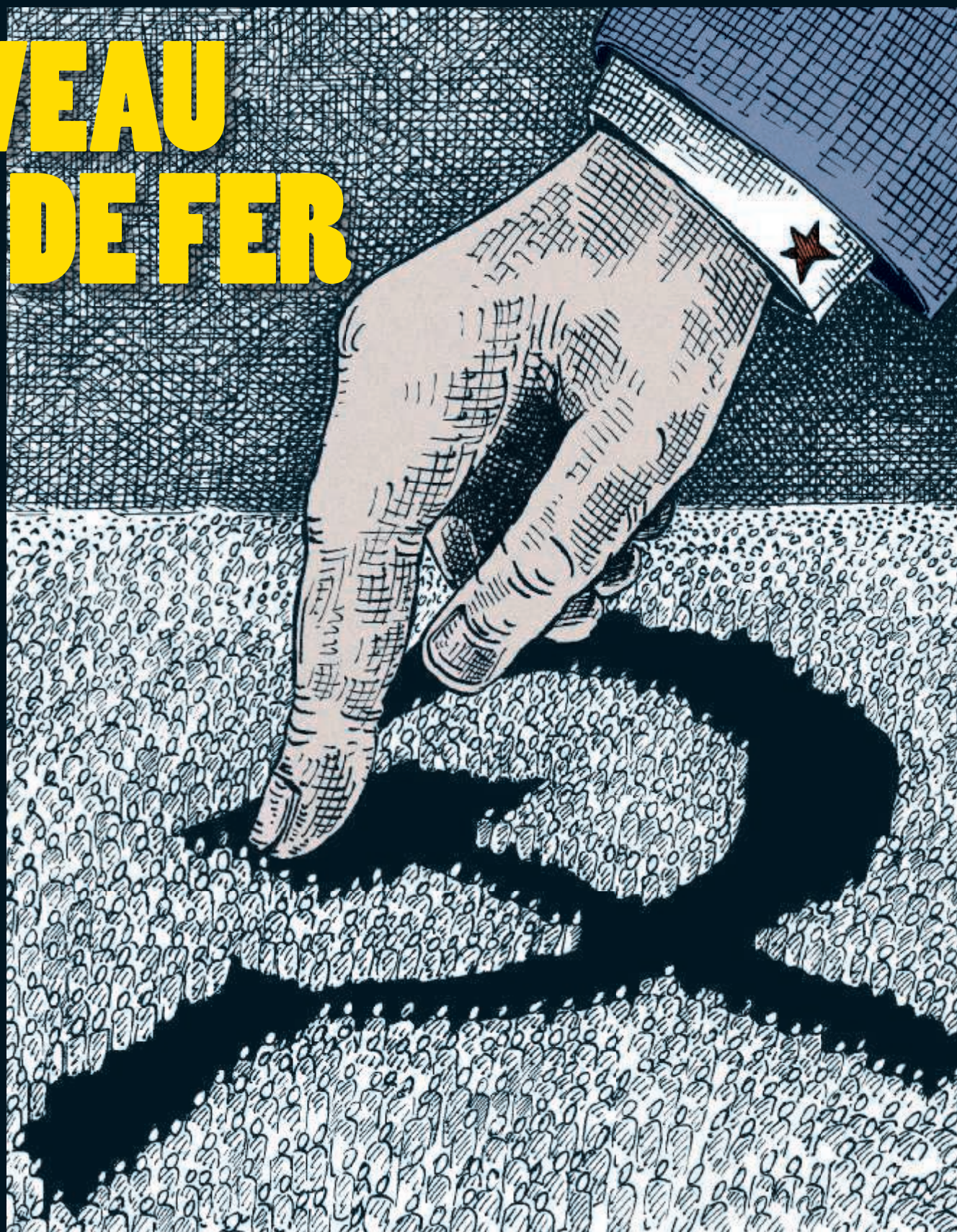
N° 1638 du 24 au 30 mars 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 5,30 DA, Allemagne 5,70 €, Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$CAN, DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €, Grande-Bretagne 4,70 £, Grèce 5,40 €, Italie 5,40 €, Japon 850 ¥, Maroc 43 DH, Pays Bas 5,40 €, Portugal 430 Esc, Roumanie 6,30 €, République Tchèque 7,20 Kč, Espagne 6,30 €, France 4,50 €, Grèce 5,40 €, Hongrie 6,30 €, Italie 5,40 €, Pays Bas 5,40 €, Royaume Uni 4,70 £, Suisse 6,30 CHF, Turquie 6,30 TL, Tunisie 7,20 DT, Afrique CPA autres 3,500 CFA.

LE NOUVEAU RIDEAU DE FER

RUSSIE. Censure, pénuries, isolement...
Comment les Russes vivent-ils la guerre ?
Quel impact sur leur quotidien ? Les analyses de la presse étrangère.

UKRAINE. Un mois après le début du conflit, l'"enfer sur terre" à Marioupol.



M 03183 - 1638 - F: 4,50 €



**CENT
QUATRE
#104 PARIS**

**SAMEDI
26 MARS
2022**

**14H-19H
AU
CENTQUATRE**

**NOTRE
PARTENAIRE**

**RÉSERVATION
CONSEILLÉE SUR 104.FR**

**ET EN DIRECT
SUR TELERAMA.FR ET 104.FR**

Télérama

**ALLONS
ENFANTS**

**DE LA
CULTURE!**

**À J-15 DE LA PRÉSIDENTIELLE,
10 INVITÉS REMETTENT LA CULTURE
AU CENTRE DU DÉBAT!**



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Le nouveau rideau de fer

p.6

Marioupol était l'un des plus grands ports d'Ukraine ; c'est aujourd'hui un charnier, une ville peuplée seulement de spectres. Depuis plus de deux semaines, elle est soumise à des bombardements russes si intenses que des quartiers entiers ne sont plus que des tas de décombres fumants." L'article du **Financial Times** qui ouvre notre dossier cette semaine est glaçant. Il a été écrit à partir de témoignages d'habitants qui ont réussi à s'enfuir. L'armée russe poursuit son offensive sur les villes d'Ukraine. Un mois de guerre déjà et on peine à discerner une issue proche au conflit. Volodymyr Zelensky a beau appeler à négocier, le président russe durcit le ton. "Poutine ne se bat pas contre

l'Ukraine, mais contre l'Occident", titrait le quotidien **Kommersant** au lendemain d'un discours virulent prononcé le 16 mars par Vladimir Poutine. Deux jours plus tard était organisé à Moscou un grand meeting de soutien à l'intervention en Ukraine. Opération de propagande parfaitement orchestrée. Les Russes soutiennent-ils pour autant l'invasion ? Quelles sont les répercussions du conflit – et des sanctions occidentales – sur leur quotidien ? "La Russie s'est enfoncée dans un isolement tous azimuts", écrit **Le Devoir**. Isolement qui touche son économie, Internet, le sport, la culture... Au point que le quotidien canadien évoque un "nouveau rideau de fer". C'est cette formule que nous avons retenue pour la une, car elle traduit bien la tonalité des dix pages que nous avons choisi de consacrer à la situation en Russie. Un choix délicat tant l'actualité en Ukraine, les images de bombardements et d'exode prennent le pas sur tout le reste. Comment

s'éloigner du terrain des affrontements ? Quelles sources utiliser aussi concernant la Russie, où une véritable chape de plomb s'est abattue sur les médias, qu'ils soient russes ou étrangers ? La question se pose depuis quelques semaines pour nous. Le 4 mars, le Parlement russe a adopté une loi qui "érige en infraction la diffusion de fausses informations sur les forces armées". La diffusion d'"informations mensongères" est désormais punie de peines allant jusqu'à quinze ans de prison. Sous pression, la chaîne de télévision Dojd a cessé d'émettre, comme la radio Écho de Moscou. Le site *Meduza* a lui été bloqué, comme le raconte dans **The Washington Post** l'un de ses journalistes, qui a décidé de fuir son pays. À *Courrier international*, nous avons pour habitude d'équilibrer les points de vue et, pour chaque dossier à vocation internationale, de publier des articles issus de toutes les presses, de chaque pays et de toute opinion.

La violence de cette guerre et des destructions qui l'accompagnent rend cet équilibre plus difficile à tenir. Il est des voix qui deviennent inaudibles. Ce conflit a pourtant des effets collatéraux partout dans le monde et évidemment, en Russie. On a vu assez vite des files d'attente devant des guichets bancaires à Moscou. Mais les conséquences de la crise pourraient être bien plus durables. Pour le raconter, nous avons traduit trois articles russes issus de **Gazeta.ru**, **Moskovski Komsomolets** et **Novaïa Gazeta**, le dernier média d'opposition – qui a choisi de s'adapter à la censure de guerre. Ces trois textes illustrent des points de vue assez différents, mais ils donnent un éclairage particulier sur les Russes qu'on lira difficilement ailleurs. Et, pour cela, il nous a paru important de les publier. "Chaque nouvelle génération qui a tenté de bâtir un nouveau 'communisme' et d'écrire une nouvelle page de l'histoire de la Russie a déposé une bombe à retardement pour la génération

suivante", analyse ainsi *Gazeta.ru*. Comme s'il s'agissait d'une fatalité et que chaque bond en avant contenait un germe de recul, explique le site libéral. De retour en arrière, il est aussi question dans l'article que *Novaïa Gazeta* consacre à la classe moyenne et qui insiste sur les pénuries qui menacent déjà. Plus complexe (et plus partisan), le troisième article, signé d'un économiste russe, appelle à la "mobilisation économique" du pays (pour ne pas dire économie de guerre) face aux sanctions. Que ressentent les Russes ? Quid de ceux qui partent (des dizaines de milliers ont déjà choisi l'exil) ? De ceux qui ne manifestent pas ? Car si le mouvement persiste malgré la répression, difficile d'affirmer qu'il touche en profondeur la société russe. Nous tentons ici de répondre à toutes ces questions.

En couverture :
Dessin de **Krauze** paru dans **The Guardian**, Londres.



Sommaire



TIOUNINE, MOSCOU

FRANCE p.32

Pourquoi Macron doit faire campagne

Pour **The Local**, une victoire sans combat fragiliserait le favori des sondages.

VOYAGE p.48

J'ai dormi dans un croiseur galactique

Un journaliste du **Los Angeles Times** a testé le nouvel hôtel immersif de Disney sur le thème de *Star Wars*.

PÉROU p.22

L'erratique président Castillo

L'instabilité politique est à son comble depuis sa prise de pouvoir. La faute de ses opposants ou de son inconsistance ? s'interroge **El País América**.



RAMSÉS, CUBA

ÉCONOMIE p.38

Pétrole : faut-il craindre un choc Poutine ?

Dans le **New York Times**, le Prix Nobel d'économie Paul Krugman estime que la crise énergétique ne sera pas aussi grave que dans les années 1970.

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- The Christian Science Monitor** Boston, hebdomadaire. **Daily Maverick** (dailymaverick.co.za) Johannesburg, en ligne. **Le Devoir** Montréal, quotidien.
- The Economist** Londres, hebdomadaire.
- Financial Times** Londres, quotidien.
- Foreign Affairs** New York, bimestriel.
- Gazeta.ru** Moscou, en ligne. **The Guardian** Londres, quotidien. **Internationale Politik Quarterly** Berlin, trimestriel. **The Local** (thelocal.fr) Paris, en ligne. **Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien. **Moskovski Komsomolets** Moscou, quotidien. **The New York Times** New York, quotidien. **Novaïa Gazeta** Moscou, bihebdomadaire. **El País América** (elpais.com/america) Mexico, en ligne. **Politico** Bruxelles, hebdomadaire.
- Rai Al-Youm** (raialyoum.com) Londres, en ligne. **Raseef22** (raseef22.net) Beyrouth, en ligne. **The South Morning Post** Hong Kong, quotidien. **La Vanguardia** Barcelone, quotidien. **The Washington Post** Washington, quotidien.



SOMMAIRE

À la une

6. Guerre en Ukraine : le nouveau rideau de fer
- D'un continent à l'autre
22. Pérou. Pedro Castillo, président erratique d'un pays ingouvernable
24. États-Unis. Des maires convertis aux cryptomonnaies
26. Afghanistan. Les clandestins de Kaboul
28. Chine. Pékin prêt à vivre avec le Covid ?
30. Égypte. Deux roues pour s'émanciper
31. Palestine. À Gaza, l'autre résistance, en musique
32. France. Pourquoi Macron doit faire campagne
33. Corse. L'autonomie, c'est du sérieux ?
34. Médias. Un pays obsédé par son image
36. Afrique du Sud. Sur les traces polaires de l'"Endurance"
37. Sahara occidental. L'Espagne sort de sa neutralité

Transversales

38. Économie. Faut-il craindre un choc Poutine équivalent au choc pétrolier ?
41. Économie. P&O vire 800 marins par visioconférence
42. Science. Les Britanniques, champions du séquençage 360°
44. Idées. Le Moyen-Orient sort de ses frontières
48. Voyage. J'ai dormi dans un croiseur galactique
50. Culture. Le rock avec modération



SUR NOTRE SITE

Guerre en Ukraine. Le conflit vu par la presse étrangère

L'offensive russe, la résistance des Ukrainiens, les craintes des pays voisins et l'onde de choc mondiale vues par les reporters et les spécialistes de la presse internationale. Avec notamment, cette semaine, un carnet de guerre exceptionnel du dessinateur ukrainien Serhiy Maidoukov.

Corse. Après la mort d'Yvan Colonna

Son agression, début mars, avait déclenché de violentes protestations en Corse. Sa disparition pourrait changer la donne sur l'île.

Le Courier des recettes. Les secrets de la sauce "nuoc cham"

"C'est l'essence même de la cuisine vietnamienne, résume Giang Muoi, la chef des restaurants An Nam, à Hong Kong. Pour tester la compétence d'un chef vietnamien, il suffit de lui faire préparer du nuoc cham, rien de plus."

L'horoscope de Rob Breznsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

PENSER LA GUERRE
ÉDITION SPÉCIALE
En vente chez votre marchand de journaux
à partir du 25 mars

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Mars 2022. Commission paritaire n° 0722c82101.
ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com Directrice de la rédaction Claire Carrard (1658) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (1612) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Responsable du numérique Jeffrey Ricome Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (1631), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont (1698), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (1730) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 1748) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 1695), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 1636), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 1736), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 1974), Beniamino Morante (Italie, 1972), Antoine Moutau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Béranger Dominici (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 1693) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 1614), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 1657), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 1639), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 1624), Zhang Zhulin (Chine, 1747), Carole Dieterich (Asie du Sud), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Bousson (Afrique australe et Afrique de l'Est) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 1647), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 1615), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béleil (chef des informations, 1732), Hugo Florent (1674), Delphine Veaudor (1676) HISTOIRE Mélanie Liffschitz (1696)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 1632), Carole Lyon (éditrice web, 1736), Hoda Saliby (éditrice web, 1635), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Louise Dugeai (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (1651), Jean-Luc Majouret (1642)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 1735), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérodol, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichello (chef de service, 1617), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 1641), Lidwine Kervella (1610), Stéphanie Saindon (1653), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 1637), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (1670) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (1666) INFORMATIQUE Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 1737), Jessica Robineau (1608), Alizée Marchal (1738)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Torunn Amiel, Lionel Blot, Jean-Baptiste Bor, François Burkard, Cécile Chemel, Anne-Françoise Cochet, Marie-Ange Costantini, Antoine Cuny-Le Callet, Camille Dalicieux, Marie Daoudat, Guillaume Deneufbourg, Lucie Droulers, Corinne Duqueyroux, Jeanne Fournier, Sophie Laurent-Lefèvre, Astrid Mouget, Valentine Morizot, Florent Normand, Robin de Obaldia, Isabelle Talès, Isabelle Taudière, Rachel Teysandier, Maddalena de Vio, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75707 Paris Cedex13, tél. : 0157282000 Président Laurence Bonicalzi Bridier, Directrice générale adjointe, Marketing & Études Elisabeth Cialdella (elizabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (16 06) Lucie Madalena (gestion) Droits Eleonora Pizzi (1652) Comptabilité 0148884551 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale international Saveria Colosimo Morin (0157282220) Chef de produits Valentin Moreau (0157283399) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 1618), Véronique Lallemand (1691), Véronique Soudemont (1739), Kevin Jolivet (1689), Martine Prévot (1649), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassortis 0805 05 0147 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 Tél. 0221130431 Fax 0157674496 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgu

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1K 7K1, Canada.



Origine du papier : UK, Allemagne, 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisations : Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.



Ce numéro comporte un encart Sélect'Presse posé en aléatoire sur certains abonnés France métropolitaine.

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

- 1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 218,80 €*
- 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 269,80 €*

RCO22BAO001A

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>
ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnill.fr.

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier international**

à la une



➤ Un char russe capturé, sur la route vers Odessa. -Photo Eddy van Wessel

LE NOUVEAU RIDEAU DE FER



Un mois après le début de la guerre, les bombardements sont quotidiens sur l'Ukraine. Marioupol, ville martyre coupée du monde, est devenu le symbole d'un conflit qui touche particulièrement les civils. Mais que savent vraiment les Russes de la situation, alors que Vladimir Poutine a mis le pays sous cloche et fait taire de nombreux médias ? Si certains ont déjà choisi l'exil, comment réagissent ceux qui restent face à une économie qui commence à souffrir des sanctions de l'Occident ? Cette semaine, nous tentons de répondre à ces questions en allant voir de l'autre côté de la frontière ukrainienne.

À MARIOUPOL, VILLE MARTYRE, "C'EST L'ENFER SUR TERRE"

Isolé et pilonné par l'armée russe, le port du sud-est de l'Ukraine n'est plus qu'un champ de ruines, où les survivants tuent des chiens errants pour se nourrir et boivent l'eau qu'ils drainent des radiateurs, selon les récits de ceux qui ont pu fuir.

— **Financial Times** Londres

Dans Marioupol assiégé, où se livrent les combats les plus violents depuis le début de la guerre lancée en Ukraine par la Russie il y a trois semaines, des habitants affamés doivent tuer des chiens errants pour se nourrir. Dmytro, un homme d'affaires qui a quitté la ville mardi dernier [le 15 mars], le tient de première main : des amis lui ont raconté en être réduits à cela depuis quelques jours, faute de provisions. "Ce sont des mots que vous entendez sans vraiment les intégrer, il est impossible de croire que de telles choses se produisent, dit-il. C'est l'enfer sur terre."

Marioupol était l'un des plus grands ports d'Ukraine ; c'est aujourd'hui un charnier, une ville peuplée seulement de spectres. Depuis plus de deux semaines, elle est soumise à des bombardements russes si intenses que des quartiers entiers ne sont plus que des tas de décombres fumants. Et après des jours

d'offensives implacables, par les airs et par l'artillerie, qui sont parvenus à anéantir les trois lignes de fortifications défensives de Marioupol, l'armée russe est entrée dans le centre-ville.

Le dimanche [20 mars au] soir, la Russie avait donné à l'Ukraine jusqu'à 5 heures du matin [le lundi 21], heure locale, pour la capitulation de Marioupol. Le ministre russe de la Défense promettait en échange de laisser les soldats ukrainiens quitter la ville, à condition qu'ils déposent les armes. [L'Ukraine a refusé l'ultimatum russe.] Les forces russes s'étaient déjà emparées de Livoberejni Raïon, le "quartier de la rive gauche", situé dans l'est de la ville, ainsi que des Mikroraiiony 17-23, un ensemble de quartiers résidentiels dans le nord-est, précisait Anna Romanenko, une journaliste ukrainienne en contact étroit avec des troupes ukrainiennes présentes sur place. "La ligne de front passe désormais au beau milieu de Marioupol", résumait-elle.

Pourquoi ce port est-il si important aux yeux de Poutine ?

●●● "Marioupol est le second port de l'Ukraine après Odessa, et la ville est le dernier obstacle à l'union par voie terrestre des territoires occupés du Donbass avec la Crimée, annexée par la Russie en 2014." Pour le **Corriere della Sera**, l'intensité de l'offensive de Moscou contre Marioupol s'explique avant tout par des raisons géographiques. Une fois cette ville tombée, note le quotidien italien, "toute la côte [à l'est de la Crimée] sera dans les mains des Russes, qui contrôleront ainsi la mer d'Azov". Les objectifs militaires stratégiques sont donc évidents, mais ils ne sont pas les seuls. Si Poutine veut Marioupol à tout prix, c'est aussi car la ville rassemble "une population russophone à plus de 80%", et qui "a toujours voté pour le parti pro-Moscou et l'homme de Poutine qu'était Viktor Ianoukovitch". En 2014, la ville avait même connu une insurrection de la part de séparatistes, qui avait nécessité l'intervention de l'armée ukrainienne. À cause de ces tensions persistantes, la population de Marioupol a depuis longtemps changé d'avis "sur Poutine et sur les rebelles de la république indépendante de Donetsk voisine", conclut le média transalpin.

À la une



COMMENT VAINCRE POUTINE

Un Vladimir Poutine mi-vieillard mi-bébé assis sur un pot sur lequel est inscrit "Toujours tête de noëud" : la une du dernier numéro de **Respekt**, lundi 21 mars, renvoie, dans un mélange de tchèque et de russe, à l'insulte "Poutine, khouïlo". Depuis le début du conflit russo-ukrainien, en 2014, elle est un cri de ralliement de la résistance patriotique. L'hebdomadaire libéral tchèque consacre une large place à un dossier sur les manières de "vaincre Poutine". Le magazine y passe en revue "ce dont l'Ukraine a besoin pour gagner, et comment l'Europe change sa défense".

Dmytro, qui n'a pas souhaité donner son nom de famille, est l'un des habitants de Marioupol que nous avons pu contacter par téléphone après leur évacuation au fil de la semaine dernière vers la ville de Zaporijjia, aux mains des Ukrainiens, à environ 230 kilomètres à l'ouest. Tous racontent une offensive d'une brutalité inouïe, qui a anéanti la ville, tué ou blessé énormément de civils et traumatisé les survivants.

Si Mykola Ossitchenko, le directeur de Marioupol TV, doit garder un souvenir des trois dernières semaines, ce sera celui d'une écrasante impuissance. "Chaque fois que les bombes tombaient, je faisais bouclier de mon corps sur mon fils, raconte-t-il. Au fond je savais bien que ça ne servait à rien, que c'était un acte désespéré, rien de plus."

Sur un site stratégique au bord de la mer d'Azov, porte d'entrée vers la mer Noire, Marioupol a été d'emblée dans le collimateur des Russes. Le conflit avait à peine commencé que l'armée russe a abattu sur la ville un déluge de missiles qui a coupé l'alimentation en électricité, en gaz et en eau et contraint les 400 000 habitants terrifiés à se terrer dans des abris glacés où ils se serrent les uns aux autres en quête d'un peu de chaleur. Selon les autorités municipales, 2 400 habitants ont été tués depuis le début de l'invasion russe.

"Il y avait des cadavres partout au marché et moi je prenais un chou, une carotte. De quoi espérer faire vivre ma famille."

Dmytro, DE MARIOUPOL, QUI A QUITTÉ LA VILLE LE 15 MARS

Les survivants décrivent des sorties désespérées, sous les bombes, pour tenter de trouver de quoi se nourrir. Dmytro dit s'être rendu ce dimanche [20 mars] au marché central, rasé par l'artillerie russe. "Tout était en flammes, il y avait des cadavres partout, et moi j'étais là, à prendre un chou par ici, une carotte par là – de quoi espérer faire vivre ma famille encore un jour ou deux, décrit-il. On finit par être insensibilisé." Les témoins décrivent des scènes postapocalyptiques, comme ces chiens errants qui se nourrissent des cadavres laissés par les bombardements et restés dans la rue, faute d'avoir pu être enterrés. Les victimes civiles sont enterrées dans des fosses communes ou dans les jardins des maisons – il serait trop dangereux d'organiser de vraies obsèques.

Digne des pratiques médiévales, le siège russe de Marioupol prive la population aussi bien de nourriture que d'eau. Sans gaz non plus, ils doivent faire brûler des meubles dehors pour cuire ce qu'ils trouvent à manger. Chez lui, raconte Mykola Ossitchenko, les habitants assoiffés ont dû drainer les radiateurs, ramasser de la neige pour la faire fondre ou recourir aux ruisseaux des parcs alentour pour avoir à boire. "Mais il y avait la queue autour de ces ruisseaux, et nous faisons une cible idéale pour les missiles russes." Rapidement d'ailleurs, → 10

Dernière minute

NÉGOCIATIONS

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, s'est "pour la première fois dit ouvert à 'essayer d'aborder tout ce qui contrarie et mécontente la Russie', dans une interview à plusieurs médias diffusée dans la nuit de lundi [21 mars] à mardi [22]", dont le média public régional Suspilne, relate **Le Temps**, qui ajoute : "Y compris la Crimée et le Donbass." L'ancien humoriste a évoqué la possibilité d'un "compromis" avec la Russie au sujet de la presque île annexée en 2014 et des deux républiques russophones autoproclamées de l'est de l'Ukraine. Ce compromis devrait être soumis à un référendum, a-t-il souligné. Zelensky a précisé qu'il exigeait des "garanties de sécurité" et la fin des hostilités comme préalable à toute discussion. "Une fois que ce blocage sera levé, parlons", a-t-il lancé en affirmant sa volonté de discuter "directement avec son homologue russe", Vladimir Poutine, résume le quotidien suisse. Quant au quatrième round de négociations entre les délégations diplomatiques ukrainienne et russe, il s'est poursuivi en visioconférence le lundi 21 mars, sans résultat.

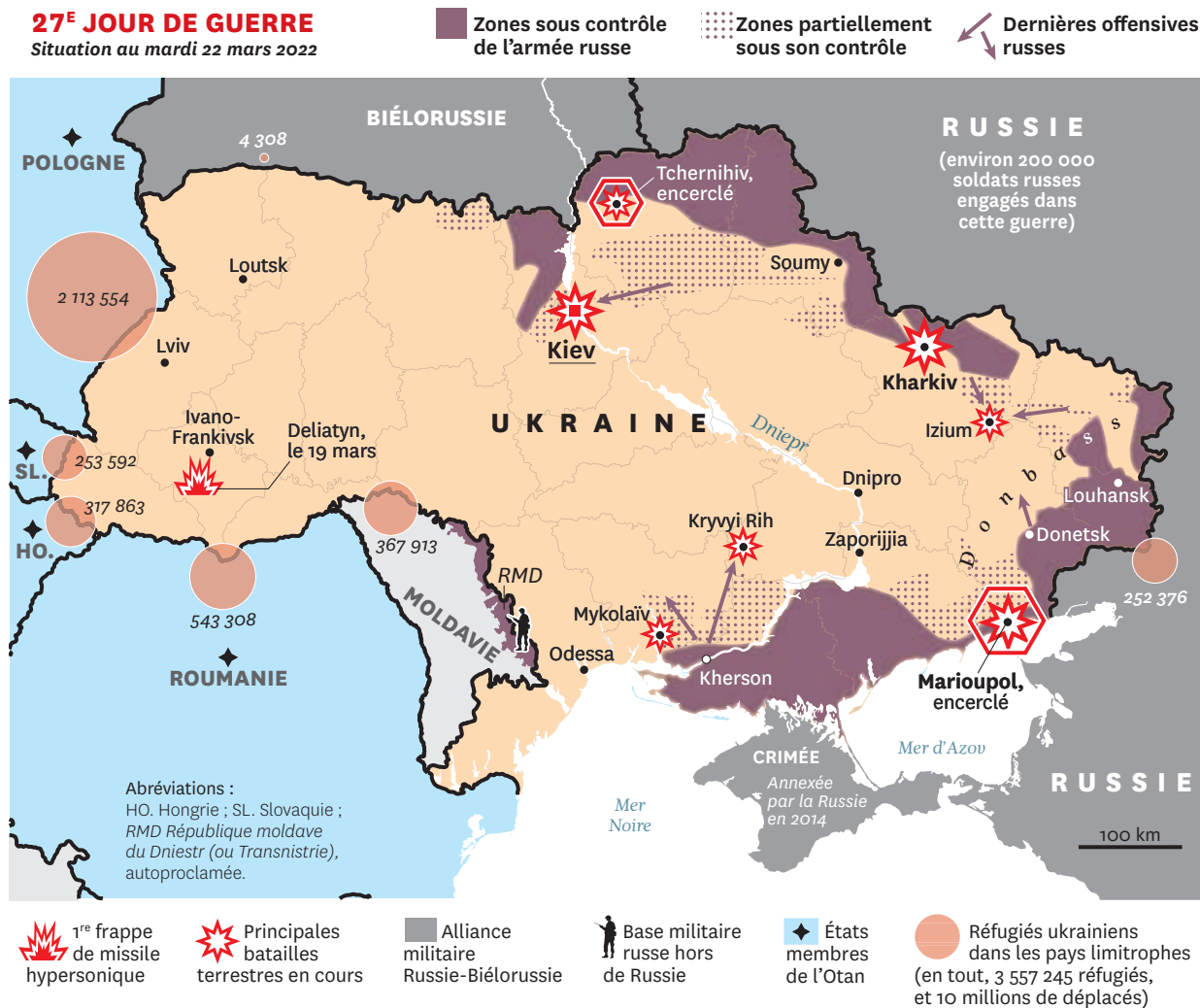
RECONQUÊTE

Sur le terrain militaire, l'armée ukrainienne a affirmé sur Facebook, tôt dans la matinée du mardi 22 mars, que "le drapeau ukrainien avait été levé sur la ville de Makariv" et que les forces russes avaient été repoussées", rapporte **The Kyiv Independent**. Le média ukrainien explique que la ville, très touchée par les bombardements ces dernières semaines, "se situe à soixante kilomètres à l'ouest de Kiev" et possède, selon **USA Today**, "une importance stratégique". Citant le ministre de la Défense ukrainien, le quotidien américain signale que la reprise de Makariv "empêche les forces russes d'encercler la capitale par le nord-ouest".

ODESSA TOUCHÉE

Primordiale sur le plan stratégique en raison de sa proximité avec la Moldavie et la république autoproclamée prorusse de Transnistrie, de son statut de premier port d'Ukraine et de son importance symbolique, la ville d'Odessa, sur la mer Noire, a été pour la première fois touchée par une frappe russe dans la matinée du 21 mars. C'est "un immeuble d'habitation [de] la banlieue" de la ville qui a été atteint, ajoute **Die Zeit**, reprenant les informations fournies par la municipalité. "Après avoir gagné du terrain au nord de la Crimée et assiégé Marioupol, les troupes russes pourraient couper complètement l'Ukraine de la mer Noire en cas de prise de la ville", explique le quotidien allemand. La présence de navires russes au large fait craindre la menace d'un débarquement, alors que, sur terre, les troupes étaient bloquées à la date du 21 mars à 130 kilomètres d'Odessa.

27^E JOUR DE GUERRE
Situation au mardi 22 mars 2022



COURRIER INTERNATIONAL D'APRÈS "THE NEW YORK TIMES", AGENCE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS (HCR), "LE MONDE"

PERTES RUSSES

9 861 : ce nombre, qui serait celui des soldats russes tués depuis le début de la guerre, est apparu furtivement, le 20 mars, sur le site du quotidien populaire **Moskovskaïa Pravda**, loyal au Kremlin, avant de disparaître de l'article original. Selon le site biélorusse indépendant **Telegraf.by**, le ministère de la Défense russe l'aurait communiqué pour contrer les "fausses informations" ukrainiennes évoquant près de 14 700 morts. Il n'en demeure pas moins très élevé (c'est pourquoi il aurait été censuré), d'autant plus si l'on y ajoute les 16 153 blessés signalés dans l'article. Le 2 mars, dernière date à laquelle les autorités russes ont fourni des données chiffrées, il était fait mention de 498 morts et de 1597 blessés.

ARMES CHIMIQUES

Vladimir Poutine "est dos au mur", ce qui pourrait le pousser à utiliser des armes chimiques, a averti Joe Biden, cité notamment par le **Financial Times**, qui analyse cette sortie comme le "plus fort avertissement" envoyé par le président américain depuis le début de la guerre. En raison des "ravages" causés par l'armée ukrainienne aux Russes, ceux-ci "mettraient en place des opérations 'sous fausse

bannière' afin de justifier l'usage d'armes non conventionnelles en Ukraine", résume le FT. Joe Biden a aussi déclaré que les Russes "insinuent que l'Ukraine dispose d'armes biologiques et chimiques. C'est un signe évident [que Poutine] envisage lui-même d'en utiliser."

MORT D'UN SURVIVANT

"Boris Romanchenko, 96 ans, a survécu à quatre camps de concentration nazis avant d'être tué [par une bombe russe] dans son appartement de Kharkiv", le 18 mars, a déploré **The Jerusalem Post**. Le quotidien israélien cite le message publié le 21 mars sur Twitter par le ministre des Affaires étrangères ukrainien, Dmytro Kuleba : "A survécu à Hitler, a été assassiné par Poutine." Selon le **Jerusalem Post**, "la communauté juive de Kharkiv, dans le nord-est de l'Ukraine, a subi de multiples attaques" depuis le début de la guerre, comme le bombardement d'une yeshiva. La nouvelle de la mort de Boris Romanchenko, souligne le journal, a été publiée "le lendemain du discours par visioconférence du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, devant la Knesset [le Parlement israélien], au cours duquel il a comparé l'agression russe à l'Holocauste", ce qui lui a valu de nombreuses critiques en Israël.

les survivants ont dû se détourner de ces ruisseaux : polluée par les cadavres, l'eau est devenue impropre à la consommation.

Les photos postées sur les réseaux sociaux montrent bien l'ampleur de la désolation – des immeubles entiers transformés en fournaise après avoir été frappés par un missile, des colonnes de fumées noires dans le ciel, des routes jonchées de carcasses carbonisées de bus et de voitures réduites à des enchevêtrements métalliques, un cratère de 10 mètres de diamètre laissé par une bombe sur l'un des hôpitaux pour enfants de Marioupol.

Les autorités ont sonné l'alarme mercredi [16 mars] quand les avions russes ont bombardé le principal théâtre de la ville, où des centaines de femmes et d'enfants avaient trouvé refuge dans les sous-sols pour se protéger des attaques aériennes. On ignore encore combien de personnes ont été tuées ou blessées. La Russie nie avoir pris pour cible des civils et accuse les autorités ukrainiennes de s'en servir comme boucliers humains.

Les avions russes ont bombardé le principal théâtre de la ville, où des centaines de femmes et d'enfants avaient trouvé refuge dans les sous-sols.

Les habitants doivent désormais affronter un nouveau danger : être évacués en Russie, où un sort incertain les attend. Les personnes évacuées sont d'abord interrogées par des fonctionnaires russes qui *“les testent pour savoir s'ils sont fiables, raconte Anna Romanenko. Ils vérifient leurs publications sur les réseaux sociaux pour y chercher la moindre déclaration hostile à la Russie.”* Les forces russes ont expédié un de ses amis depuis Livoberejnyi Raion vers Novazovsk, une petite ville à l'est de Marioupol, contrôlée par les séparatistes prorusses. *“Ils l'ont interrogé, lui ont confisqué son passeport ukrainien et l'ont envoyé de l'autre côté de la frontière, à Rostov”,* explique-t-elle. Depuis lors, elle est sans nouvelles de lui.

De nombreux autres habitants ont profité des rares moments de répit entre deux bombardements pour quitter Marioupol et se rendre dans les territoires sous contrôle ukrainien, formant de longs convois de voitures, obligées de passer par des dizaines de points de contrôle russe. Un itinéraire qui en temps de paix peut être effectué en deux heures et demie environ prend maintenant seize heures.

Anna Romanenko est née à Marioupol, elle y a grandi et y avait toujours vécu. Elle est maintenant réfugiée à Zaporijjia. Elle se dit désespérée par le sort de sa ville – mais elle est bien décidée à y retourner un jour, dans l'intention *“de tout faire pour la reconstruire”*. *“J'y retournerai quand les Russes seront partis, assure-t-elle. C'est là que tous mes ancêtres sont enterrés. Je ne peux être heureuse nulle part ailleurs.”*

— **Guy Chazan**
Publié le 20 mars

À la une



LA RÉSILIENCE DE L'UKRAINE

C'est le visage souriant de Valeriia, 5 ans, parmi des *“milliers d'enfants”* ukrainiens forcés de fuir leur vie d'avant, qu'a choisi **Time** pour la une de son numéro à paraître le 28 mars. Le magazine américain montre la photo aérienne, prise par un drone, de la fresque de l'artiste JR, imprimée sur une toile de 40 m² et déployée le 14 mars dans le centre-ville de Lviv, dans l'ouest de l'Ukraine. Valeriia, qui a traversé la frontière polonaise le 9 mars avec sa mère, a *“de grands rêves”*, selon cette dernière, interrogée par **Time**. *“En particulier celui de commencer sa première année d'école le 1^{er} septembre.”* Comme prévu.

➤ **Un habitant de Marioupol, le 18 mars 2022.** Photo Mikhail Tereshchenko / TASS/Sipa U/SIPA



Joe Biden en Europe pour “faire front”

De Bruxelles à Varsovie, le locataire de la Maison-Blanche va chercher à consolider encore l'alliance occidentale face à Vladimir Poutine.

Attendu à Bruxelles le 24 mars pour assister à un sommet extraordinaire de l'Otan consacré à la guerre en Ukraine – ainsi qu'à une réunion du G7 et à une rencontre des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne –, puis en Pologne le 25 mars, le président américain, Joe Biden, va *“chercher à consolider une alliance occidentale qui commence à montrer des signes de fissures et apporter un soutien symbolique à un pays, la Pologne, dont les dirigeants craignent d'être la cible d'une future agression de la part de la Russie”*, note le **Washington Post**.

Il s'agit du troisième voyage transatlantique du locataire de la Maison-Blanche depuis le

début de son mandat, explique le quotidien de la capitale fédérale américaine, qui souligne que *“malgré de récents appels à se rendre en Ukraine”*, Joe Biden ne prendra pas *“le risque de se rendre sur une zone de guerre”*.

Ce voyage a pour objectif de démontrer que les États-Unis et leurs alliés continuent de coopérer contre le président russe, Vladimir Poutine, alors que l'invasion en Ukraine se poursuit, même si cette visite officielle *“sera plus symbolique que substantielle”*, estime le **Washington Post**.

Il est, en effet, difficile de voir *“quelles autres actions les Occidentaux pourraient décider contre la Russie, étant donné les sanctions déjà en place”*.



contre Moscou et les milliards de dollars d'aide militaire destinée à être acheminée à Kiev", note le journal.

Pour Ian Lesser, le vice-président du think tank transatlantique German Marshall Fund, interrogé par le quotidien américain, l'essentiel pour Joe Biden est de faire acte de présence sur le sol européen, "alors que l'Europe traverse sa pire crise depuis la Seconde Guerre mondiale et qu'il y a de fortes attentes autour du leadership américain".

Même son de cloche pour le correspondant à la Maison-Blanche de la chaîne de télévision CNN qui souligne que la visite de Joe Biden en Europe sera surtout "l'occasion de faire une démonstration de force en temps de guerre et d'unité occidentale face à Poutine".

Même si les États-Unis et leurs alliés "pouvaient en profiter pour annoncer un nouveau train de mesures ciblées contre les oligarques et le système financier russes, et de nouvelles étapes pour limiter les importations énergétiques en provenance de la Russie", la plupart des observateurs estiment que rien de ce sur quoi les leaders occidentaux pourraient tomber d'accord "ne sera en mesure de faire cesser le bain de sang en Ukraine et de dissuader le président russe de poursuivre ses attaques et ses bombardements qui touchent de plus en plus de civils ukrainiens".

— **Courrier international**

RUSSIE: LA CHAPE DE PLOMB

POUTINE DÉNONCE UNE "CINQUIÈME COLONNE" DE "RACAILLES"

VU DU RUSSIE Le chef du Kremlin a tenu, le 16 mars, un discours d'une violence rare, déclarant que la Russie ne pardonnerait pas aux "traîtres" qui "rampent" devant la "caste supérieure occidentale".

Poutine se déchaîne contre la "cinquième colonne", titre le tabloïd russe **Moskovski Komsomolets** au lendemain du discours "extrêmement émotionnel" que Vladimir Poutine a prononcé le 16 mars, en ouverture du Conseil économique et social de soutien aux régions. Cette réunion "grand format" a rassemblé en visioconférence tous les membres du gouvernement, les gouverneurs et présidents de région, "comme lors des jours décisifs de la pandémie", poursuit le quotidien **Kommersant**, qui titre sur la "mobilisation perpétuelle": "Poutine ne se bat pas contre l'Ukraine, mais contre l'Occident."

Le président s'est employé à justifier l'intervention militaire russe en Ukraine: il n'y avait plus d'autres moyens pour sauver les habitants du Donbass d'un "génocide" et, au-delà, pour "assurer la sécurité de la Russie". "L'introduction des sanctions [contre la Russie] est le prolongement logique de la politique irresponsable des gouvernements et des banques centrales des États-Unis et de l'UE, a-t-il martelé. Ce sont eux qui ont, de leurs propres mains, lancé la spirale de l'inflation mondiale, conduit par leurs agissements à une hausse de la pauvreté dans le monde et au renforcement des inégalités, à de nouveaux flux de réfugiés. Et on peut se poser la question: qui sera responsable des millions de morts de faim dans les pays les plus pauvres à cause des pénuries alimentaires?"

La rhétorique déployée a ensuite pris une tonalité "sans précédent, même pour Vladimir Poutine",

commente **Kommersant**: "Dans de nombreux pays occidentaux, les Russes sont stigmatisés, on leur refuse l'aide médicale, on chasse les enfants des écoles, on retire leur travail aux parents, on interdit la musique, la littérature, la culture russes. En essayant d'annuler la Russie, l'Occident jette le masque de la décence, montre sa véritable nature."

Puis, Poutine a abordé la question de la "catégorie sociale russe la plus complexe": "Je ne juge en aucun cas ceux qui possèdent une villa à Miami ou sur la Côte d'Azur française, ceux qui ne peuvent se passer de foie gras, d'huîtres et de ce qu'on appelle la 'liberté de genre'. Mais beaucoup de ces gens vivent justement là-bas par l'esprit et non ici - pas avec le peuple russe, pas avec la Russie. Ces gens sont prêts à trahir la mère patrie, pour peu qu'ils soient autorisés à pénétrer dans l'antichambre de cette caste supérieure (occidentale)! Ils veulent lui ressembler et l'imitent tant et plus. Mais ils oublient, ou ne comprennent tout simplement pas, qu'ils ne sont pour cette caste que des produits jetables, et qu'ils ne sont utiles que comme moyen de nuire au maximum à notre peuple... Tout peuple, et a fortiori le peuple russe, saura toujours distinguer les véritables patriotes de la racaille et des traîtres. Et il les recrachera alors, comme on le fait d'une mouche qui entre accidentellement dans notre bouche."

À ce moment du discours, commente **Kommersant**, ceux qui sont partis à la hâte après le 24 février et comptaient éventuellement rentrer en Russie "ont probablement annulé leurs billets".

— **Courrier international**

En meeting, un président "frais et allègre"

●●● Le 18 mars était organisé dans le grand stade moscovite Loujniki, qui avait accueilli la finale de la Coupe du monde de football en 2018, un meeting-concert géant de soutien à l'intervention militaire russe en Ukraine et de célébration du huitième anniversaire de la "réunification" de la Crimée à la Fédération de Russie. Devant des tribunes pleines - 95 000 personnes pour 80 000 places, ainsi que 100 000 spectateurs à l'extérieur du stade selon le quotidien **Kommersant**, Vladimir Poutine a rappelé que le but principal de la campagne militaire russe était de "sauver le Donbass d'un génocide".

"Voilà longtemps que nous n'avions pas vu Vladimir Vladimirovitch si frais et allègre, en pull et veste, l'œil brillant et les mains gesticulant avec vivacité", note le journal d'opposition **Novaïa Gazeta**. Certaines figures célèbres, telles le chef d'orchestre mondialement connu et récemment privé de ses contrats dans plusieurs pays européens, Valeri Guerguiev, et le cinéaste, Nikita Mikhalkov, figuraient parmi le groupe compact qui entourait le président russe au moment d'entonner longuement, et avec tout le public, l'hymne national.



Chaque génération russe a dû repartir de zéro

Depuis deux siècles, la Russie n'a eu de cesse de vouloir "rattraper" la civilisation européenne. Chaque bond en avant contenait en germe un recul qui éclorait à la génération suivante. Une fatalité notamment due au fossé entre les grandes villes et le pays profond, écrit ce site russe.

—Gazeta.ru (extraits) Moscou

Depuis deux cents ans, l'histoire russe est ainsi faite que pas une génération n'a pu échapper à l'épreuve du "changement d'ère". À peine assimilée – et ce tant bien que mal – par le peuple, la doctrine précédente était jetée dans les poubelles de l'histoire ; les anciennes lois n'avaient plus cours, et d'autres, écrites en marchant, venaient les remplacer.

Durant les cent dernières années, chaque génération a été confrontée à la remise à zéro de ses actifs : les titres financiers du passé ont été réduits en poussière. Quant aux anciens propriétaires d'usines, de journaux ou de bateaux à vapeur [référence à un poème satirique soviétique] des années 1920, dans le meilleur des cas, ils se sont reconvertis en chauffeurs de taxis parisiens ; dans le pire des cas, ils ont trouvé une place anonyme dans la fosse commune du goulag.

Les foyers de la noblesse ont été anéantis au début du siècle passé – brûlés ou reconvertis en palais de la culture et autres institutions répondant aux besoins des nouvelles autorités. Et les générations suivantes ont vécu selon ces règles définies à la va-vite. N'importe qui peut trouver, si ce n'est le bonheur, au moins une forme d'apaisement, en comprenant les nouvelles règles du jeu et, surtout, en les acceptant, partant du principe qu'elles font partie du sens de l'histoire.

Il y a aussi eu la saga des emprunts soviétiques, qui se sont tous révélés être des arnaques. Mais chaque génération s'est relevée. Elle a continué à vivre, à travailler, à faire des enfants et des projets. "Aussi solides que l'acier", disaient les uns. "Une mentalité d'esclaves !" s'écriaient les autres avec mépris depuis leurs vies douillettes.

La perestroïka [libéralisation du régime soviétique à partir de 1985] et l'effondrement du système soviétique qui en a découlé [en 1991] ont,

← Dessin de Joe Magee paru dans The Guardian, Londres.

SOURCE



GAZETA.RU

Moscou, Russie
gazeta.ru

Fondé en 1999, ce site plutôt libéral est devenu l'un des principaux médias électroniques généralistes russes. Il figurait en 2014 dans le top 5 des sites d'information les plus visités de l'Internet russe. Gazeta.ru couvre au quotidien l'actualité russe et internationale. Son équipe de chroniqueurs, parmi les plus lus, a beaucoup fait pour sa réputation.

à nouveau, chamboulé le mode de vie des Russes. Et leurs économies avec, comme le voulait la tradition. Chercheurs, enseignants, médecins ont rejoint les coopératives ou les rangs des "commerçants-navettes" [qui faisaient de l'import-export à dos d'homme], voire sont devenus directeurs commerciaux. À l'inverse, beaucoup de membres des générations précédentes n'ont pas trouvé leur place dans cette nouvelle vie et sont passés du rêve à la misère, nourrissant de vagues espoirs de revanche.

Parce que toute règle a ses exceptions, la crise financière de 1998 n'a pas attendu le changement de génération pour remettre tous les compteurs à zéro pour une grande partie de la population.

Mais, cette fois encore, la vie a su se renouveler sans cesse et – chose surprenante – de manière positive, tous les dix, vingt, trente ans.

Aujourd'hui, on trouve sur les réseaux sociaux de longues énumérations de choses "perdues à jamais", mais aussi les listes de ceux qui nous ont quittés pour toujours. Je ne vais pas en remettre une couche (ces listes sont déjà assez émouvantes), d'autant plus qu'il faudrait les compléter à chaque heure qui passe. Notons, avec une pointe d'espoir, que tout effondrement nous précipite vers un fond duquel, tôt ou tard, il est possible de remonter. Remettre les compteurs à zéro passe aussi, de nos jours, par l'effondrement du marché boursier. Combien ? 7 000 milliards ? Du point de vue de l'histoire, ce n'est pas grand-chose. De celui des habitants des provinces reculées de Russie qui vivent au jour le jour, une broutille. Pour les générations actuelles : le cauchemar. Quant à celles qui prendront la relève, tout cela ne représentera pour elles qu'une sombre histoire, de même que les jeunes Russes d'aujourd'hui semblent peu touchés par les souffrances engendrées par l'arnaque des emprunts soviétiques.

Trop grande échelle. Ce destin est l'héritage d'une caractéristique nationale : de temps à autre, nous émergeons de ce qui ressemble à une profonde léthargie, et nous nous mettons à façonner l'histoire. Et ce dans les grandes largeurs ! Tantôt nous écrasons Napoléon, tantôt Hitler... Quand nous ne soulevons pas une révolution mondiale en enseignant au monde entier les bases de la justice sociale. Nous en avons, certes, payé le prix, mais combien de bâtisseurs de l'État providence avons-nous inspirés et mis sur les rails.

Voilà près de deux siècles que la Russie a commencé sa course pour rattraper la civilisation occidentale, sans jamais parvenir à déjouer un piège insaisissable. Sur la voie de la modernisation dite "de rattrapage", chaque bond en avant a été réalisé au prix d'efforts incommensurables, incluant des sacrifices humains, alors que nous tâchions toujours de recycler de manière inventive les technologies occidentales, voire de reproduire les modes de gouvernance des pays occidentaux. Mais avec toujours un temps de retard, des ressources humaines insuffisantes, très peu d'argent – voire pas du tout – et, surtout, un problème d'échelle, sur un territoire couvrant la moitié du continent. Bref, le pays demeurait à la traîne.

La Russie avait toujours le sentiment d'une quête sans espoir, malgré d'indéniables coups

d'éclat. Dans certains secteurs stratégiques, nous avons connu des succès parfois époustouflants. Seulement, pendant que nous étions occupés à envoyer Gagarine dans l'espace, nous ne pensions pas à généraliser le tout-à-l'égout. La culture prétendument européenne des villes, puis des mégapoles, a toujours été en rupture avec celle des campagnes profondes - un fossé jamais comblé depuis Pierre le Grand. Ainsi, plus nos percées étaient grandes et remarquables sur la scène internationale, plus la crise s'accroissait au cœur du pays. Chaque nouvelle génération qui a tenté de bâtir un nouveau "communisme" (fondé sur un socialisme développé, une économie de marché performante et accessible, une vitrine européanisée, une politique de développement urbain, etc.) et d'écrire une nouvelle page de l'histoire de la Russie a déposé une bombe à retardement pour la génération suivante.

Sans les réticences séculaires de l'Occident, nous aurions été invités à rallier l'Otan, que nous aurions pu ensuite collectivement dissoudre.

En ne résolvant pas la question agraire au moment de l'abolition du servage [en 1861], Alexandre II, bien qu'ayant fait faire un bond énorme au pays grâce à ses réformes, a planté le germe de la révolution de 1905, puis de celle de 1917, elle-même précipitée par l'éclatement de la Première Guerre mondiale. Cela alors même qu'aucun Russe n'était prêt à s'engager dans une guerre qui ne profiterait à personne, de même que personne ne veut d'une troisième guerre mondiale.

Après avoir pris, par la suite, le contrôle de la moitié de l'Europe, non sans un certain talent, les dirigeants soviétiques n'ont pas réussi à moderniser cet espace dont ils avaient la gestion. La période dite de "stagnation", sous Leonid Brejnev [1964-1982], a consisté en une tentative d'offrir à la génération de l'époque une vie meilleure. Or les graines de beaucoup de futurs problèmes ont été semées à cette époque. Dès le départ, la perestroïka n'a pu concilier l'inconciliable, à savoir l'association d'un changement de régime politique à une douloureuse modernisation. Plus tard, nous avons essayé de digérer la "thérapie de choc" [passage à l'économie de marché, en 1992], tout en voulant croire que l'Occident allait nous aider, alors même que les réticences séculaires de ce dernier à l'égard de notre pays hors normes et incompréhensible à ses yeux n'avaient pas bougé. Dans le cas contraire, nous aurions profité dès les années 1990 d'une dispense de visas, et nous aurions été invités à rejoindre l'Otan, que nous aurions pu, ensuite, collectivement dissoudre, puisqu'il aurait perdu sa raison d'être.

En ce sens, la crise actuelle marque un nouveau tournant dans l'histoire. Ces derniers temps, nous avons trop baissé la garde, n'y étant pas prêts. Nous n'aurions pas dû.

— **Gueorgui Bovt**
Publié le 7 mars

Sondage

LES RUSSES APPROUVENT, MAIS...

Selon des sondages rendus publics le 4 mars, l'intervention militaire en Ukraine est soutenue par 68 % de la population russe, selon l'institut public Vtsiom, et par 65 % selon la structure indépendante FOM. Une enquête menée par Vtsiom entre le 26 février et le 6 mars montre une hausse de la popularité de Vladimir Poutine avec 77,4 % d'avis favorables contre 74,6 % lors du sondage précédent. Selon **Kommersant**, "si un résultat, quel qu'il soit, est atteint au bout d'un mois, et que les chocs dans l'économie ne sont pas trop sévères, ces scores élevés se maintiendront". Un prolongement excessif de la guerre, des négociations qui piétinent et une dégradation sensible de la situation socio-économique des citoyens russes constituent les principaux risques pour le pouvoir russe.

UN PAYS SOUS CLOCHE

VU DU CANADA Depuis le début de la guerre, la Russie s'est enfoncée dans un isolement tous azimuts, qui touche son économie, le sport, Internet, la culture... Un retour en arrière aux relents de guerre froide.

— **Le Devoir** (extraits) Montréal

Le pétrole et le gaz russes sont bannis aux États-Unis. Coca-Cola et McDonald's n'offrent plus leurs petits délices aux mangeurs russes. Les avions russes doivent contourner le ciel européen. Les banques russes ne peuvent plus faire des affaires à l'étranger. La presse internationale est muselée au pays de Poutine. Le Kremlin bloque l'accès à Facebook et limite celui à Twitter.

La Russie s'est enfoncée dans un isolement tous azimuts. Les liens sont rompus, à l'initiative des dirigeants occidentaux qui imposent des sanctions, du gouvernement russe qui cherche à contrôler l'information, ou des multinationales qui veulent protéger leur réputation. La coupure touche même un microcosme très important pour les Russes, qui n'avait jamais été affecté du temps de la guerre froide : le monde des échecs.

"C'est du jamais vu !" s'exclame Richard Bérubé, le directeur général de la Fédération québécoise des échecs. La 44^e olympiade d'échecs, qui devait se tenir à Moscou en juillet, sera relocalisée. Les joueurs russes ne peuvent plus arborer le drapeau blanc-bleu-rouge dans les compétitions internationales. Et la Fédération internationale des échecs (Fide) largue ses commanditaires liés à l'État russe.

Simple parenthèse. La prise de position de la Fide contre la Russie étonne dans l'univers des échecs. Notamment parce que son président, Arkadi Dvorkovitch, est proche du pouvoir russe (de 2012 à 2018, il était vice-président dans le gouvernement de Dmitri Medvedev). Chez les joueurs d'élite russes, les positions sont partagées sur la guerre en Ukraine.

Cette rupture dans le monde des échecs donne un exemple frappant de ces liens entre la Russie et le reste du monde, qu'on croyait solides mais qui se sont rompus en quelques jours seulement. Un nouveau rideau de fer est-il en train de tomber ?

"Voit-on quelque chose de nouveau ou est-ce la suite d'une relation où le divorce n'a jamais été bien consommé ?" demande l'historien Carl Bouchard, de l'université de Montréal. Les trois dernières décennies pourraient n'être finalement qu'une parenthèse dans les relations entre la Russie et l'Occident, tendues depuis au moins 1917.

Pendant la guerre froide, le rideau de fer était une métaphore utile, aussi une barrière de béton et de barbelés. Il servait à "protéger" le peuple communiste "de l'impérialisme capitaliste et du fascisme", mais bloquait aussi l'émigration à l'Ouest.

D'après Carl Bouchard, les tensions actuelles vont certainement durer, mais les conditions

d'une partition du monde aussi hermétique et aussi longue qu'à l'époque de la guerre froide ne seraient plus en place.

Pour l'historienne Kristy Ironside, de l'université McGill, un nouveau rideau de fer s'est mis en place, dans la sphère économique du moins, qui nuit aux affaires des oligarques russes et se répercute aussi dans la vie quotidienne des citoyens.

Les Russes vont ressentir l'effet des sanctions "quand des produits ne seront plus sur les étagères des magasins et quand les prix seront plus élevés", explique-t-elle. Ils subiront aussi un isolement géographique. "Pour l'instant, ce n'est pas complètement impossible de sortir du pays, mais c'est très difficile. Et le rouble, déjà, est bon pour les ordures."

Kristy Ironside s'inquiète pour ses collègues établis en Russie. "Si on continue à leur parler et à collaborer avec eux, ils pourraient avoir de sérieux problèmes, dit-elle. Tout cela fait très peur."

De nombreux Russes ont déclaré dans les médias vouloir fuir leur pays. Des rumeurs de loi martiale et frontières fermées alimentent cet exode, temporaire ou permanent. Plusieurs prennent le chemin du Sud, plutôt que celui de l'Occident.

Le nouveau rideau de fer s'abat aussi dans un domaine inexistant du temps de la guerre froide : Internet. De grandes entreprises se déconnectent elles-mêmes en signe de protestation. Le Kremlin bloque des réseaux sociaux pour mieux contrôler l'information. L'Ukraine s'en mêle aussi, en demandant qu'on débranche la Russie de la Toile en guise de sanction. L'organisme régulateur d'Internet, l'Icann, a rejeté cette demande le 2 mars.

En parallèle aux sanctions économiques, un boycott des sportifs, artistes ou autres représentants russes se met en branle. L'orchestre symphonique de Montréal a annulé les concerts du pianiste Alexander Malofeev. Mme Ironside craint que l'organe de propagande du Kremlin ne fasse de ces histoires des exemples de russophobie de la part de l'Occident.

— **Alexis Riopel**
Publié le 11 mars

SOURCE



LE DEVOIR

Montréal, Canada

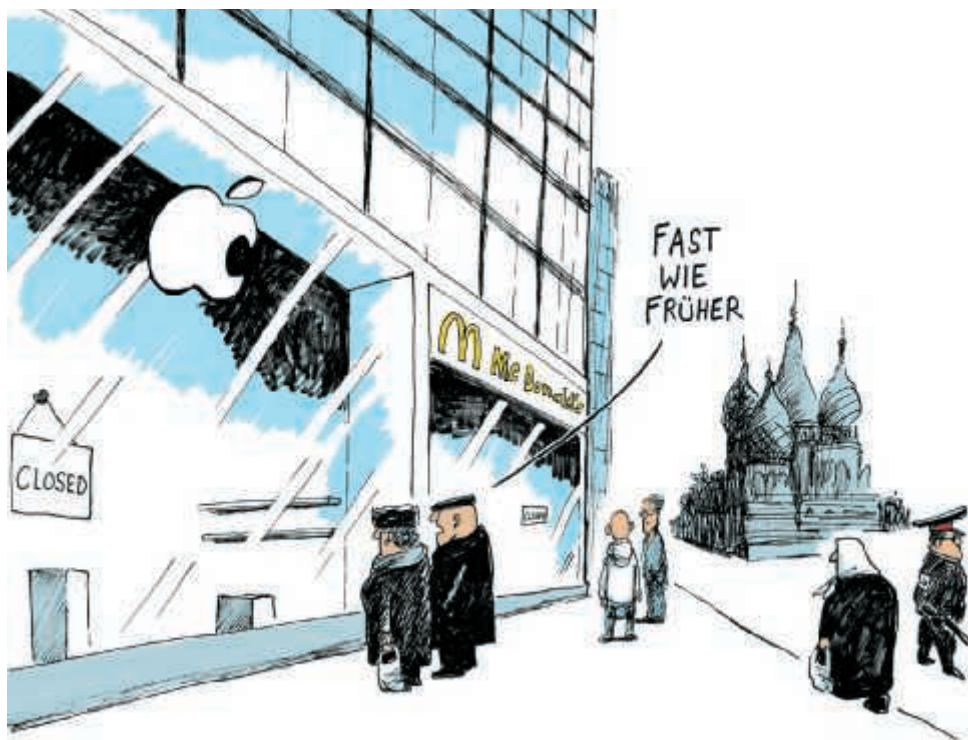
Quotidien

ledevoir.com

Le dernier quotidien indépendant du Québec jouit d'une solide réputation, même si sa diffusion est restreinte. Le Devoir paie cher sa volonté de ne relever d'aucun conglomérat de presse.

L'État doit réintervenir massivement dans l'économie

Face aux effets dévastateurs des sanctions occidentales, il est temps de décréter la "mobilisation", écrit cet économiste russe, pour réindustrialiser le pays, favoriser la hausse de la productivité du travail et stimuler la recherche scientifique et technologique.



—Moskovski Komsomolets (extraits)
Moscou

La communauté occidentale, sous la houlette des États-Unis, impose à la Russie des sanctions radicales. Ainsi, le pays est de plus en plus isolé sur la scène internationale, il est mis au ban du système économique mondial dirigé par les institutions financières occidentales, et cela exacerbe la nervosité des citoyens russes.

L'application à l'ensemble de l'économie russe de sanctions très sévères risque de provoquer un retard scientifique et technologique croissant, de mener à la défaillance de technologies essentielles et à la fermeture de centaines d'entreprises. Pour la population, ces sanctions radicales vont provoquer le resserrement de l'offre de biens et de services,

l'effondrement du rouble, la hausse des prix, un nouveau cycle d'inflation, la dépréciation de leur épargne, une flambée du chômage et un appauvrissement aggravé pour tous.

Dans ce contexte géopolitique tendu, le rouble s'est effondré à des niveaux record et le marché boursier a connu le plus grand effondrement de son histoire. La banque centrale russe a relevé son taux directeur à 20 %, un record absolu. Mais, cette hausse étant la neuvième depuis 2021, la mesure est aussi inefficace

Il s'agit de former une économie nationale en vase clos appuyée sur une capacité complète de substitution des importations.

Échanges

LA RUSSIE PEUT-ELLE INVESTIR SUR D'AUTRES MARCHÉS ?

Cherchant à compenser la perte des marchés européen et américain, la Russie se tourne de plus en plus vers les marchés de pays amis dont la Chine, avec laquelle le volume des échanges commerciaux a augmenté de 38,5 % au cours des deux premiers mois de 2022, rapporte **Sky News Arabia**, citant les chiffres des douanes chinoises. Le volume des échanges entre les deux pays avait déjà bondi de 39 % en 2021 pour atteindre un niveau record de 147 milliards de dollars, ajoute le média arabophone. Si ce chiffre "va sans doute encore augmenter" en 2022, on reste loin du volume des échanges commerciaux entre la Russie et les pays européens qui s'élevait à environ 420 milliards de dollars par an, estime Timur Dowidar, un analyste russe interrogé par **Sky News Arabia**. "C'est pourquoi la perte du marché européen ne peut être compensée par d'autres marchés, y compris le marché chinois", affirme-t-il.

que d'essayer de vider un lac à la petite cuillère en l'absence d'un quelconque progrès de l'économie réelle.

Compte tenu des sanctions, l'exécutif russe a annoncé la mise en place d'une série de nouvelles mesures de soutien à l'économie afin de stabiliser la situation financière du pays avec un nouveau plan anticrise. Il s'agit d'allègements fiscaux pour les entreprises engagées dans la recherche scientifique et technologique, de subventions pour le secteur agricole et d'une amnistie de grande envergure pour les capitaux. En principe, ce sont de bonnes mesures, et ce troisième plan anticrise du Premier ministre Mikhaïl Michoustine aurait pu faire l'affaire en temps de paix, mais il n'aura que peu d'effet dans l'état d'urgence où se trouve la Russie.

Face aux enjeux mondiaux actuels, notre pays doit affronter un défi majeur en renforçant la sécurité de la nation et de toutes ses composantes, du point de vue tant idéologique que militaire et économique, ainsi que dans les relations internationales. Autrement dit, dans cette situation sans précédent, il faut trouver des solutions inédites pour sécuriser un espace économique unifié. Or ces solutions ont déjà été éprouvées de par le monde. Il s'agit en premier lieu de la mobilisation économique.

Souvenez-vous de l'expérience positive de la résistance du jeune gouvernement soviétique face au blocus économique radical imposé par l'Occident. C'est en effet le modèle de la mobilisation économique, mise en place en un temps record, qui a permis l'industrialisation et la modernisation accélérées et réussies de l'État soviétique naissant. La victoire du peuple soviétique dans la Grande Guerre patriotique a été le résultat d'une décennie de mise en œuvre d'un modèle de mobilisation économique.

Plan déjà éprouvé. Le recours à la mobilisation économique a également été exemplaire aux États-Unis, lors de la Grande Dépression des années 1930, puis en Union soviétique, en Allemagne et dans d'autres pays pour restaurer l'économie après la Seconde Guerre mondiale, et en Chine dans sa stratégie de construction du socialisme tenant compte des spécificités locales.

Dans les conditions difficiles que connaît actuellement la Russie, le processus de construction d'un nouveau modèle de développement socio-économique et politique, par la mobilisation économique, devra être assez radical. Tout d'abord, il faut accélérer la réorientation de la politique économique du secteur de l'énergie vers la réindustrialisation de la Russie, favoriser la hausse de la productivité du travail en stimulant la recherche scientifique et technologique, en concentrant les ressources matérielles, financières et humaines sur les secteurs stratégiques de l'économie nationale, notamment par un soutien institutionnel et idéologique actif et par la montée en compétences des cadres.

La mobilisation économique suppose la mise en place immédiate d'un programme

complet de mesures antisancions, tournée non pas tant vers une idée de relance économique que vers la formation rapide d'une économie nationale en vase clos appuyée sur une capacité complète de substitution des importations, qui permettra de minimiser les effets négatifs des mesures étrangères sur les marchés intérieurs. Enfin, il faut bien comprendre que, si la Russie persévère dans un modèle de croissance économique monétariste, elle ne fera que creuser davantage son retard sur les pays développés. Car, comme chacun sait, on s'attaque toujours aux faibles.

Les principales composantes d'une économie de mobilisation sont :

- la montée en puissance du rôle de l'État dans la politique économique, avec préservation optimale des mécanismes de marché ;
- la mise en place d'un système financier national indépendant, compte tenu de la fermeture des échanges de capitaux vers l'étranger ;
- la relance de la recherche scientifique afin de bâtir une économie d'innovation d'un nouveau type ;
- le développement d'une production nationale s'appuyant sur cette nouvelle base scientifique et technique, avec concentration des

La mobilisation économique suppose le renouvellement d'une partie significative des "cadres dirigeants".

ressources matérielles et financières sur les secteurs prioritaires, et augmentation de la participation de l'État dans le développement des moyens de production ;

- la restauration d'un système de planification, à court terme (quinquennal), mais surtout à moyen et long terme, grâce aux systèmes modernes de gestion utilisant les outils numériques ;
- la constitution d'un budget de développement, l'augmentation significative des investissements dans les biens d'équipement ;
- la mise en place d'une protection maximale contre les facteurs extérieurs et la "désoffshorisation" complète de l'économie ;
- la diversification des marchés d'exportation en promouvant les biens et services russes en Amérique latine, en Afrique et au Moyen-Orient ;
- l'alimentation d'un vivier permanent de ressources humaines ;



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

La Côte d'Azur, terrain de jeu menacé de la jet-set russe. Dans le sud de la France, historiquement très prisé de la haute société russe, les comptes en banque, villas et yachts des oligarques proches de Vladimir Poutine sont désormais en sursis, raconte **The Daily Telegraph**.

← "C'est presque comme avant".
Dessin de **Horsch** paru dans **Handelsblatt**, Düsseldorf.

Vers des nationalisations ?

●●● Selon les pronostics de la Banque centrale de Russie datant du 10 mars, le pays devra faire face en 2022 à une chute du PIB de 8 %, à une inflation de 20 % et à une baisse des salaires de 10 %, rapporte le quotidien **Kommersant**. Le PIB devrait regagner 1 % en 2023 et 1,5 % en 2024, tandis que l'inflation se réajustera à 8 % en 2023 et à 4,8 % en 2024 selon le titre. On peut s'attendre à une "forte hausse du chômage". Un plan global comportant 100 mesures de "soutien à l'économie, aux citoyens et aux entrepreneurs dans le contexte des sanctions", pour un montant de 1 000 milliards de roubles (8,6 milliards d'euros), a été adopté le 15 mars, rapporte **Rossiiskaïa Gazeta**. Selon **Kommersant**, le problème qui s'annonce d'emblée comme crucial est celui des grandes entreprises privées russes qui redoutent de devoir subir la guerre "sur deux fronts" : celui des sanctions américaines et européennes, et celui des effets des contre-sanctions gouvernementales qui commencent à exercer leur pression. Les débats sur la nécessité de "confisquer" et "nationaliser" les actifs des compagnies étrangères ayant déserté le marché russe vont bon train et font frémir les grands entrepreneurs russes. "Cela nous ramènerait à 1917, et les conséquences de telles mesures - la défiance des investisseurs mondiaux à l'égard de la Russie - se feraient sentir pendant plusieurs décennies", a ainsi déclaré Vladimir Potanine, président du géant russe de la métallurgie Nornickel.

- la mise en place d'un système de contrôle fédéral pour renforcer la discipline dans tous les organes exécutifs.

La mobilisation économique suppose tout d'abord le renouvellement radical d'une partie significative des "cadres dirigeants" - une révolution de l'encadrement - visant à éradiquer réellement la corruption, les détournements de fonds publics et les pots-de-vin, autant de pratiques qui favorisent aujourd'hui la perpétuation de l'oligarchie.

Nos adversaires stratégiques étrangers sont très habiles à créer des divisions entre l'exécutif russe et les principaux oligarques, les dressant les uns contre les autres par le biais des sanctions. L'offensive contre le Kremlin a commencé avec la confiscation à l'étranger des richesses de notre pays détournées par les élites russes, pour un montant avoisinant 4 000 à 5 000 milliards de dollars. On espère ainsi provoquer une vague de mécontentement à l'égard de l'exécutif russe d'une part, et une division des élites d'autre part.

Rien de surprenant à ce que de nombreuses figures de la "verticale du pouvoir" et leurs familles cherchent un nouveau point de chute, un titre de séjour, dans des pays qui sont pourtant et selon leurs propres termes des ennemis de la Russie. Ce n'est qu'ainsi que peut s'expliquer la trahison des "élites" le 15 février : 82 députés de la Douma d'État se sont alors abstenus lors du vote de la reconnaissance des républiques

populaires de Donetsk et de Louhansk [républiques sécessionnistes du Donbass], afin de ne pas être soumis aux sanctions de l'UE.

Ainsi, seule la mobilisation économique, comme l'a démontré l'expérience mondiale, permettra non seulement de réduire efficacement la pression des sanctions, mais aussi d'assurer la sécurité économique vitale de la Russie.

— **Iouri Voronine**
Publié le 14 mars

* Iouri Voronine est docteur en économie.

SOURCE



MOSKOVSKI KOMSOMOLETS

Moscou, Russie
Quotidien
mk.ru

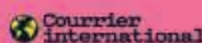
Moskovski Komsomlets est un des plus vieux quotidiens soviétiques puis russes. De format tabloïd, il bénéficie d'une diffusion fédérale et dispose également d'éditions dans plusieurs pays de l'ex-URSS. Faisant souvent dans le people, voire le sensationnel, il demeure un quotidien généraliste réactif et compte quelques plumes de renom parmi ses chroniqueurs.



SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ



À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

LA PEUR DU VIDE POUR LA CLASSE MOYENNE

Le syndrome des “magasins vides” a durablement marqué les esprits des ex-Soviétiques. Alors que les Russes sont devenus, en trente ans, des consommateurs exigeants, des pénuries menacent de réapparaître.

—**Novia Gazeta** Moscou

Pour comprendre la situation économique dans laquelle nous nous trouvons actuellement, imaginez la scène suivante : vous vous rendez dans un grand centre commercial à la veille d'un week-end prolongé pour faire du shopping en famille. Vous venez de faire votre choix lorsque vous recevez un SMS vous informant que les cartes de paiement et le porte-monnaie virtuel ne fonctionnent plus. Vous vous précipitez vers une borne de retrait, mais une file s'est déjà formée, et, lorsque vient votre tour, il s'avère que certaines cartes ne fonctionnent plus, que d'autres sont plafonnées ou demandent une commission.

Pendant que vous cherchez de l'argent, les magasins autour commencent à baisser le rideau, et définitivement : les vitrines bien garnies se sont entièrement vidées. Dans les magasins qui sont encore ouverts, quelque chose ne tourne pas rond non plus : certains retirent toutes les promos, d'autres changent les prix en vitesse ou réduisent l'éventail de produits – ceux que vous aimeriez acheter n'y sont plus, ceux qui demeurent ne vous intéressent pas. Vous décidez d'aller boire un latte au lait de coco actuellement à la mode. Mais vous découvrez que le prix du lait de coco a doublé et que la boisson hype est devenue beaucoup plus chère.

Vous partez finalement faire les courses après avoir établi péniblement une liste d'achats. Vous vous rendez alors compte que les billets que vous avez en poche (ainsi que les fonds disponibles sur vos cartes de crédit encore utilisables) ne sont plus suffisants. Quand vous appelez vos amis à la rescousse, vous ne rencontrez pas le soutien escompté : les uns refusent de vous prêter de l'argent, les autres ne répondent pas au téléphone ou énoncent des conditions saugrenues, comme la remise du titre de propriété de votre logement en caution. Enfin en guise de cerise sur le gâteau, votre employeur vous appelle pour vous annoncer que ce n'est plus la peine de revenir, deux semaines de salaire et votre solde vous ont été versés. Point. Vous devez alors prendre une décision : qu'acheter et en quelle quantité, pour dépenser l'argent qu'il vous reste. Et surtout, comment poursuivre son existence ?

Vous voyez le tableau ? Eh bien, multipliez au carré ces problèmes et vous aurez une idée du niveau de difficulté auquel est confronté

le gouvernement. Ce dernier doit maintenant répondre à la question : que faire ? Personne dans l'exécutif ne s'attendait à une chute aussi brutale de l'offre sur le marché de la consommation. Et le secteur du commerce commence à nourrir des inquiétudes.

Parce que le commerce, c'est beaucoup plus important que ce que l'on croit. La Russie n'est pas seulement un pays producteur de matières premières, c'est un pays commerçant. Le commerce représente près d'un quart du PIB de la Russie et un sixième du marché de l'emploi. En russe, l'"entrepreneur" a longtemps été appelé "marchand". Entrepôts, hangars, transit, commerce de gros... Les Russes ne sont pas très doués pour le commerce de détail, ils n'ont pas le coup de main. En revanche, tout ce qui est magasins d'entrepôt, super- et hypermarchés marche fort. La raison à cela est historique. Le commerce de biens de consommation courante relève quant à lui du politique.

Le commerce représente près d'un quart du PIB de la Russie et un sixième du marché de l'emploi.

Le contrat social sur la base duquel s'est bâti il y a trente ans le nouvel État russe avait pour principal objet l'éradication des pénuries. Le deal de l'époque était simple : les gens ne posent pas de question sur la façon dont les anciens responsables soviétiques de tout poil s'approprient les usines, les ports et les exploitations minières, et, en contrepartie, le pouvoir leur remet les clés des appartements soviétiques [dont les locataires deviennent propriétaires sur simple signature] et les laisse commercer afin d'achalander les états.

Il y a trente ans, les responsables ont partagé le gâteau ainsi : à nous la propriété sur les biens soviétiques, à vous les rayons de supermarchés pleins à craquer. Aujourd'hui, les gens ne se rendent pas compte à quel point les citoyens soviétiques ont été minés par trente années de pénuries de biens de consommation. C'était la preuve la plus criante des dysfonctionnements de l'économie de l'URSS. Les autorités étaient obnubilées par la "productivité", mais certainement pas au profit des consommateurs : en URSS,

Repères

LES TRAVAILLEURS DU NUMÉRIQUE DANS LA GALÈRE

Avec la vague de retrait des entreprises du numérique de Russie, des "dizaines de milliers de streamers russes de jeux vidéo sur Twitch, de travailleurs indépendants sur Upwork, de créateurs de contenus pour adultes sur OnlyFans et de programmeurs ont perdu leur moyen de subsistance, du moins temporairement", raconte le **Washington Post**. Parmi ces autoentrepreneurs de la "gig economy", l'économie à la tâche, le quotidien américain cite l'exemple d'un développeur russe du Caucase du Nord qui travaillait depuis deux ans via Upwork pour une entreprise occidentale, et qui se retrouve du jour au lendemain sans emploi. "Il accuse Poutine d'avoir provoqué les sanctions." Et explique connaître "cinq autres personnes" qui, comme lui, ont perdu leur boulot en free-lance pour des entreprises étrangères, avant de déclarer : "Il est de plus en plus difficile de vivre en Russie, je suis obligé de partir."

chaque citoyen travaillait pour une industrie ou dans un secteur qui y était rattaché, et quand il entraînait dans un magasin, il se demandait : mais où est passé ce qu'on a produit ?

D'où les folles légendes de la fin de l'ère soviétique sur de prétendus entrepôts secrets où s'écoulaient des pyramides de marchandises à des prix dérisoires. Bref, les autorités le savaient, tout comme elles savaient que les magasins étaient vides, que l'argent des caisses d'épargne était depuis longtemps "investi au profit de la nation", et qu'il fallait faire quelque chose.

La loi sur la liberté de commerce de janvier 1992 fut une idée de génie du point de vue des autorités, qui se sont une fois pour toutes déchargées de la responsabilité d'"approvisionner la population en produits de consommation populaires", comme on disait à l'époque. Et c'est pourquoi l'exécutif, qui tenait toute l'économie d'une main de fer, a laissé globalement le commerce tranquille. Les autorités ne voulaient pas entendre parler de la moindre mention de "pénurie". Tout le monde savait parfaitement que les "magasins vides" soviétiques alimentaient tous les griefs à l'égard du pouvoir : j'ai travaillé, j'ai touché mon salaire, et qu'est-ce que je peux acheter ?

"Des magasins russes bien achalandés", c'est le message des autorités à la population : vous voyez, tout est là, le système fonctionne, et si vous n'avez pas d'argent, c'est votre problème ! Or c'est justement ici et maintenant que le pouvoir a besoin que les magasins soient pleins. Si les personnes haut placées peuvent toujours se faire livrer à domicile par les boutiques chics de Milan, les subalternes, eux, ont besoin d'un endroit où déjeuner, dîner et faire leurs courses.

D'autant que les modes de consommation ont beaucoup changé depuis trente ans. Certes, les autorités vont essayer de contenir les prix sur les produits de première nécessité. Mais pour tout le reste, les prix vont exploser. Or les Russes ne se contentent plus de choux et de patates depuis trois décennies, ils ont d'autres besoins... La disparition de nombreux biens de consommation est donc un problème autrement plus grave que ce qu'en dit la télévision, et l'exécutif en est conscient. Tôt ou tard, d'une manière ou d'une autre, les magasins seront à nouveau approvisionnés, reste à savoir de quoi, quand et à quelles conditions.

—**Dmitri Prokofiev**
Publié le 5 mars

SOURCE



NOVIA GAZETA
Moscou, Russie
Bihebdomadaire
novayagazeta.ru

En 1993, des journalistes quittent la *Komsomolskaïa Pravda* avec l'ambition de lancer un quotidien indépendant influent. Ce ne sera pas le cas, mais ils ont imposé un journal de qualité, qui dénonce les failles de la société russe.



Fuir Poutine avant qu'il ne soit trop tard

Istanbul, Erevan, Tbilissi... Plusieurs dizaines de milliers de Russes ont quitté leur pays depuis le début de la guerre en Ukraine, excédés par leur président et inquiets pour leur avenir.

—The New York Times (extraits)
New York

Ils forment de longues files d'attente devant les distributeurs automatiques à Istanbul depuis que Visa et Mastercard ont suspendu leurs activités en Russie. Dans les cafés, ils consultent en silence Telegram et Google Maps sur leurs smartphones. Ils organisent des groupes de soutien pour aider d'autres Russes exilés à se loger.

Des dizaines de milliers de Russes ont fui à Istanbul depuis que la Russie a envahi l'Ukraine, le 24 février, indignés par ce qu'ils considèrent comme une guerre criminelle, mais aussi parce qu'ils craignent la conscription ou la fermeture des frontières russes.

Et ils ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Des dizaines de milliers d'autres ont fui ailleurs, notamment en Arménie, en Géorgie, en Ouzbékistan, au Kirghizistan et au Kazakhstan.

Si l'exode de 3 millions d'Ukrainiens a concentré l'attention, la descente de la Russie dans l'autoritarisme désespère de nombreux Russes, qui s'inquiètent pour leur avenir. D'où une vague d'émigration – bien plus modeste que celle des Ukrainiens, certes – que certains comparent à celle de 1920, l'année où plus de 100 000 opposants aux bolcheviks se sont réfugiés à Istanbul, alors appelé Constantinople. Parmi ceux qui s'en vont aujourd'hui, il y a des

blogueurs, des journalistes et des militants qui craignent d'être arrêtés au titre de la nouvelle loi draconienne qui érige en infraction tout ce que l'État russe assimile à de "fausses informations" sur la guerre.

D'autres sont des musiciens et des artistes qui ne voient pas d'avenir en Russie. Et il y a des personnes qui travaillent dans les nouvelles technologies, le juridique ou d'autres secteurs, et qui ont vu disparaître du jour au lendemain leur vie confortable de classe moyenne.

Ils ont renoncé à leur emploi, à leur famille et à l'argent gelé sur des comptes russes auxquels ils n'ont plus accès. Ils craignent des représailles à l'étranger parce qu'ils sont russes et ils se lamentent que l'identité russe ne puisse plus être vue sous un jour positif. "Ils n'ont pas seulement volé notre avenir", dénonce Polina Borodina, une dramaturge moscovite partie à Istanbul, au sujet de son gouvernement. *Ils se sont aussi emparés de notre passé.*

Spirale historique. La vitesse et l'ampleur de cette émigration sont emblématiques du bouleversement qu'a provoqué, en Russie, l'invasion en Ukraine. Poutine avait beau être à la tête d'un régime déjà répressif, la Russie restait un pays où on pouvait facilement entrer et d'où on pouvait facilement sortir jusqu'à la fin de février, et où Internet, peu censuré, permettait l'épanouissement de médias indépendants, des nouvelles

← Deux journalistes de la chaîne russe indépendante Dojd disent au revoir à une amie avant de partir pour Tbilissi, en Géorgie, le 6 mars 2022. Photo The New York Times

Repères

DES MILLIERS DE TOURISTES RUSSES BLOQUÉS EN ASIE

Des touristes russes se sont retrouvés coincés en Asie, rapporte The Straits Times.

"Les responsables du tourisme en Thaïlande ont fait savoir" début mars "que quelque 3 000 Russes [étaient] coincés dans la station balnéaire de Phuket parce qu'ils ne [trouvaient] pas de vol retour", relate le quotidien singapourien, qui ajoute que "selon les autorités, 5 000 ressortissants russes" séjournaient à Bali le 13 mars. Dont "Viktor, 32 ans", interrogé par The Straits Times : "Son compte bancaire en Russie a été bloqué et ses cartes de crédit ne fonctionnent plus", et "tout l'argent qu'il a pu récupérer de ses économies en roubles a perdu près de 45 % de sa valeur par rapport au dollar américain". Parmi ces Russes bloqués en Asie du Sud-Est, "beaucoup n'approuvent pas la guerre", poursuit le journal, qui cite une jeune femme de 23 ans en vacances à Bali : "Les gens souffrent. La majorité des Russes ne soutient pas cela."

technologies et des arts. Les symboles du confort occidental – Ikea, Starbucks, etc. – étaient partout.

En se réveillant le 24 février, de nombreux Russes ont compris que c'était fini. Le lendemain, le journaliste Dmitri Alechkovsky a pris sa voiture et a roulé jusqu'en Lettonie. "Si cette ligne blanche était franchie, il était évident que plus rien ne l'arrêterait", affirme Alechkovsky au sujet de Poutine. *Les choses ne vont aller qu'en s'aggravant.*

Les jours suivant l'invasion, Poutine a forcé ce qui restait des médias indépendants à fermer et a mis en œuvre une violente répression contre les manifestants antiguerre.

Il est certain que de nombreux Russes soutiennent la guerre et que beaucoup d'entre eux ignorent complètement l'ampleur de l'agression russe, car ils ne s'informent qu'en regardant la télévision d'État. Mais d'autres ont afflué dans des villes comme Istanbul. Si l'essentiel de l'Europe a fermé son espace aérien aux vols venant de Russie, Turkish Airlines exploite jusqu'à 5 vols par jour depuis Moscou ; en y ajoutant d'autres compagnies aériennes, on recense parfois jusqu'à 30 vols en provenance de Russie par jour.

"L'histoire suit le mouvement d'une spirale, surtout celle de la Russie", affirme Kirill Naboutov, 64 ans, un journaliste sportif de Saint-Petersbourg qui a fui à Istanbul avec son épouse début mars. *On revient toujours au même point.* Le cousin de la mère de Kirill Naboutov était un marin de 18 ans conscrit en Crimée quand il a évacué vers Constantinople avec la flotte du commandant Piotr Wrangel, en 1920. Il s'est ensuite installé à Tunis, où il est devenu assureur.

Aujourd'hui, une nouvelle génération d'exilés russes est confrontée à la perspective terrifiante de devoir repartir de zéro. Et tous comprennent qu'ils sont vus comme les représentants d'un pays qui a lancé une guerre d'agression, même si beaucoup rappellent qu'ils ont passé toute leur vie à s'opposer à Poutine.

Amalgames et hostilités. En Géorgie – où le gouvernement a recensé l'arrivée de 20 000 Russes depuis le début de la guerre –, les exilés font face à un environnement hostile, fait de graffitis antirusse et de commentaires agressifs. "Nous avons essayé d'expliquer que nous détestons aussi Poutine", souligne Leyla Nepesova, militante à Memorial International, une ONG russe de défense des droits humains récemment fermée par le Kremlin. La jeune femme de 26 ans s'est échappée en Géorgie début mars et s'est retrouvée la cible d'hostilités ; elle a été insultée dans la rue et invectivée par un chauffeur de taxi. "Il nous a dit : 'Vous êtes des Russes, vous êtes des occupants'", raconte-t-elle.

De nombreux Géorgiens voient en effet des parallèles évidents entre l'invasion de l'Ukraine et la guerre que Poutine a menée contre la Géorgie en 2008. Et si la plupart d'entre eux ont accueilli à bras ouverts les nouveaux arrivants, tout le monde ne fait pas la distinction entre ceux qui soutiennent Poutine et les dissidents qui ont fui pour des raisons morales et pour se mettre en sécurité.

17 ← La Banque de Géorgie a exigé que les nouveaux clients russes signent une déclaration à travers laquelle ils dénoncent l'invasion de Poutine et reconnaissent que la Russie occupe certaines régions de Géorgie – une requête problématique pour quiconque espère retourner un jour en Russie. Certains Géorgiens ont même appelé les propriétaires locaux à refuser de louer des logements aux Russes qui arrivent sur le territoire.

De l'autre côté de la frontière, en Arménie, où le gouvernement déclare que plusieurs milliers de Russes arrivent chaque jour, les exilés auraient reçu un meilleur accueil. Davur Dordzheir, 25 ans, explique qu'il a démissionné de son emploi de juriste à la banque d'État russe Sberbank, rédigé son testament et fait ses adieux à sa mère. Il s'est rendu en avion à Erevan, la capitale arménienne, craignant que ses critiques passées du gouvernement russe ne fassent de lui une cible. *"J'ai compris que, depuis le début de la guerre, j'étais un ennemi de l'État au même titre que des milliers d'autres Russes"*, résume-t-il.

Khodorkovski en soutien. À Istanbul, Polina Borodina, qui est arrivée le 5 mars, a déjà trouvé un graphiste et un prestataire pour fabriquer des pin's du drapeau ukrainien que pourront porter les Russes. Cette démarche, parmi d'autres, vise à *"préserv[er] une identité [russe]"* distincte de Poutine. Elle est toutefois critique des Occidentaux, pour qui chaque citoyen russe est responsable des actes de Poutine.

Certains Russes exilés cherchent à organiser une entraide et à lutter contre l'hostilité qui s'exprime envers eux. Dmitri Alechkovsky, 37 ans, raconte qu'il a pleuré pendant les cinq premiers jours de la guerre et qu'il a eu des crises de panique. *"Je me suis ressaisi et j'ai compris que je devais faire mon métier."* Lui et plusieurs collègues journalistes ont lancé une initiative baptisée "OK Russiens" pour aider ceux qui ont dû partir ou qui cherchent à partir.

Mikhaïl Khodorkovski, le magnat du pétrole exilé qui a été emprisonné dix ans en Russie, finance de son côté le projet Kovcheg ("L'Arche"), qui fournit des logements aux exilés à Istanbul et à Erevan et cherche des psychologues pour leur apporter un soutien.

La douleur de tout abandonner a été insupportable, confie beaucoup de Russes, ainsi que la culpabilité de n'avoir peut-être pas fait assez pour contrer Poutine. Alevtina Borodoulina, une anthropologue de 30 ans, fait partie des 4700 scientifiques russes qui ont signé une lettre ouverte pour dénoncer la guerre. Elle est partie pour Istanbul le 3 mars, où elle a retrouvé des Russes dans le même état d'esprit qu'elle lors d'un rassemblement de soutien à l'Ukraine; elle est maintenant bénévole au sein du projet Kovcheg.

"C'est comme si nous étions de nouveau en Union soviétique", explique Alevtina Borodoulina. *"Je me suis dit que ceux qui ont quitté l'Union soviétique dans les années 1920 ont probablement eu raison, par rapport à ceux qui sont restés et ont fini dans les camps."*

—Anton Troianovski et Patrick Kingsley
Publié le 13 mars

À la une



INSTAGRAM, L'INTERDICTION DE TROP ?

La politisation de l'opinion contre le Kremlin pourrait s'accroître, estimait le 15 mars le journal d'opposition russe **Novaïa Gazeta**, qui tirait en une : *"Coup d'État contre les blogs"*. Instagram venait alors d'être bloqué, après Facebook et Twitter.

"Les autorités russes mènent une vendetta contre les réseaux sociaux étrangers. Pour l'heure, seul YouTube n'a pas été bloqué. Depuis longtemps les censeurs voulaient le faire, mais les 45 millions d'utilisateurs, dont la majorité sont des citoyens apolitiques, les ont empêchés de le faire avant l'opération spéciale" en Ukraine, écrit le titre, contraint de se plier à l'interdiction d'employer le mot "guerre" imposée aux médias comme à la population. L'audience d'Instagram s'explique aussi car la *"plateforme, extrêmement populaire en Russie"*, est une *"vitrine des réalisations économiques des autoentrepreneurs"*.

JE SUIS JOURNALISTE RUSSE ET J'AI DÛ QUITTER MON PAYS

Exilé à Riga, en Lettonie, depuis le début de mars, ce journaliste d'investigation russe, qui travaillait pour le site *Meduza*, explique comment Vladimir Poutine a détruit les médias indépendants.



—The Washington Post Washington

Depuis le 4 mars 2022, il n'y a plus de médias indépendants en Russie. Ce n'est pas une hyperbole. Les quelques organes de presse qui avaient su résister à plusieurs années de pression et de harcèlement de la part du gouvernement ont été censurés ou déclarés illégaux, quand ils n'ont pas volontairement mis la clé sous la porte. Aucun média n'a été épargné : Écho de Moscou a même subi un sort particulièrement cruel. Le rédacteur en chef de cette radio centriste, Alexeï Venediktov, mettait un point d'honneur à entretenir de bonnes relations avec certains ténors du gouvernement, mais cela n'a pas suffi à sauver la station. Pour couronner le tout, Margarita Simonian, la rédactrice en chef de RT, a annoncé avec une certaine jubilation que l'ancienne fréquence de la station avait été attribuée à Radio Sputnik, l'organe de propagande gouvernementale qu'elle dirige.

En arrivant à Riga, le 4 mars au matin – après avoir franchi la frontière russo-lettonne à pied –, j'ai découvert que l'accès au site d'informations *Meduza*, dont je dirige la cellule d'investigation, était lui aussi bloqué. Si j'ai quitté la

Russie, c'est en partie parce que des rumeurs sur une proclamation imminente de la loi martiale circulaient à Moscou. Une telle mesure entraînerait de manière quasi certaine la suspension de la plupart des libertés civiles, notamment celle de la presse, et sans doute aussi la fermeture des frontières. Nous n'en sommes pas – encore – là, mais nous n'en avons jamais été aussi proches.

Quelques heures après le blocage de *Meduza* et d'autres sites d'information, le Parlement russe a voté une loi qui criminalise mon métier. Les journalistes qui propagent des *"informations mensongères"* sur *"l'opération militaire spéciale"* de la Russie – autrement dit, qui couvrent le conflit de manière factuelle, en commençant par le qualifier de "guerre" – risquent désormais jusqu'à quinze

ans d'emprisonnement. Il est maintenant interdit de citer d'autres sources que le ministère russe de la Défense, selon lequel les informations faisant état de victimes civiles en Ukraine sont mensongères, puisque l'armée russe effectue uniquement des frappes chirurgicales sur des cibles militaires et que c'est Kiev qui bombarde ses propres citoyens pour faire accuser Moscou de crimes de guerre. Les présentateurs



TÉMOIGNAGE

de la dernière chaîne de télévision indépendante, Dojd, ont tenté d'empêcher l'inévitable en ajoutant à leurs reportages sur les Ukrainiens assassinés par les bombes russes des messages d'avertissements contrits, expliquant que le ministère de la Défense réfutait ces informations. Mais cela n'a pas suffi à les sauver : la veille du vote de la loi de censure, Dojd a fermé boutique, terminant son ultime émission par un extrait symbolique du *Lac des cygnes* de Tchaïkovski (que la télévision soviétique avait diffusé en boucle pendant le black-out médiatique du putsch de 1991). Les équipes de *Novaïa Gazeta*, qui est sans doute le média le plus renommé du pays et dont le rédacteur en chef, Dmitri Mouratov, a reçu le prix Nobel de la paix en 2021, ont quant à elles annoncé, "accablées de honte", qu'elles n'avaient d'autre choix que de se conformer à la censure et de renoncer à couvrir la guerre.

Nous sommes face à une situation sans précédent, et je pèse mes mots. Le *New York Times* a couvert l'actualité depuis Moscou tout au long du xx^e siècle – durant les révolutions, les deux guerres mondiales, la guerre froide, et tout ce qui s'est passé entre-temps –, mais les risques sont aujourd'hui si élevés que le quotidien a évacué ses bureaux moscovites. À vrai dire, il ne reste aujourd'hui plus beaucoup de journalistes en Russie. La plupart fuient, gagnés par la panique face à la criminalisation de leur profession. Ils quittent Moscou en emportant ce qu'ils parviennent à fourrer précipitamment dans quelques sacs et partent rejoindre les communautés immigrées d'Istanbul, Erevan ou Riga, qui s'agrandissent à toute vitesse.

Épreuves pour preuves. Le site *Meduza*, pour lequel je travaille, est né de la censure. En 2014, aux premières heures de la guerre russe en Ukraine, le propriétaire – un oligarque proche du Kremlin (comme tous les autres) – de *Lenta.ru*, l'un des plus célèbres sites d'information du pays, a limogé sa rédactrice en chef, Galina Timchenko, après l'interview du responsable d'une organisation ukrainienne d'extrême droite. Une grande partie de l'équipe du site a claqué la porte en signe de solidarité et, quelques mois plus tard, une dizaine d'entre eux ont lancé un nouveau site d'information depuis la Lettonie voisine, hors d'atteinte de la répression russe. Mais nous ne nous sommes jamais considérés comme des journalistes en exil ni comme une publication partisane. Nous avons su fédérer une vaste communauté de lecteurs – près d'un million d'utilisateurs fréquentent chaque jour notre site lorsque l'actualité est calme – et nous étions, sinon respectés, du moins tolérés à contrecœur par le Kremlin, qui voyait en nous un adversaire digne de ce nom. Ses responsables politiques répondaient à nos sollicitations, ne pouvant faire abstraction de nos millions de lecteurs.

Mais la situation a changé du tout au tout en avril 2021, lorsque le ministère de la Justice a qualifié *Meduza* d'"agent de l'étranger" – une appellation aux consonances inquiétantes et aux conséquences redoutables. Notre modèle

économique jusque-là performant s'est effondré du jour au lendemain, car peu d'annonceurs – voire aucun – pouvaient se permettre de voir figurer sur leurs publicités un avertissement officiel indiquant notre nouveau statut. Nous nous sommes adaptés et nous avons survécu grâce aux dons, jusqu'à ce qu'une partie conséquente de ces ressources disparaisse à son tour lorsque le rouble s'est effondré et que Visa et Mastercard ont annoncé la suspension de leurs opérations en Russie.

Nous sommes une fois de plus contraints de nous adapter, mais nous n'abandonnerons pas alors que des millions de personnes ont besoin de notre couverture en direct et en continu de cette guerre illégale et immorale dont le Kremlin ne veut même pas reconnaître la véritable nature. L'accès à notre site est désormais

Les journalistes indépendants convaincront-ils leurs concitoyens que la Russie bombarde villes et villages où vivent leurs proches ?

bloqué en Russie, mais nous avons anticipé cette manœuvre et initié nos lecteurs à l'utilisation d'un VPN pour contourner la censure. Notre canal Telegram est passé d'un demi-million à bien plus d'un million d'abonnés en l'espace d'une semaine après le début de la guerre. Nous devons poursuivre notre travail, ne serait-ce que pour transmettre à la postérité des informations sur les crimes de guerre de notre pays. J'espère qu'un jour quelqu'un devra assumer quelque part la responsabilité des atrocités commises en Ukraine en notre nom. Et j'espère que ce jour-là nous serons toujours là pour fournir des preuves.

Le plus grand défi des journalistes russes indépendants n'est pas de parvenir à diffuser des informations, mais bien de réussir à convaincre leurs concitoyens d'admettre cette terrible réalité : la Russie bombarde des villes et des villages où vivent leurs proches. La propagande toxique orchestrée par l'empire médiatique du Kremlin offre au peuple russe une porte de sortie bien commode, le déchargeant de toute responsabilité. Des millions de Russes ayant des attaches familiales en Ukraine sont plongés dans un profond déni, à tel point qu'un habitant de Kiev a créé un site Internet intitulé Papa, believe me ["Papa, il faut me croire"], car il ne parvenait pas à faire admettre à son père que des avions russes bombardaient son quartier.

Relater les faits ne suffira donc pas à mettre un terme à la guerre de Poutine, mais c'est un point de départ indispensable. La Russie, mais aussi le reste du monde, a désormais besoin que les journalistes russes indépendants lui livrent la vérité.

—Alexei Kovalev
Publié le 11 mars

← La rédaction de Dojd, un média d'opposition installé à Moscou, prépare son départ, le 3 mars 2022. Photo *The New York Times*



Des activistes déterminés

Malgré les atteintes à la liberté d'expression et la répression policière, une part de la population russe s'oppose encore à la guerre.

Les manifestations contre la guerre en Russie ont débuté presque aussi rapidement que l'invasion de l'Ukraine", rappelait le 8 mars le **New York Magazine**. Si la persistance de ce mouvement est indéniable, difficile d'affirmer qu'il touche en profondeur la société russe. Dimanche 13, "le nombre de personnes ayant manifesté dans l'ensemble du pays semblait plus faible que celui des dernières manifestations majeures", le dimanche précédent, signalait la chaîne américaine **ABC**.

Cependant, des rassemblements se sont bien "déroulés dimanche [13] à travers la Russie, et l'organisation de veille [et de défense des droits de l'homme russe] OVD-Info a rapporté que 700 personnes avaient été arrêtées", relate **The Independent**. Depuis le début de la guerre, on dénombrait "plus de 14 200 arrestations", précisait le 15 mars le quotidien britannique.

S'il n'est pas massif, le mouvement, dans le contexte russe, n'est pas non plus négligeable : OVD-Info, citée par le site américain **Mother Jones**, "estime que l'ampleur des manifestations est proche d'atteindre un record depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine".

Depuis l'adoption, début mars, de la loi prévoyant des peines allant jusqu'à quinze ans de prison pour les auteurs de "fausses informations" imposée par les autorités aux médias, russes comme étrangers, ainsi qu'à la population, les chiffres fournis par OVD-Info font partie des rares éléments sur le sujet en provenance de Russie, avec quelques témoignages publiés sur les réseaux sociaux par de jeunes activistes russes, encore accessibles.

Ces publications témoignent principalement de la fulgurance de la réponse policière et de l'invitativité (ainsi que du courage) de ces manifestants, fer de lance de la contestation. Dans une compilation, la **Deutsche Welle** signale "une vidéo devenue virale montrant une femme arrêtée par la police pour avoir brandi une petite feuille de papier sur laquelle était écrit : 'Deux mots'. Cela paraît faire référence au slogan interdit 'Non à la guerre'", qui, en russe, s'écrit en deux mots.

La radiotélévision publique allemande mentionne également, vidéo à l'appui, que "la police russe a arrêté des manifestants qui protestaient avec des panneaux blancs", sans message, notamment à Nijni-Novgorod et Novossibirsk. Pour la même action, ajoute la **Deutsche Welle**, qui cite OVD-Info, une activiste de Rostov-sur-le-Don, dans le sud de la Russie, "a passé huit jours en détention".

—**Courrier international**



THE WASHINGTON POST

Washington, États-Unis
Quotidien

washingtonpost.com

Le grand quotidien de la capitale américaine est l'un des titres les plus influents de la presse mondiale. Traditionnellement au centre droit, *The Washington Post* se distingue par sa couverture pointue de la vie politique américaine, ses analyses, ses reportages, ainsi que par ses nombreux chroniqueurs de tous bords politiques. Contrôlé durant quatre-vingts ans par la famille Meyer-Graham, le journal a été racheté par le patron d'Amazon, Jeff Bezos, en 2013.

MOSCOU, DE LA CRISERIE À LA GRISAILLE

Cet écrivain new-yorkais vit à Moscou depuis des décennies. Lui qui aime tant la capitale russe raconte la métamorphose de la ville et de ses habitants au lendemain de l'invasion de l'Ukraine, le 24 février. Récit d'une gueule de bois collective.

Politico Bruxelles

Quand j'étais un écrivain en herbe dans le Moscou humilié des années 1990, je me souviens que j'admirais chez les Russes ce qui m'apparaissait, comme à bien d'autres écrivains avant moi, comme une infinie endurance dans la souffrance. Sur mon jeune esprit, leur mélancolie nourrie de poésie et de vodka faisait bien plus d'effet que le riant optimisme à l'américaine. Depuis, Moscou a beaucoup changé. La ville ressemble bien plus à l'Amérique, et une nouvelle classe moyenne savoure sa récente métamorphose en une métropole européenne chic et raffinée.

Ou en tout cas était-ce vrai jusqu'à il y a quelques semaines, et l'invasion brutale de l'Ukraine par la Russie – depuis tout a changé, en un éclair. Du jour au lendemain, la ville est passée de la griserie à la grisaille. Les sourires se sont évanouis, et partout les Moscovites ne sont plus qu'hébétude, lestés par une tristesse et une peur lourdes comme le désespoir.

Il y a dans ce désespoir une part de sagesse. Partout dans le pays, la police a arrêté sans ménagement des centaines de manifestants lors de courageux rassemblements contre la guerre. Par sa brutalité, l'agression est venue rappeler que le régime ne cédera devant rien pour atteindre ses objectifs, et par sa tactique, que les Russes vivent bien dans un État policier, contrairement à leurs voisins ukrainiens, plus libres.

Les Russes n'ont pas voulu cette guerre, mais ils se savent tous coupables aux yeux du monde.

Russes et Ukrainiens partagent une longue histoire commune. La plupart des Russes ont du sang ukrainien, et vice-versa, et les deux nations étaient encore jusqu'à tout récemment très étroitement liées. Il est certes tragique aux yeux de certains Russes que l'Ukraine ait choisi de se tourner vers l'Ouest, mais ce divorce est une source de regrets et de déception – pas de colère. Les Moscovites éclairés admirent même l'Ukraine pour le courage qu'elle a eu de s'affranchir de son passé soviétique. Mais ce ne sont pas les Russes qui écrivent cette histoire.

Poutine n'a pas consulté la population avant de lancer son invasion. La plupart des Russes ne prêtaient d'ailleurs aucune attention à ses grandes manœuvres, concentrés qu'ils étaient, après le long hiver pandémique, sur l'arrivée tant attendue d'un printemps festif. Rétrospectivement, la soirée du 23 février (c'était un jour férié, la Fête du défenseur de la patrie) que nous avons passée, légère et fiévreuse, dans un bar de jazz façon speakeasy dans le centre de Moscou ressemble au dernier soupir du monde insouciant.

Le lendemain matin, les Moscovites se sont réveillés avec la gueule de bois et la nouvelle, impensable, de la guerre, tandis que des missiles tombaient sur un pays frère. La tristesse et la panique se sont emparées de la ville. Dans le métro, dans les cafés, des gens pleuraient. Tout le monde avait une mine épouvantable.

Ils n'ont pas voulu cette guerre, mais ils se savent tous coupables aux yeux du monde. Ils sont tous complices de la sale guerre de Poutine, et ils n'y peuvent rien. Les Ukrainiens et le monde entier leur feront porter à eux la responsabilité de l'agression de Poutine, et ils n'auront qu'à serrer les dents.

Peur et étouffement. Pourtant, de nombreux Russes partagent la peur qui ronge les Ukrainiens. Ils craignent le fléau et la violence pure de leur président, et ce que tout cela augure pour leur propre avenir.

Depuis l'invasion, la répression contre la liberté d'expression et les médias va croissant, et les derniers organes de presse indépendants qu'étaient la radio Écho de Moscou et la chaîne de télévision Dojd ont cessé leur activité. Avec des sanctions qui étouffent déjà l'économie russe, de longues files d'attente se forment devant les distributeurs d'argent, signe que les Russes se préparent pour des temps difficiles. L'intelligentsia progressiste panique, et ils sont nombreux à quitter le pays précipitamment, peu importe la destination pour peu qu'il y ait encore un billet d'avion disponible.

Dans un tel contexte, on pourrait s'attendre à voir les Russes plus nombreux à descendre dans la rue pour dénoncer cette guerre fratricide – beaucoup l'ont fait dans un premier temps, certains continueront sans doute de le faire. Mais globalement, Poutine les a soumis par la peur. Les bars chics et les restaurants



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Le départ de McDonald's de Russie, la fin d'une "légende".

L'inauguration du premier restaurant de l'enseigne américaine dans le pays en 1990 avait symbolisé la mondialisation en marche. Le 8 mars, McDonald's a fermé ses points de vente en Russie.

→ À Moscou, cette femme est interceptée par les forces de l'ordre pour avoir manifesté contre la guerre en Ukraine, le 13 mars.

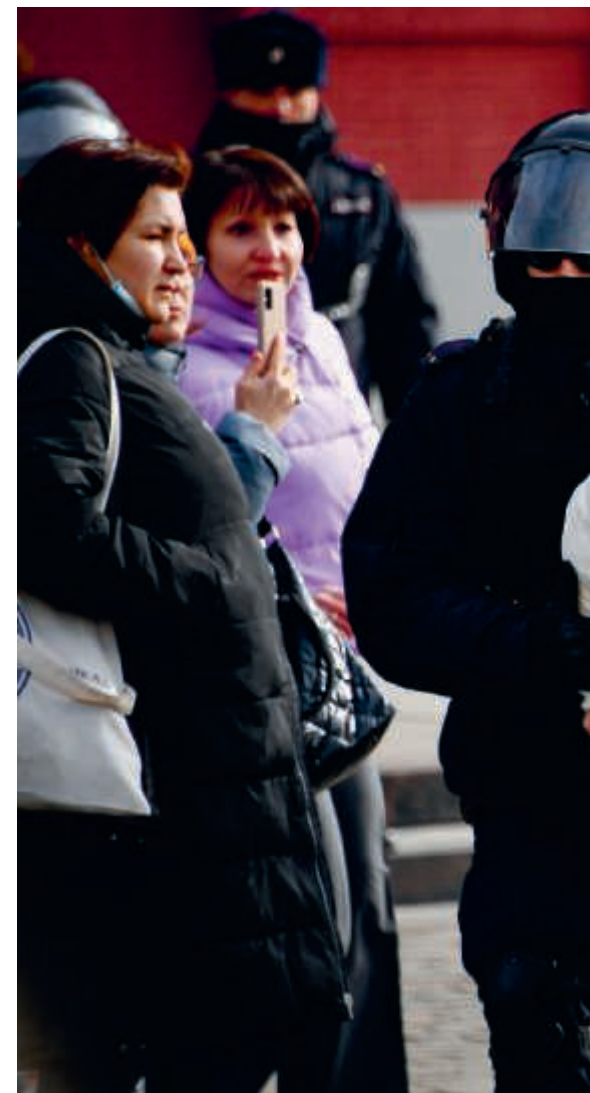
Photo AFP

étoilés au Michelin sont aujourd'hui vides, et Moscou presque aussi silencieuse que pendant le Covid-19. Le soir, la ville est illuminée comme à Noël, mais ces temps-ci les Russes restent à la maison, où ils boivent pour oublier leurs soucis et la dégringolade du rouble.

"La souffrance et la douleur sont toujours indispensables pour une conscience large et pour un cœur profond", a dit Dostoïevski. Des mots qui résonnent visiblement encore très fort pour les Russes, beaucoup comptant sur cette capacité à souffrir pour surmonter la guerre et les difficultés économiques à venir.

Mélancolie des aïeux. C'est vrai, il y a une noblesse dans la souffrance, elle a même fait apparaître une profondeur d'âme absente jusque-là. On joue de nouveau aux échecs, on se replonge dans la poésie russe, on organise des dîners alcoolisés dans sa cuisine minuscule au lieu de sortir. Des amis récitent, comme ça, spontanément, des strophes de poètes tels Anna Akhmatova ou Alexandre Pouchkine, à qui la vie infligea d'immenses souffrances.

Alors que la guerre est entrée dans sa troisième semaine et que l'Occident se ferme à la Russie, je perçois chez certains comme une nostalgie paradoxale pour la simplicité insulaire



de leur passé soviétique, pour le temps d'avant la mondialisation et d'avant la frime, quand tous étaient unis dans une même misère et qu'il suffisait d'un peu de vodka et de saucisson pour rassembler tout le monde.

Les souriants milléniaux russes se distinguent par leur meilleure hygiène de vie, mais je crains que cette crise terrible anéantisse leurs rêves d'un avenir meilleur et ne les laisse aussi désabusés que leurs pères, revenus brisés par la barbarie de la guerre d'Afghanistan.

Nous comptons sur la mise au ban de la Russie par l'Occident pour soulever les Russes contre le régime, mais il est plus probable qu'elle les pousse à chercher refuge dans la mélancolie de leurs aïeux passés par des temps plus terribles encore. Cette guerre est une promenade de santé, m'a dit un ami, comparée à la Seconde Guerre mondiale, à l'Afghanistan ou à la terreur des purges stalinienne et du goulag dans les années 1930.

J'espère me tromper. J'espère que Moscou va être ébranlé par les manifestations contre la guerre et les appels à un changement de régime. J'espère que les Russes deviendront des démocrates et traiteront leurs voisins avec respect. Mais j'ai le sentiment qu'ils vont plutôt endurer la souffrance et la peur, et trouver un

sens profond aux épreuves qui leur sont imposées. Poutine est notre monstre, vont-ils se résoudre à penser, nous pouvons apprendre à vivre avec ses démons. Car c'est ainsi que la Russie perdure depuis des siècles, en dictature, et je crains fort que cela reste encore ainsi pendant une génération.

—Vijai Maheshwari

Publié le 12 mars

SOURCE



POLITICO

Bruxelles, Belgique

Hebdomadaire

politico.eu/

Lancé le 21 avril 2015 dans le but avoué de "secouer" la couverture journalistique de l'Union européenne, Politico est avant tout l'extension du site américain créé par deux signatures importantes du Washington Post, John F. Harris et Jim VandeHei, en 2007. L'édition européenne se concentre sur la politique de l'Union européenne et de ses États membres, et a su attirer de belles plumes.



NOTRE SÉLECTION

Pour commander,
scannez le QR code



Vous pouvez aussi vous rendre sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/vpc>
ou nous joindre par téléphone : 03.21.13.04.31
(du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)



18€*

Chappatte BD reporter

Les récits de Chappatte racontent le monde avec la simplicité du dessin et donnent à voir l'humanité derrière l'actualité.

Chappatte Au cœur de la vague

Les dessins de presse de Chappatte parus pendant la crise complètent avec humour ce récit. *Au cœur de la vague* nous fait revivre une période inouïe de notre histoire.



22€*



Coffret 10 DVD Télérama (vol. 11)

Ce coffret regroupe dix films marquants de 2020 à voir ou à revoir chez vous. Offre réservée aux abonnés de Courrier international.

45€*

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31 juillet 2022

* Frais de port en sus en fonction du produit.

Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.

Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet :

<https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

d'un
continent
à l'autre.
amériques



Asie	26
Moyen-Orient...	30
France	32
Afrique	36

Pérou. Pedro Castillo, président erratique d'un pays ingouvernable

Vamos aprendiendo
Sobre la marcha.

Au pouvoir depuis juillet 2021, ce chef d'État sans expérience politique n'a fait qu'accroître l'instabilité du pays andin, où quatre gouvernements se sont succédé en quelques mois. La faute de ses opposants ou de son inconsistance ? s'interroge *El País América*.

—El País América Mexico

Il n'a ni téléviseur ni radio et il n'a pas l'habitude de lire. Pour lui simplifier la tâche, ses conseillers créent un document Word dans lequel ils résumant les grands titres des journaux. Le président y jette un coup d'œil dans son bureau de style vice-royal [variante péruvienne du baroque], qui donne sur un balcon surplombant un parterre. Ceux qui ont visité les lieux au cours des six derniers mois affirment que la tranquillité qui y règne rappelle celle des jardins japonais. *“Dehors, le Pérou s'écroule, mais, ici, on a l'impression qu'il ne se passe rien”*, raconte un ministre qui a fait partie du gouvernement jusqu'au début du mois de février.

En juillet 2021, l'arrivée au pouvoir de Pedro Castillo, un instituteur de 51 ans venu d'une zone rurale qui n'entretenait aucun lien avec l'establishment, a surpris tout le monde. L'élection de ce président – sans doute le plus improbable de l'histoire de ce pays andin – n'a cependant pas permis de freiner l'effondrement des institutions du pays. Son gouvernement, comme ceux qui l'ont précédé, vit une situation de crise permanente. Depuis son investiture, il y a eu quatre remaniements ministériels. L'avant-dernier Premier ministre est resté en poste sept jours à peine.

Le Congrès, contrôlé par

✓ *“Nous apprenons petit à petit, sur le tas.”*

Dessin de Ramsés, Cuba.

la droite, manœuvre depuis novembre pour destituer le président. Pedro Castillo pourrait connaître le même destin tragique que ses prédécesseurs, qui ont fini censurés ou emprisonnés ou qui se sont ôté la vie [l'ancien président Alan García s'est suicidé en avril 2019, juste avant son arrestation dans le cadre d'un vaste scandale de corruption impliquant le groupe brésilien de BTP Odebrecht].

Le Pérou, un pays de 33 millions d'habitants, a sombré une fois de plus dans le chaos. Les dirigeants brisés se succèdent et les Péruviens se demandent quelle malédiction a bien pu s'abattre sur eux. Le débat public est dominé par la vulgarité. Le Congrès, toujours fragmenté en l'absence de partis politiques traditionnels, sert à circonscrire le pouvoir présidentiel et, le moment venu, à le guillotiner. Et le Pérou est pris dans cette spirale depuis six ans.

Pedro Castillo est arrivé au pouvoir en promettant d'aider les plus démunis et de lutter contre les entreprises étrangères de l'industrie minière. Cela lui a valu l'appui des plus défavorisés, surtout dans les régions andines. L'instabilité qui règne au sein du gouvernement a cependant entravé la mise en œuvre des réformes sociales et économiques qui doivent être engagées.

Les ministres qui ont quitté le gouvernement au cours des dernières semaines décrivent tous le président comme un homme très réservé, entouré de conseillers qui gèrent l'intégralité de son emploi du temps. Même la Première ministre Mirtha Vásquez



– en poste du 6 octobre 2021 au 31 janvier 2022 – avait du mal à s’entretenir directement avec lui. “La politique qu’on applique au palais a quelque chose de pervers. Toute la journée, Castillo reçoit des gens de sa région [il vient d’un village andin reculé], des amis, des connaissances...”, explique-t-elle. L’ancienne chef du gouvernement et les autres sources consultées s’accordent à dire que l’absence

L’absence totale de formalité et l’improvisation constante sont la norme.

totale de formalité et l’improvisation constante sont la norme.

Minoritaire au Congrès, Castillo doit rechercher des alliances avec d’autres petits groupes qui pourront, le moment venu, empêcher sa destitution. Il en résulte un amalgame d’idéologies et d’intérêts opposés. Le professeur a fait campagne avec une formation appelée *Perú Libre*, qui se revendique du marxisme-léninisme et compte dans ses rangs des syndicalistes et des leaders universitaires de la vieille gauche, très conservateurs sur le plan social, homophobes et misogynes.

Quand, contre toute attente, Castillo a remporté le premier tour de l’élection, les progressistes urbains de la capitale ont rallié son camp, espérant lui imposer un ordre du jour moderne, ce qu’ils ont réussi à moitié. Cela explique que, pour remplacer une féministe comme Mirtha Vásquez, Castillo ait nommé comme Premier ministre Héctor Valer, un ultra-conservateur qui a été accusé de violences domestiques [ce qui lui a coûté son poste au bout d’une semaine, le 8 février].

Habitué à la liberté de la campagne, Castillo se plaint souvent de se sentir à l’étroit au palais présidentiel. Quand son prédécesseur, Francisco Sagasti, lui a fait visiter les lieux, il a dit, à moitié comme une blague, qu’il n’y avait pas suffisamment d’espace pour une vache. Il n’est pas non plus emballé par les mets sophistiqués que cuisine

le chef du palais. Il préfère se préparer lui-même une soupe dans son appartement en ville. C’est aussi depuis cet endroit qu’il exerçait ses fonctions jusqu’à ce qu’on lui dise qu’il pourrait s’agir d’une infraction.

Le parquet général de l’État a d’ailleurs ouvert une enquête au sujet d’une réunion qu’il aurait eue sur place avec une lobbyiste et qui aurait abouti à la signature d’un contrat. Certains de ses ministres lui ont suggéré d’autoriser la levée du secret bancaire sur ses comptes, l’objectif étant de dissiper les doutes concernant des faits potentiels d’enrichissement illicite.

“En quoi ça consiste ? a demandé Castillo.

— Ils regardent votre compte pour voir combien d’argent vous y avez, lui ont répondu ses ministres.

— Ils vont voir que j’ai des dettes parce que j’ai construit une maison avec mon père.

— Alors ils vont voir que vous êtes innocent, monsieur le président.”

Le fait que sa présidence coïncide avec certaines dates historiques a créé de fortes attentes. Le jour de son investiture, le 28 juillet 2021, marquait en effet le bicentenaire de l’indépendance du Pérou. La population a recommencé à croire aux utopies. On s’est dit que le pouvoir revenait enfin aux opprimés. Le nouveau président était un symbole qui faisait trembler les élites. “On a fait tomber les barrières dans la tête des gens”, explique Guido Bellido, Premier ministre au sein du premier gouvernement. “C’est le dernier de la classe, le plus humble, celui qui semblait avoir le moins de chances d’y parvenir qui a accédé à la présidence.”

Bellido, un Quechua qui a été mis en cause à son arrivée au gouvernement pour des propos homophobes publiés sur les réseaux sociaux, se prend lui-même comme exemple : “Si j’ai été Premier ministre, cela veut dire que n’importe quel Péruvien peut l’être.”

Anahí Durand a été la première ministre de la Femme au sein du gouvernement Castillo. Dans cet environnement politique fortement polarisé, son parti de gauche, *Nuevo Perú*, s’est retrouvé au centre. La formation s’est ralliée à Pedro Castillo, car la seule autre option était d’appuyer Keiko Fujimori [la candidate de la droite libérale conservatrice] et son parti,

historiquement corrompus. On l’a critiquée pour avoir accordé son soutien à un président dont l’entourage était ultraconservateur. Elle raconte : “L’élite était prise de panique parce qu’elle est raciste et classiste. Elle avait peur de tout ce qu’impliquait l’arrivée au pouvoir d’un homme comme Castillo. Dès le départ, elle a voulu en finir avec lui. Dans un environnement aussi hostile, la précarité du gouvernement est encore plus manifeste.”

Anahí Durand croit que le message que cela envoie est préoccupant et antidémocratique, car l’objectif de survivre à tout prix prend le pas sur l’acte de gouverner le pays. “On se retrouve à appliquer une logique de survie et on perd de vue toute orientation stratégique. On a hérité d’un pays dévasté, où quelque 200 000 personnes sont mortes [du Covid]. Tout ce qu’on a fait a été dévalorisé. Dans ce contexte, quoi qu’il arrive, la gauche est perdante.”

Dans son bureau, Vladimir Cerrón regarde Willax TV, une chaîne de télévision par câble qui diffuse généralement les fausses informations relayées

“L’élite avait peur de tout ce qu’impliquait l’arrivée au pouvoir d’un homme comme Castillo.”

Anahí Durand,
EX-MINISTRE DE LA FEMME

par l’extrême droite. C’est l’“anticastillisme” poussé à l’extrême. Neurochirurgien et président de la formation *Perú Libre*, Cerrón voulait se présenter au scrutin présidentiel l’an dernier, mais sa candidature était irrecevable parce qu’il avait été mêlé à une affaire de corruption alors



Superficie : 1 285 220 km²
(2,3 fois la France)
Population : 32,5 millions d’habitants
PIB par habitant (en PPA, 2020) :
11 879 dollars (France : 46 983)
Classement IDH* : 79^e sur 189 pays

qu’il était gouverneur d’une région. Il a donc choisi pour le remplacer un leader du syndicat des enseignants doté d’un certain charisme. Cet homme, c’était Pedro Castillo. Personne ne s’attendait à sa victoire. Vladimir Cerrón explique : “Castillo a été une voix antisystème qui s’est élevée pendant la pandémie, à un moment critique. Ça se manifestait non seulement dans sa façon de parler, de marcher et de s’habiller, mais aussi dans la syntaxe campagnarde qu’il employait et que le peuple pouvait facilement comprendre.”

Vladimir Cerrón est souvent décrit par ses ennemis comme une sorte de président de l’ombre. C’était peut-être le cas jusqu’à ce que Castillo limoge, en octobre, son premier gouvernement [celui qui était dirigé par Guido Bellido] et s’éloigne du président de *Perú Libre*. Pour le quatrième gouvernement, celui en poste en ce moment,

Castillo a de nouveau fait appel à plusieurs membres du parti, dont certains sont franchement perfectibles. Vladimir Cerrón poursuit : “Il est tout à fait normal qu’il n’ait pas les connaissances d’un chef d’État vu la classe sociale d’où il vient. On peut arriver à la tête de l’État avec de multiples lacunes, mais ce qui est impardonnable, c’est de ne pas vouloir apprendre une fois qu’on y est. Je pense que Pedro est en train d’apprendre.”

Quelle est l’atmosphère quand un président est sur le point d’être destitué par le Congrès ? Martín Vizcarra, un homme de grande taille aux cheveux teints en noir, en sait quelque chose, lui qui a été destitué après avoir passé deux ans et huit mois à la tête du pays, de mars 2018 à novembre 2020. Il s’était retrouvé en poste après la démission de son prédécesseur, Pedro Pablo Kuczynski, qui faisait l’objet d’une enquête pour trafic d’influence dans le scandale Odebrecht.

Au siège de son parti [*Somos Perú*], où nous nous rencontrons, un immense portrait de lui orne un mur. L’ex-président a aussi été interdit d’exercer une fonction publique après qu’on a découvert qu’il s’était fait vacciner secrètement alors que son tour n’était pas venu, à une époque où les morgues étaient pleines.

Le problème, c’est surtout qu’une bonne partie de la population a cru en lui et l’a vu comme l’homme politique capable de briser la malédiction de l’ingouvernabilité. Or ce n’est pas ce qui s’est passé. Vizcarra aspire malgré tout à présenter de nouveau sa candidature et à reconquérir les Péruviens. Le président actuel mérite-t-il de subir l’épreuve qu’il a lui-même vécue ? “Oui, affirme-t-il, car la situation est différente. Contrairement à lui, j’avais l’appui de la population.”

Pedro Castillo est un président qui prend des décisions sans visibilité aucune. En fait, on pourrait dire qu’il évite tout simplement d’avoir à en prendre. L’ancien ministre de l’Intérieur Avelino Guillén l’avait averti il y a plusieurs mois que le chef de la police était à la tête d’une mafia qui proposait des promotions ou des mutations aux fonctionnaires contre 20 000 dollars et qu’il avait en outre affaibli les unités anticorruption. L’ex-ministre raconte qu’il attendait des heures devant → 24

Libération contestée d’Alberto Fujimori

●●● La Cour constitutionnelle péruvienne a autorisé le 17 mars, par un vote très serré, la libération de l’ex-président Alberto Fujimori, condamné en 2009 à vingt-cinq ans de prison pour crimes contre l’humanité et corruption. Il avait bénéficié d’une grâce en 2017, entre-temps annulée. Le quotidien *El Comercio* se fait l’écho de manifestations à Lima après cette décision qui divise le pays. Le gouvernement a annoncé qu’il allait “saisir la Cour interaméricaine des droits de l’homme” pour “inverser cette décision qui rouvre des plaies qui étaient en train de se refermer”. Fujimori a dirigé le Pérou entre 1990 et 2000.

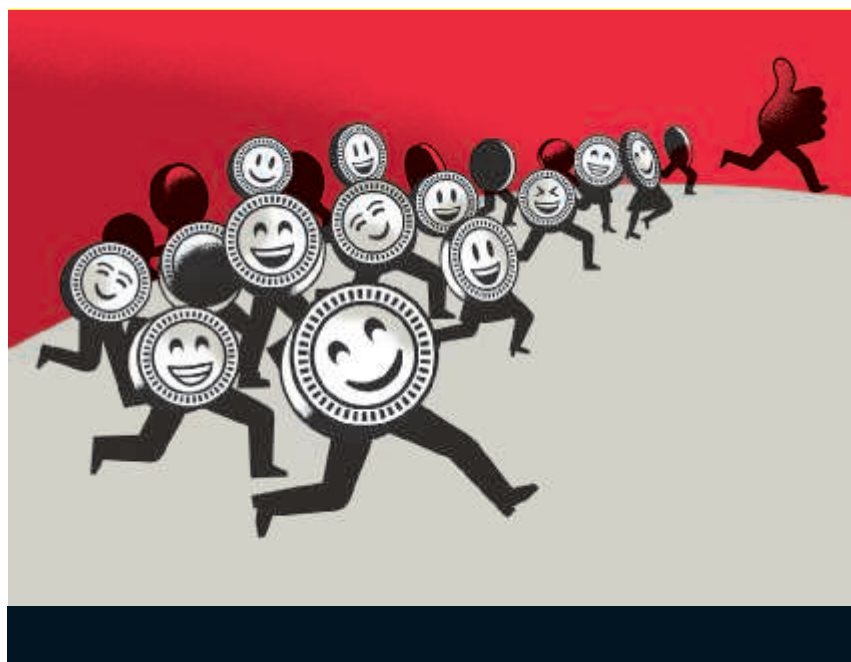


✍ *Dessin d'Otto*
paru dans *The Economist*,
Londres.

ÉTATS-UNIS

Des maires convertis aux cryptomonnaies

Bitcoin, ether... De plus en plus d'édiles américains se tournent vers les monnaies virtuelles. Certains tentent même d'incorporer les crypto-actifs dans leur gestion municipale.



— *The New York Times* (extraits)
New York

Les promesses de campagne de Scott Conger, le maire de Jackson, une ville de 68 000 habitants située dans le Tennessee, à mi-chemin entre Nashville et Memphis, n'étaient pas particulièrement ambitieuses. Il prévoyait d'améliorer les infrastructures locales, notamment de construire des trottoirs, d'ouvrir un centre pour les personnes âgées et de réparer le système d'évacuation des eaux pluviales. Mais aujourd'hui, alors qu'il entame sa quatrième année de mandat, l'élu de 38 ans s'est trouvé un nouveau cheval de bataille : les cryptomonnaies. Il a promis de donner aux employés de la ville la possibilité de convertir leur salaire en bitcoins, et proposé d'installer un réseau de minage dans une aile de l'hôtel de ville. L'objectif, explique-t-il, est de faire de Jackson un pôle technologique du Sud-Est américain.

Comme de nombreux Américains, le jeune édile a découvert les cryptomonnaies pendant la pandémie et il s'est mis à lire tout ce qu'il pouvait trouver sur le sujet sur Internet. Ses projets en ont fait une sorte de célébrité dans le monde des cryptomonnaies, ce qui peut sembler

étrange pour ce dirigeant d'une ville industrielle de taille moyenne surtout connue pour être la patrie des chips Pringles. "Le bitcoin est un excellent niveau financier", a déclaré Scott Conger en janvier, lors d'une interview. "C'est une protection contre l'inflation qui peut aussi permettre de combler les écarts de richesse."

La popularité fulgurante du bitcoin et des autres monnaies numériques a donné naissance à des élus d'un nouveau genre : les crypto-maires. Le nouveau maire de New York, Eric Adams, entré en fonction en janvier, a reçu son premier salaire en bitcoins et en ethers, une autre cryptomonnaie. Francis Suarez, le maire de Miami, est, lui, la tête d'affiche de conférences sur les monnaies virtuelles. Aujourd'hui, même des dirigeants de petites villes tentent d'incorporer les crypto-actifs dans la gestion municipale. Ils courtisent les start-up et testent de nouvelles technologies innovantes, comme les NFT (jetons non fongibles), pour mobiliser des fonds permettant de financer des projets publics.

Le nombre croissant d'élus convertis aux cryptomonnaies montre bien que le phénomène est de plus en plus largement accepté, même si ces devises présentent une forte volatilité et que leur cours a fortement baissé ces derniers temps. On

23 ← la porte du bureau du président qu'on le laisse entrer pour en discuter. Par la suite, il a découvert, en consultant le registre des visites, que Castillo s'était entretenu plus souvent avec le commandant en chef de la police qu'avec lui : "Il gère les choses de façon erratique. Et ce qui est choquant, c'est qu'il est déconnecté de la réalité. Il dépend uniquement des informations que lui communiquent ses conseillers, et ces informations sont biaisées."

Avelino Guillén a démissionné après que le président a ignoré un de ses messages sur WhatsApp. Selon des témoins qui y ont assisté, une dernière réunion a été organisée pour aborder la question de la réforme de la police.

"La police est une institution très corrompue, aurait répété le ministre de l'Intérieur.

— Ah bon ? Je ne sais même pas comment fonctionne la police, aurait répondu le président.

— Bien sûr que vous le savez : je vous ai transmis des documents dans lesquels tout est expliqué."

Castillo aurait alors essayé d'ouvrir un tiroir de son bureau, en vain. Puis il aurait dit : "Je les ai mis ici, mais j'ai perdu la clé."

Si l'on en croit les témoignages de ceux qui ont fréquenté le palais, le président craint maladivement que ses communications soient interceptées. Il efface tous les messages instantanés qu'il envoie par téléphone une fois que leur destinataire les a lus. Il a voulu faire installer une antenne des services de renseignements près de son bureau. Il avait confié le poste à un chef de police de Chota, la région d'où il vient, un homme qui avait très peu d'expérience dans le monde de l'espionnage. Le fonctionnaire en question envoyait des rapports confidentiels par WhatsApp.

Il règne une impression de chaos et d'ingouvernabilité. Rien n'a encore été fait pour mettre en œuvre les réformes des transports, des retraites et de la Constitution promises pendant la campagne. Si les ennemis de Castillo au Congrès parviennent à le destituer, avec quoi nous retrouverons-nous ? Un intellectuel péruvien résume : "Après cette crise, il y en aura une autre. On a fini par s'habituer à vivre comme ça ici."

— *Juan Diego Quesada*
Publié le 13 mars

peut aussi voir dans cet intérêt une prise de conscience des possibilités qu'offre la technologie sous-jacente de la blockchain pour ce qui est de générer de nouvelles sources de revenus pour les villes. "Les maires veulent rationnellement attirer dans leur ville des citoyens ayant un revenu élevé qui payent leurs taxes et qui ne coûtent pas cher à la municipalité", explique Joseph Grundfest, professeur de droit des affaires à Stanford. "Les amateurs de cryptos correspondent parfaitement à ce profil."

Apolitique. Mais, comme pour de nombreux projets ambitieux en lien avec les cryptomonnaies, on ignore si ces initiatives locales auront des résultats. Pour l'heure, la plupart d'entre elles restent largement symboliques ou très théoriques. Et les objectifs que poursuivent les maires sont en partie politiques : les cryptomonnaies n'ont pas d'affiliation partisane et suscitent un engouement tant chez les conservateurs hostiles au gouvernement que chez les magnats de la tech progressistes.

Scott Conger, le maire de Jackson, est régulièrement invité par des animateurs de podcasts sur les monnaies virtuelles. On le présente souvent comme un leader de "l'armée de Satoshi", une référence au mystérieux fondateur du bitcoin, Satoshi Nakamoto. Mais ses ambitions se heurtent déjà à des obstacles. Il n'est pas loin d'avoir réussi à mettre sur pied un système permettant aux employés de la ville d'investir une partie de leur salaire en bitcoins, mais, à cause des lois en vigueur, il s'est avéré impossible de concrétiser sa proposition concernant le minage de cryptomonnaies dans les locaux de l'hôtel de ville.

À plusieurs égards, Scott Conger marche dans les pas de Francis Suarez, le maire de Miami, qui s'est imposé comme le gourou des crypto-maires et qui a fait de sa ville une capitale des crypto-actifs. L'édile a aussi appuyé l'initiative ayant permis la création du MiamiCoin, un jeton qui peut être acheté ou miné par n'importe qui et génère des revenus dont une partie est versée dans les coffres de la ville.

Le nouveau maire de New York, Eric Adams, a reçu son premier salaire en bitcoins et en ethers.

Francis Suarez se décrit comme une sorte de diplomate des cryptos. Après avoir pris ses fonctions en tant que président de la Conférence des maires des États-Unis, en janvier, il a exhorté les membres à signer un "crypto-pacte", l'objectif étant de faire pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il renonce à réglementer l'industrie de manière trop agressive. En décembre, le maire de Miami s'est entretenu en privé sur Zoom avec Gary Gensler, le président

de la Securities and Exchange Commission (SEC), l'autorité boursière américaine, qui avait demandé que les monnaies virtuelles fassent l'objet d'une surveillance étroite. "C'était assez drôle, raconte-t-il. Il a dit : 'Je pense que j'aurais dû mieux faire mes devoirs.' C'était sa façon d'admettre que je sais de quoi je parle." (La SEC n'a pas souhaité commenter.)

La vice-présidente de la Conférence des maires des États-Unis, Hillary Schieve, maire de Reno, au Nevada, est elle aussi une adepte des cryptomonnaies. L'an dernier, elle a annoncé son intention de transformer une populaire sculpture de baleine située au centre-ville de Reno en NFT, un bien numérique unique que peuvent s'échanger les crypto-investisseurs. L'objectif était d'utiliser les profits pour dynamiser la scène artistique de la ville. "Ce serait pas mal d'éliminer les intermédiaires", explique l'élue. "Je ne suis pas une grande fan des banques."

Les amateurs de crypto-actifs rêvent depuis longtemps de créer une administration municipale décentralisée fondée sur la blockchain. Vitalik Buterin, l'un des fondateurs d'Ethereum, le protocole blockchain qui utilise l'ether, a écrit un billet

de blog sur le sujet, en octobre 2021. Et l'an dernier, un groupe de crypto-investisseurs a acheté environ 16 hectares de terres dans le Wyoming, dans l'intention de bâtir une "ville blockchain" gérée par un réseau décentralisé d'investisseurs, l'idée étant que chacun d'eux puisse voter sur les décisions importantes.

Pour l'heure, les projets auxquels se consacrent la majorité des fonctionnaires adeptes de cryptomonnaies sont plus modestes. Mark Wheeler, directeur de l'innovation de la ville de Philadelphie, a développé une fascination pour les monnaies virtuelles en 2018 après avoir entendu parler d'une initiative mise en œuvre dans le comté de Cook, en Illinois, et visant à répertorier les biens immobiliers sur une base de données décentralisée. "Cela fait longtemps que je cherche le moyen d'améliorer la gestion des données immobilières au sein de l'administration municipale", explique-t-il. En novembre, il a invité des spécialistes à proposer des initiatives pour Philadelphie.

Les petites villes américaines ne sont pas en reste. L'an dernier, Jalen Nelson, un adepte des monnaies virtuelles de 26 ans, a envoyé des courriels spontanés à 2 000 maires américains dans l'espoir

d'engager des discussions avec eux sur la technologie blockchain. Il n'a reçu qu'une seule réponse : celle de Chris Swanson, le maire de Two Harbors, dans le Minnesota, une ville d'environ 4 000 habitants située sur les rives du lac Supérieur.

Scepticisme. L'élue a été séduit par l'idée de créer une organisation autonome décentralisée, un collectif de crypto-investisseurs, dont les membres mettraient en commun des fonds pour financer des projets dans la ville de Two Harbors, en échange d'un droit de vote sur les nouvelles initiatives.

Jalen Nelson, qui a récemment quitté la Californie pour San Antonio, n'a jamais mis les pieds à Two Harbors, où les températures hivernales peuvent descendre bien au-dessous de zéro. Pour le moment, le projet reste purement théorique. Mais avec l'appui du maire de la ville, le jeune homme prévoit de créer un fonds fiduciaire qui servirait de base à l'organisation. "J'ai un rêve. Two Harbors pourrait se transformer en Disneyland", dit-il.

Scott Conger, le maire de Jackson, assure qu'il veut seulement faire de la ville un endroit où ses enfants auront

L'idée de créer un collectif de crypto-investisseurs qui financerait des projets de la ville a séduit le maire de Two Harbors.

envie de s'établir après leurs études. Il vient d'une famille respectée, étroitement associée à la politique locale. Le jeune élu sait bien que certains habitants de sa ville restent sceptiques face à ses ambitions. "Je ne suis pas sûr de vouloir recevoir ma retraite en cryptomonnaies", confie Bobby Maness, un électricien de 54 ans résidant à Jackson. "J'ai peur que cela ne vaille plus rien quand le moment sera venu de prendre ma retraite."

Scott Conger, lui, est confiant. Sur une table, dans son bureau, trône ce qui semble être un exemplaire du roman de Jane Austen *Orgueil et préjugés*. Mais le maire n'est pas un fan de l'écrivaine et le livre n'est d'ailleurs pas un livre : c'est une boîte décorative qu'il a trouvée sur Amazon et qui cache un coffre-fort contenant son portefeuille personnel de bitcoins.

—David Yaffe-Bellany
Publié le 25 janvier

SONJA DELZONGLE

l'étoile noire du polar français

SONJA DELZONGLE
Le dernier chant

folio
POLICIER

Photo © Mélanie Avanzato



asie



VIVRE SOUS
LES TALIBANS

4/4

—The Christian Science
Monitor Boston

Seul un masque chirurgical protège son anonymat – avec l'aide des vitres de voiture embuées par une journée d'hiver glaciale. Le jeune Afghan se retrouve soudain dans cet état à la portée de djihadistes armés, dont la présence dans les rues le pousse à rester terré chez lui depuis plusieurs mois. C'est la première fois que l'ancien garde du corps effectue une sortie prolongée en voiture à Kaboul, depuis qu'il s'est reclus, en août, après le renversement par les talibans du gouvernement soutenu par les Américains et qu'il servait.

Au milieu du trafic chargé de Kaboul, des groupes de combattants barbus font signe à la voiture de passer, sans se douter qu'il y a à son bord un homme recherché. Des rangées de drapeaux talibans blancs et des murs

Afghanistan. Les clandestins de Kaboul

Ils étaient engagés politiquement ou ont travaillé auprès des Occidentaux. Aujourd'hui, ils risquent la mort à trop s'exposer, d'autant que certains sont ciblés par les talibans. Ils vivent reclus, en se demandant comment rester debout.

de béton antisouffle, récemment peints de slogans vantant la victoire islamiste sur les États-Unis, témoignent, à chaque coin de rue, du contrôle exercé par le nouveau régime, et rappellent à Monsieur A. (il a demandé l'anonymat par souci de sécurité) les raisons de sa clandestinité, dont il ne voit pas la fin.

Plusieurs amis de son ancienne unité des services de sécurité, qui protégeaient de hauts

fonctionnaires, ont été capturés par les talibans, accusés de faire partie de l'État islamique concurrent, et exécutés, raconte-t-il, avant d'ajouter : *"Il ne se passe pas un instant sans que nous pensions à la situation et à ce que le futur nous réserve. Si je ne quitte pas l'Afghanistan, je suis sûr que ma destination, c'est la mort. Ils vont me tuer."*

Monsieur A. n'est qu'un parmi tant d'autres Afghans que la

victoire éclair des talibans a contraints à une existence clandestine. En août dernier, toute personne liée à l'ancien gouvernement, ou engagée dans la société civile pour défendre les droits des femmes, l'État de droit ou même l'éducation des filles, est devenue de fait de l'État, et une cible pour les talibans dans leur chasse à ceux qu'ils qualifient d'"infidèles".

Comme une militante des droits de l'homme que nous avons interrogée, l'ancien garde du corps a raconté au *Monitor*, à Kaboul, comment il a fallu s'adapter à une nouvelle vie en se cachant pour survivre. Un mode de vie marqué par l'anonymat qui entoure désormais toute leur vie personnelle et sociale, pour protéger non seulement leur intégrité physique, mais aussi leurs croyances profondes et les personnes qu'ils ont été.

Avec force détails, ils évoquent leurs vies bouleversées, avec cette impression d'être prisonnier qui amplifie leurs peurs, leurs incertitudes et leurs rêves brisés – des sentiments qui envahissent leur champ mental, même s'ils cherchent les moyens de prendre un nouveau départ dans la vie, ailleurs dans le monde. Il leur arrive souvent de se demander ce qu'ils attendent au juste, ou même combien de temps ils sont prêts à rester cachés. Selon Monsieur A., sur

← Dans la banlieue de Kaboul.

Photo Juan Carlos/Hans Lucas

les 2000 personnes que comptait son unité, seules les “mieux placées” ont pu s’échapper grâce au pont aérien mis en place dans la confusion par les Américains, en août. Les cibles des talibans dans la société afghane étant très variées, ce sont, au bas mot, des dizaines de milliers d’Afghans qui se cachent actuellement dans le pays.

Évasion. Les talibans ont bien décrété une amnistie générale en août, mais cet engagement semble fréquemment bafoué, des disparitions et des meurtres étant souvent signalés. L’agence Reuters rapporte que, selon la mission de l’ONU en Afghanistan, depuis le 15 août, un grand nombre d’anciens responsables du gouvernement afghan, de membres des forces de sécurité et de personnes ayant travaillé avec le contingent militaire international ont été tués par les talibans et leurs alliés, en dépit de l’amnistie. “Les défenseurs des droits de l’homme et les professionnels des médias continuent de faire l’objet d’attaques, d’intimidations, de harcèlement, d’arrestations arbitraires, de mauvais traitements et d’assassinat”, indique Reuters, en se référant au rapport de l’ONU.

“Nous qui vivons dans la clandestinité, nous ne pouvons pas nous fier aux promesses des talibans”, estime Monsieur A, qui n’a accepté d’être interviewé que dans la pénombre relative d’une voiture en mouvement, et à condition de ne pas se rendre dans trois districts de Kaboul où il court davantage de risques d’être reconnu par les talibans. La visite d’un étranger à son domicile – qui nous aurait permis de voir ce qui constitue son champ de vision quotidien à travers les fenêtres en miroir sans tain de son appartement – aurait risqué de compromettre la sécurité de sa famille. Quand on lui demande comment il tue le temps, il explique en riant qu’il dort toute la journée, s’inquiète toute la nuit, joue aux cartes ou à des jeux, et regrette de ne pas pouvoir “se ressourcer mentalement”, malgré la télévision et Internet.

Pour dangereuse que soit cette balade en voiture à travers Kaboul, il savoure le changement qu’elle apporte à sa routine monotone, d’autant plus que la perspective d’une évasion à l’étranger s’est éloignée depuis que la tentative d’un ami de demander un passeport pour lui a échoué. Le responsable



taliban a en effet insisté pour que “la personne nous soit amenée”, avant de finalement garder les originaux des documents. “Je n’ai aucun sujet de joie”, confie Monsieur A., qui ajoute en plaisantant : “Je crois qu’un jour vous ne me reconnaîtrez plus, parce que je serai devenu un pauvre idiot en train de rigoler, assis sous un arbre.”

Récemment diplômée d’université, Madame Z., qui a mené une lutte active contre les violences sexistes, pour l’émancipation des jeunes et pour le rétablissement de la paix dans une société déchirée par quarante ans de guerre, doit aussi composer avec les conséquences de sa vie passée. Aujourd’hui, elle a un nouvel emploi, neutre sur le plan idéologique, et s’efforce quand

“Nous ne pouvons pas nous fier aux promesses des talibans.”

Monsieur A., ANCIEN GARDE DU CORPS

même de ne pas trop changer sa manière de s’habiller par rapport à ce qu’elle portait auparavant, malgré les nouvelles règles talibanes qui préconisent une tenue traditionnelle. Elle ne sort de chez elle que pour aller travailler. Sa “clandestinité” s’exprime sous une forme différente, et vise à masquer ce qui était son “rêve de pouvoir s’épanouir dans la vie”.

“Je cache complètement mon passé”, explique Madame Z., qui s’est exprimée par téléphone pour ne pas avoir à rendre visite à un étranger au vu et au su de tous. Elle a supprimé ses comptes sur les réseaux sociaux, ainsi que les références en ligne à son ancien

militantisme. “Dans l’ensemble, tout cela va à l’encontre des opinions de ces gens-là [Les talibans].” Elle ne peut plus s’insurger contre les injustices qu’elle constate au quotidien, ce qui génère chez elle un profond sentiment de frustration.

Humiliation. Elle a été interpellée dernièrement à un poste de contrôle par un combattant taliban, qui lui a fait remarquer que les vêtements qu’elle portait impliquaient qu’elle n’était “pas autorisée” à s’asseoir sur le siège avant de la camionnette, alors qu’elle s’y était installée pour profiter du spectacle de la neige en train de tomber, sur son chemin de retour du travail. “Cette nuit-là, je n’en ai pas dormi, tellement c’était complètement dingue ! Je ne parviens pas à décrire ni à exprimer ce que j’ai ressenti cette nuit-là... J’étais humiliée”, raconte-t-elle.

“Si j’étais seule, je ferais plein de choses, car j’ai étudié et je veux travailler dans ma société. Mais maintenant, il n’y a pas que moi qui compte”, explique Madame Z., qui a renoncé à quitter l’Afghanistan pour pouvoir rester avec sa famille. “C’est très frustrant de vouloir quelque chose, d’être capable de le faire en en ayant physiquement et intellectuellement les moyens, mais de ne pas pouvoir le faire parce que quelques personnes vous en empêchent. Ça fait mal, surtout quand il s’agit de vos valeurs.” Sur les 13 membres du groupe d’amis de Madame Z., seules deux jeunes femmes sont restées dans le pays. “L’Afghanistan a été ramené vingt ans en arrière, dit-elle. Parmi les gens qui ont fait des études, la plupart ont quitté le pays, et ceux qui ne l’ont pas fait se cachent.”

— Scott Peterson
Publié le 1^{er} février

AFGHANISTAN
CHRONIQUE D’UN EXIL

MURSAL SAYAS, journaliste de 26 ans, vit réfugiée en France depuis le retour des talibans. Pendant cinq semaines, elle publiera une chronique hebdomadaire sur le site de *Courrier international*. Dont celle-ci sur l’évocation émue de ce qu’elle a laissé derrière elle.

Une vie en 10 kilos

● Un colis de 10 kilos venant de Kaboul est arrivé à Paris. Un colis dégageant tant d’odeurs. L’odeur des mains de ma mère, qui l’a emballé ; l’odeur de Kaboul et de mes livres, plus particulièrement de ceux dont la première page porte ce mot écrit par ma sœur : “Pour ton sourire quand tu sentiras ces pages.” J’y sens aussi l’odeur de la ville de Balkh et de ses tapis noués à la main, l’odeur d’Herat et de ses théières miniatures, l’odeur de ma sœur, de ma famille, de l’enfance ; l’odeur de l’amour mêlé à l’angoisse, à l’horreur et à la tristesse, l’odeur des larmes que j’ai versées sur ce paquet, certaine que ma famille en avait versé autant en le préparant. Mon amie, une journaliste française, se rendait en mission en Afghanistan. L’Afghanistan, mon pays, l’un des plus dangereux pour cette profession. Un pays où les journalistes sont kidnappés, torturés, où les médias sont contrôlés par le groupe au pouvoir, dans lesquels les femmes ne sont presque plus autorisées à y apparaître. De nombreux journalistes ont été contraints de quitter le pays ou leur métier, par crainte de la violence et des menaces des talibans. Or des journalistes étrangers se rendent en Afghanistan pour couvrir les événements, malgré le risque. Mon amie journaliste m’a dit qu’elle pourrait rapporter un paquet de 10 kilos, de Kaboul à Paris. Dix kilos ! À mes yeux, c’est beaucoup, et j’étais ravie. Je l’ai remerciée pour sa générosité et j’ai écrit à ma sœur : “Envoie-moi le carnet sur lequel mon nom a été gravé par un ami, des vêtements

de femmes du Badakhshan brodés à la main, un tapis de Mazar[-e-Charif] tissé à la main, une théière miniature créée par un artiste d’Herat, un bouquin, des dessins de ma fille et de mon fils et une chemise brodée par des femmes turkmènes.” J’avais fait la liste en réfléchissant : “D’une vie glorieuse et belle, avec ma famille et mes enfants, ne puis-je prendre que 10 kilos ?” À ce moment-là, après ces six mois loin de Kaboul, je pensais d’un coup au poids de mes enfants : “Ma fille et mon fils, combien pèsent-ils ? Et ma mère ? Combien a-t-elle perdu de poids à cause de mon absence, de son inquiétude pour moi, dont le désir d’être avec mes enfants est si fort ?” J’ai pensé au bouddha de Bamiyan, mon endroit favori : “Combien pèse-t-il, ce lieu de rêve ? Combien pèse l’hospitalité des Afghans ?” Et ma famille, si loin derrière ces montagnes, ces eaux, ces déserts, ces frontières, cette distance qui nous séparent. Et mes rêves, mes voyages, mes livres, mes amis, ces journées durant lesquelles avec eux je fréquentais les cafés. Et, même, ces rébellions dans les rues de Kaboul contre les coutumes et les traditions, ces filles emprisonnées dans les prisons des talibans, ces gens affamés et tristes, aux yeux fixés sur le monde extérieur, dans l’espoir de recevoir une aide ; et ces enfants malheureux, toutes ces villes mortes. Que dire des tombes de mes proches, sur lesquelles je n’ai jamais pu me recueillir ? Que dire de la joie d’être entourée par les bras de ma mère, des rires et des odeurs de mes enfants, de la solennité de mon père ? Pourrais-je, à nouveau, bientôt en avoir une part ? Pour l’instant, de ma vie – du jour où je suis née à aujourd’hui –, je n’ai droit qu’à 10 kilos.—

CHINE

Pékin prêt à vivre avec le Covid ?

Alors que le pays fait face à sa pire vague de contaminations, le régime a décidé d'ajuster sa lutte contre la pandémie pour la première fois depuis deux ans. Un prélude à une réouverture ?

Avec le hashtag #Les cas légers du Covid n'ont plus besoin d'être hospitalisés, le message de **DingXiang Yisheng**, site populaire chinois de partage de connaissances médicales, a fait le buzz sur le réseau social Weibo. En joignant une copie de l'avis conjoint du bureau général de la Commission nationale de la santé et du Bureau de l'administration d'État de la médecine traditionnelle chinoise sur le nouveau plan de diagnostic et de traitement du Covid, **DingXiang Yisheng** estime qu'il s'agit d'un changement notable de la politique chinoise contre l'épidémie.

Le site énumère trois points forts de ce nouveau plan : le traitement des cas asymptomatiques n'est plus mentionné, les cas mineurs, gérés jusqu'à présent en isolement centralisé, ne nécessiteront plus d'hospitalisation (un grand changement, selon le site), et le nouveau médicament Paxlovid, de Pfizer, intègre les recommandations de traitement.

"Ce nouveau plan est le plus scientifique et le meilleur qui soit", s'est félicité Zhang Wenhong, chef de l'équipe d'experts en traitement médical du Covid-19 de Shanghai, rapporte le journal **Xin Jingbao**, le 17 mars. "La période d'observation à domicile des patients a été ramenée à sept jours [contre quatorze jours] après la sortie de l'hôpital, ce qui est un très grand changement", a précisé le docteur Zhang, qui note que "les conditions de sortie de l'hôpital ont également été ajustées".

La durée d'hospitalisation a effectivement été raccourcie, et seuls les cas graves seront soignés dans des hôpitaux désignés à cet effet. Actuellement, la durée moyenne d'hospitalisation des patients Covid-19 à Shanghai est de quinze jours, une période "qui pourra être réduite à dix jours après cet ajustement", a précisé Zhang Wenhong, relate

YizhouYiGuan, blog spécialisé en informations médicales sur WeChat.

Ce nouveau plan a rapidement produit des effets positifs. Sur

Weibo, un blogueur a été surpris de constater que de nombreux complexes résidentiels à Shanghai ont été soudainement déconfinés : "Normalement, [le confinement] était parti pour durer quatorze jours, mais là, le déconfinement a eu lieu en quarante-huit heures."

Il faut dire que la très drastique politique du zéro Covid, en place depuis le début de la crise sanitaire, provoque de plus en plus de mécontentement au sein de la population. Récemment, le professeur Miao Xiaohui, spécialiste des maladies infectieuses, s'est laissé emporter par la colère contre ces mesures. "Dans un complexe résidentiel, il y a des dizaines de bâtiments, des centaines d'appartements et des milliers d'habitants.

"Ce nouveau plan est le plus scientifique et le meilleur qui soit."

Zhang Wenhong, EXPERT EN TRAITEMENT DU COVID-19

Lorsqu'une personne est testée positive, toute la communauté et tous les résidents sont confinés. De qui vient cette 'invention' ? Quel genre de prévention scientifique est-ce là ? L'histoire jugera-t-elle ceux qui prennent de telles décisions ?" accusait-il sur WeChat. Ses propos ont été relayés partout, comme sur le site du journal taïwanais **Lienhepaio (United Daily News)**.

"L'ajustement du plan de traitement est un signe important", souligne Hu Xijin, ex-rédacteur en chef du journal propagandiste **Huanqiu Shibao** sur WeChat, avant d'ajouter qu'il ne pense pas que la Chine continentale puisse "s'ouvrir" d'un seul coup, considérant que la société chinoise n'est pas encore prête : "Actuellement, de nombreuses villes chinoises sont en quarantaine ou en semi-quarantaine."

Le 15 mars, Lei Zhenglong, vice-directeur du Bureau de contrôle des maladies de la Commission nationale de la santé, a révélé que cette vague épidémique a touché 27 provinces à travers le pays, rapporte la télévision centrale de Chine, CCTV.

Quelques heures plus tard, une histoire a attristé des internautes chinois. Plusieurs jeunes Chinois ont passé une nuit hivernale sous un pont séparant Pékin de Yanjiao, une ville située dans le Hebei, où 300 000 travailleurs de Pékin se logent en raison des loyers exorbitants de la capitale chinoise. En rentrant de leur travail, elles se sont vu

refuser l'accès à Yanjiao, qui est confinée, et ont été privées également d'un retour à Pékin, qui rejette les personnes en provenance de Yanjiao. Ce récit a été rapidement censuré en Chine, quelques sites dissidents, comme **Jinwen Wang**, le relatent.

Si le 17 mars, Pékin comptait officiellement 60 cas de Covid-19, Changchun, capitale de la province du Jilin, dans le nord-est du pays, a vu sa courbe épidémique monter en flèche pour atteindre 3 168 cas positifs, un nombre de personnes infectées dans une seule ville jamais vu depuis l'explosion des cas à Wuhan au début de la pandémie [début 2020]. Cette ville de plus de 8 millions d'habitants est en quarantaine depuis le 11 mars. Trois jours plus tard, le gouvernement provincial a imposé l'interdiction de circulation des personnes, soit 24 millions d'habitants, dans l'ensemble de la province.

"Shenzhen, dans le Guangdong, a officiellement fermé lundi [14 mars], devenant la première ville de premier rang à être confinée depuis le rebond de l'épidémie de Covid-19 en Chine", rapporte le journal hongkongais **Oriental Daily**. Dans un article de la Commission de la santé de Shenzhen, cette dernière a nié la "mise en quarantaine" de la ville, prétendant qu'il s'agissait d'une initiative visant à réduire les déplacements inutiles des personnes afin de couper rapidement les chaînes de transmissions communautaires du virus.

↳ Dessin de **Cau Gomez**, Brésil.



Shenzhen est l'une des locomotives économiques chinoises, juste derrière Shanghai et Pékin. Le confinement de cette ville de 17 millions d'habitants durant sept jours a suscité l'inquiétude. "Plus de soixante usines taïwanaises à Shenzhen ont annoncé la suspension de leur activité dont deux sites de production de Foxconn [sous-traitant d'Apple]", a décompté la radio américaine **Radio Free Asia (RFA)**, en rappelant que le seul site de Foxconn à Longhua emploie 180 000 salariés. "Si l'épidémie à Shenzhen se poursuit, elle affectera sérieusement les expéditions de produits Apple", a averti une source de l'industrie électronique chinoise auprès de RFA.

Si pour 1 283 cas positifs (chiffre du 17 mars), Shenzhen a appuyé sur le bouton pause, de l'autre côté de la rivière, Hong Kong vit une grande détresse depuis un moment. Reprenant les chiffres officiels de la Commission nationale chinoise de la santé, le journal de Singapour **Lianhe Zaobao** souligne que "le nombre de décès dus

"À Hong Kong, les cercueils sont classés comme des 'fournitures essentielles'."

Shun Po, JOURNAL DE HONG KONG

au Covid à Hong Kong (5 136) dépasse celui de la Chine continentale (4 636)". Le journal avertit que "le nombre de décès devrait continuer à augmenter", bien que l'épidémie semble avoir atteint son pic début mars.

"Les cercueils sont classés comme des 'fournitures essentielles' à Hong Kong", note **Shun Po (Hong Kong Economic Journal)** sur WeChat, en soulignant que l'importation de cercueils a été suspendue à Shenzhen du fait de la quarantaine. Selon **Shun Po**, "il reste environ 300 cercueils disponibles à Hong Kong, ce qui assure à peine les besoins des deux à trois prochains jours". Le journal économique cite l'estimation de la faculté de médecine de l'université de Hong Kong : jusqu'au 14 mars, 3,58 millions d'habitants sur 7,4 millions ont été infectés, soit 47,8 % de la population.

— **Courrier international**



Égypte. Deux roues pour s'émanciper

En se déplaçant à scooter ou à moto, des femmes brisent un tabou, dans une société très conservatrice où ces engins ont longtemps été l'apanage des hommes.

— **Raseef22** (extraits)
Bejruth

Le bruit d'une moto qui passe à toute allure, et on pense que c'est forcément un homme qui la conduit. Mais en y regardant de plus près, il s'avère que c'est une femme. Voilà ce que sont devenues les rues du Caire et de Gizeh [un des faubourgs proches de la capitale], où les jeunes Égyptiennes se sont lancées dans l'aventure des deux-roues. De la mobylette à la moto en passant par le scooter, dans les représentations collectives, tous ces engins étaient associés à l'univers masculin. On pensait que seuls les hommes pouvaient

les maîtriser. Mais, là comme ailleurs, les filles ont décidé de briser les tabous et de montrer qu'elles aussi étaient capables de s'en servir.

Protection. Dina Ahmed, 27 ans, habite à Gizeh. Cela fait deux ans qu'elle s'est mise au scooter, qui lui permet de faire de longs trajets : *“Un jour, j'ai vu des filles qui roulaient à scooter à Alexandrie et j'ai décidé d'en faire de même. C'est mon mari qui m'a aidée et qui m'a enseigné la conduite.”* Et elle ne le regrette pas : *“C'est un plaisir incomparable de se déplacer si facilement dans la ville, sans que personne ne vous embête. Au départ, mon père était contre. C'est qu'il*

est originaire du Saïd [la Haute-Égypte, dont les habitants, notamment parmi la vieille génération, ont la réputation d'être conservateurs]. Mais par la suite, il s'y est fait.” Elle s'en sert pour tous ses déplacements, même pour emmener sa fille à l'école. *“Je suis très prudente quand j'ai ma fille avec moi. Elle n'a que 6 ans. Je ne roule pas vite et nous portons toutes les deux un casque”,* assure-t-elle. Et d'ajouter : *“Je n'ai jamais pensé qu'il pouvait y avoir un moyen de transport réservé aux hommes. La preuve, je m'en sers, moi et beaucoup d'autres femmes. Croire le contraire reviendrait à minorer les femmes.”*

Bassnat Al-Amir, 30 ans, vit à Alexandrie, où elle travaille comme vendeuse. Il y a trois ans, elle aussi s'est mise au scooter et à la moto. Selon elle, le deux-roues permet de se protéger contre le harcèlement. *“On est entièrement couvertes”,* précise-t-elle. Notamment par le casque et les gants, qu'elle porte toujours par souci de sécurité.

Ghada Magdi est animatrice dans une salle de sport à Gizeh. Elle est trentenaire, mariée et mère de deux enfants. *“Avant, j'avais une voiture, mais je n'ai jamais pas la conduire. Il y a quatre ans, je l'ai vendue pour acquérir un deux-roues. J'en avais envie depuis l'enfance”,* confie-t-elle. Elle s'est débrouillée toute seule pour apprendre à conduire, et pense que les femmes sont plus raisonnables au volant que les hommes. *“Beaucoup de gens sont interloqués et se demandent si c'est un homme ou une femme qui tient le guidon. Quand ils regardent de plus près et se rendent compte que je suis bien une femme, ils m'encouragent, applaudissent ou parfois s'exclament.”* Autre avantage du deux-roues, selon Ghada : il

permet de faire des économies. *“Et c'est facile de se garer”,* ajoute-t-elle. Elle aussi l'utilise pour emmener les enfants à l'école et pour aller au travail. *“J'ai l'impression de voler, et ça me donne de l'énergie. On ne fait rien de mal ou de haram [interdit par l'islam].”*

“Depuis l'enfance, je rêvais d'acheter une moto. Puis, il y a deux ans, j'ai décidé de commencer par l'achat d'un scooter”, raconte Mouna Sayid, une trentenaire résidant au Caire. Depuis, Mouna est passée à la moto. Ce sont des amis qui lui ont enseigné la conduite. Aujourd'hui, la moto fait pleinement partie de sa vie. *“Je l'utilise tout le temps. Pour rendre visite à des amis ou à des proches, pour aller au travail... Je me sens libre et affranchie.”*

Le deux-roues peut également être un outil de travail. Sarah Eid, âgée de 28 ans et mère d'un enfant, a acheté un scooter après son divorce. *“Depuis des années, je travaille au buffet d'une entreprise. Cela faisait longtemps que je songeais à acheter un scooter pour ne plus être serrée dans les transports. Et j'ai fini par en acheter un. Cela n'a pas été facile, puisque je vis dans un quartier populaire du Caire,*

“Un jour, j'ai vu des filles qui roulaient à scooter à Alexandrie et j'ai décidé d'en faire de même.”

Dina Ahmed,
HABITANTE DE GIZEH

où les gens ont du mal à admettre qu'une femme puisse conduire un scooter.” Même de la part des voisins, qui savent pourtant qu'elle l'utilise pour travailler, elle continue de faire l'objet de sarcasmes. Mais elle passe outre, puisqu'elle a besoin de son deux-roues pour arrondir ses fins de mois en travaillant comme coursière et livrer toutes sortes de produits, des vêtements aux repas. *“Et de temps en temps, j'initie d'autres femmes à la conduite sur mon propre véhicule”,* conclut-elle.

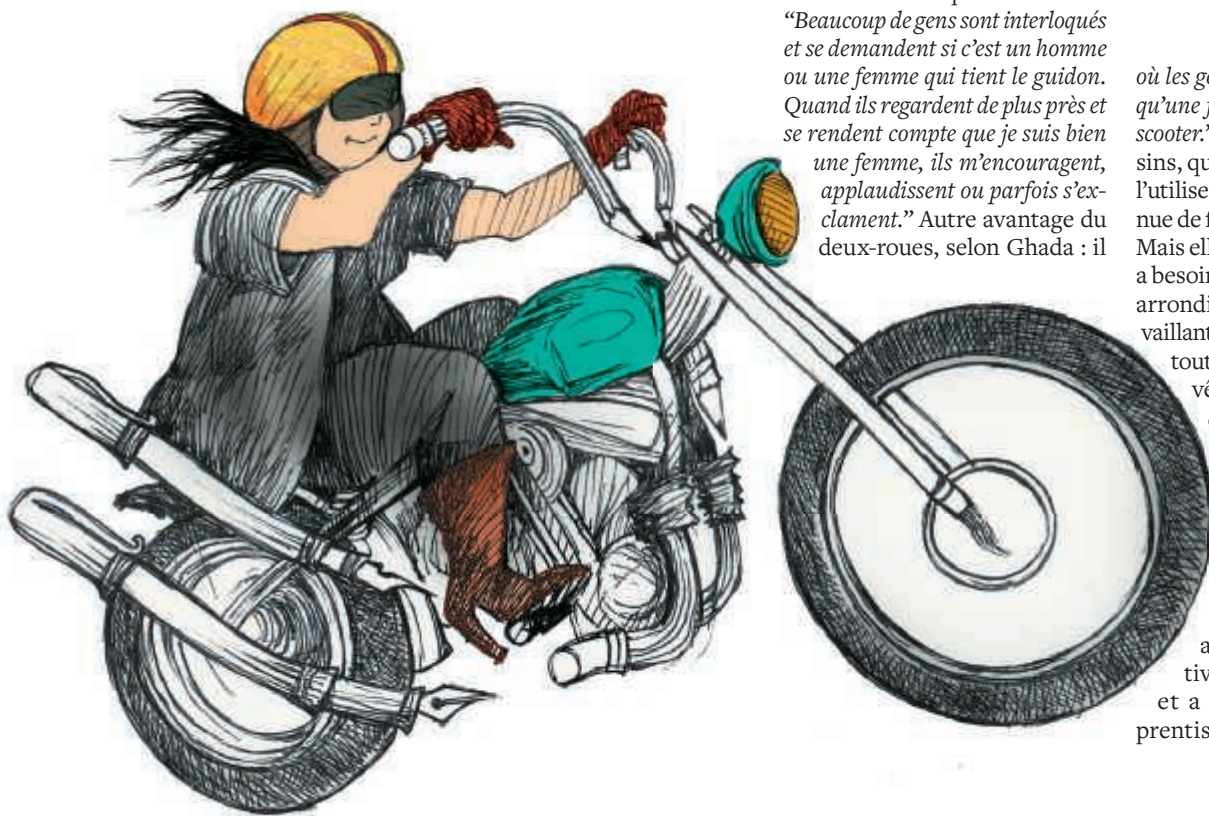
Ayant constaté que la mentalité des jeunes femmes était en train de changer, Walaa Zouhair a lancé en 2020 l'initiative “Conduis ton scooter” et a créé un institut d'apprentissage de la conduite des

deux-roues spécialement dédié aux femmes. Au début, cela n'a pas été facile pour cette Caireote de 32 ans : *“Beaucoup de gens n'acceptent pas que des femmes puissent conduire une moto ou un scooter. C'était difficile de trouver un endroit pour nos activités. Mais aujourd'hui, l'accueil est très favorable de la part des femmes, et notre initiative, lancée au Caire et à Gizeh, a essaimé à Suez et à Damiette.”*

“Sois libre”. Certains hommes sont parfaitement en phase avec ces femmes qui essaient de dépasser les vieux schémas. Pour Mahmoud Chawqi, par exemple, quadragénaire du Caire, *“les hommes et les femmes se valent devant Dieu. Pour ce qui est de conduire un scooter, tout ce qu'il faut, c'est être prudent.”* Mais d'autres ne voient pas les choses d'un si bon œil, à l'instar de Saïd Mahmoud, 55 ans, qui vit à Gizeh : *“Qu'elles conduisent une voiture, c'est suffisant. Pourquoi les femmes veulent-elles faire comme les hommes dans tous les domaines ? Si ma fille me demandait de lui acheter une mobylette, je refuserais.”* Des femmes aussi s'en offusquent, comme cette sexagénaire d'Alexandrie : *“Ce n'est pas dans nos habitudes de voir une femme à moto. Les femmes maintenant, elles veulent tout faire, affirmer qu'elles sont l'égal des hommes. Ce n'est pas le cas.”*

La militante féministe Evon Mosad le déplore. *“Pour vivre librement, il faut se battre en permanence. On se heurte sans cesse à des obstacles. Qu'est-ce qui ferait qu'un homme serait plus apte à conduire un deux-roues qu'une femme ? Qu'est-ce qui autorise les gens à critiquer une femme parce qu'elle conduit ? Les mères, au lieu de faire barrage, devraient aider leurs filles”,* s'exclame-t-elle. Et de conclure que les femmes ont autant de capacités et d'intelligence que les hommes, et que rien ne s'oppose à ce qu'elles exercent leurs droits et jouissent de leurs libertés individuelles. *“Je le dis à toute jeune femme : À toi de préserver ta liberté et ton espace personnel. Sois libre et empare-toi de tes droits ! Ne permets à personne de te rabaisser. C'est à la société de dépoussiérer les idées qui, en permanence, oppriment les femmes.”*

— **Howaida Abu Samak**
Publié le 21 janvier



PALESTINE

À Gaza, l'autre résistance, en musique

Depuis que le Hamas contrôle l'enclave palestinienne, la musique n'y a quasiment plus droit de cité. Mais des passionnés continuent à la faire exister.



existe un seul magasin d'instruments pour les 2 millions d'habitants de la bande de Gaza, et à peine une poignée de studios de répétition et d'enregistrement. S'il est difficile de mesurer les effets précis de ces obstacles, le Bureau central palestinien de la statistique a établi, en 2015, que seuls 39 % des Gazaouis écoutent de la musique pour le plaisir, contre 71 % des habitants en Cisjordanie.

Une situation à laquelle le centre d'arts Delia entend remédier. L'idée de créer une branche gazaouie de la Delia Arts Foundation [une fondation soutenant les musiciens en zone de conflit], installée à Athènes, est née en 2018 après une visite de son fondateur, John Keating, à Gaza. Entre les obstacles dus au blocus et ceux créés par la pandémie, le projet a mis du temps à se concrétiser, mais aujourd'hui le centre existe et propose chaque semaine quatre cursus d'enseignement : trois séances en présentiel et une en ligne permettent aux habitants d'apprendre la théorie de la musique et les techniques de l'ingénieur du son et de la production musicale, et certains cours sont réservés aux femmes et aux jeunes filles. Aujourd'hui, environ 80 personnes fréquentent chaque semaine le centre Delia. *"Depuis les derniers affrontements, en particulier [en mai 2021], j'ai vu les jeunes avec qui je travaille changer, raconte Mghamis. Évidemment, nous avons tous été ébranlés, mais je vois aussi que le centre les aide à renouer avec la joie et la créativité."*

Pour Wafaa Al-Najili, le centre Delia est vital : c'est un lieu où expérimenter autour de ses morceaux favoris et de ses propres créations, mais aussi un endroit où partager sa passion avec une génération de jeunes filles avides d'explorer la musique. Cette jeune femme de 30 ans, originaire de Khan Younés, dans le sud de la bande de Gaza, a grandi dans une famille de mélomanes. Elle ainsi que ses frères et sœurs ont

↙ Concert donné près de la tour Al-Shorouk, détruite par l'armée israélienne, à Gaza, en juin 2021. Photo Rizek Abdeljawad/Xinhua/Sipa

appris aux côtés de leur père, qui chantait et jouait de l'oud dans les mariages. Si douée soit-elle, Wafaa Al-Najili n'a pas trouvé, à Gaza, de filière dans laquelle exploiter ses talents artistiques et a suivi une formation d'infirmière. *"Travailler comme infirmière était pour moi le seul moyen de gagner ma vie dans le contexte économique difficile que nous vivons ici, raconte-t-elle. Je n'ai jamais cessé de chanter, mais cela m'a valu des problèmes. Dans cette société conservatrice, j'ai été montrée du doigt par des voisins et des membres de la famille, si bien que mon père a fini par me demander d'arrêter. J'ai quitté Khan Younés pour aller vivre plusieurs années chez ma tante, dans la ville de Gaza."*

"Mon rêve". Au centre d'arts Delia, Wafaa Al-Najili a pu réaliser des sessions d'enregistrement professionnelles et ainsi faire connaître son travail sur Instagram, Tik Tok et YouTube. Elle a enregistré une reprise en arabe de *Blackbird*, des Beatles, qui s'accompagne d'un clip où on la voit glisser sur les eaux bleues de la Méditerranée, assise sur un paddle, glorieuse dans sa robe blanche. Avant le centre Delia, *"j'ai parfois été dans une grande frustration, dit-elle, et il m'est arrivé de commencer à perdre espoir. Après ma formation de professeuse de chant au centre, j'ai retrouvé mon appétit de chanter. À ma petite mesure, je viens aussi en aide à d'autres jeunes femmes, et je dois continuer. Je ne suis jamais montée sur une grande scène, devant un public, vu qu'il n'y a pas de concerts à Gaza. Mais c'est mon plus grand rêve"*.

—Bethan McKernan et Hazem Balousha

—The Guardian Londres

Le chant de Wafaa Al-Najili s'élève, clair et flamboyant, et galvanise les jeunes gens rassemblés autour de la console d'enregistrement. Tous sont réunis au centre d'arts Delia, à Gaza, pour travailler sur le mixage de sa voix et des autres pistes pour leur dernier projet en date, une reprise d'un chant choral traditionnel. Dehors, le quartier porte encore les traces des combats de l'année dernière entre Israël et le Hamas [qui se sont déroulés du 10 au 21 mai 2021], l'organisation islamiste palestinienne au pouvoir dans la bande de Gaza. Le blocus israélo-égyptien, qui isole le territoire du

reste du monde, ne facilite pas la reconstruction. Mais, dans la pénombre du studio d'enregistrement, ces jeunes musiciens peuvent se croire n'importe où sur la planète. *"Il n'y a pas tant de moyens de s'amuser et de s'exprimer à Gaza", rappelle Ayman Mghamis, le chef de projet du centre d'arts, qui est aussi un rappeur, dont la carrière internationale balbutiante a été stoppée net par l'arrivée au pouvoir du Hamas, en 2007. "C'est ce que nous voulons offrir à la jeunesse ici, mais pas seulement : nous voulons construire une scène musicale suffisamment dynamique pour que des gens fassent carrière."*

Les traditions musicales palestiniennes sont menacées depuis

les débuts de l'occupation israélienne, mais les arts et la culture à Gaza sont par ailleurs sérieusement mis à mal sous le règne ultraconservateur du Hamas. Les concerts sont interdits depuis quinze ans. Même le chanteur ultra-populaire Mohammed Assaf, qui s'est rendu célèbre en remportant le télécrochet *Arab Idol*, n'a jamais pu se produire ici en public.

"Renouer avec la joie". Le blocus entraîne d'ailleurs une pénurie d'instruments et, plus largement, de matériel, si bien que la musique est devenue un luxe pour les Gazaouis. La section études musicales ouverte à l'université de Gaza en 2015 a très vite fermé ses portes. Aujourd'hui, il

LES MOTS DES AUTRES

l'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

FALCO/CUBA

Courrier international



france



↳ Dessin de Finn Graff, Norvège.

Démocratie. Pourquoi Macron doit faire campagne

Même s'il est bien parti pour rester à l'Élysée, Emmanuel Macron doit donner l'impression qu'il concourt vraiment, explique ce journaliste britannique.



—The Local Paris

Emmanuel Macron a livré une performance talentueuse mais curieuse au premier rendez-vous de sa campagne, lundi 7 mars. Il n'a pas arrêté de changer de casquette pendant

son débat public – censé être spontané – à Poissy, à l'ouest de Paris. *“Maintenant, je vous réponds en tant que président, disait-il. Et maintenant, c'est le candidat qui vous parle.”*

Par la suite, on a su que le débat n'était pas si improvisé que ça. Après la réunion, un journaliste

de France Info a trouvé des fiches qui semblaient révéler des questions rédigées par des personnes choisies en amont. L'équipe de Macron a nié que ce rendez-vous ait été soigneusement préparé. Elle a avancé que le président (et candidat) avait accepté plusieurs questions délicates sur l'immigration et le coût de la vie. Hum...

On est encore loin des niveaux de désinformation à la Poutine, mais cette situation suscite pourtant des questions délicates sur la stratégie de campagne annoncée par l'équipe de Macron : une campagne éclair... au plus près des Français. Mais surtout comment batailler dans une campagne électorale gagnée d'avance ?

Macron enregistre maintenant 30 % des intentions de vote au premier tour pour la première fois de cette course à la présidentielle. Les scores de tous ses adversaires stagnent ou chutent. Depuis le début de la guerre en Ukraine, le résultat du second tour, le 24 avril, ne laisse pas de place au doute (au vu des sympathies pour Poutine de trois de ses principaux adversaires).

Et, malgré tout, la nature de sa victoire et de sa campagne n'est pas anodine. S'il donne l'impression d'avoir gagné par défaut – en s'abstenant de livrer bataille en raison de sa préoccupation légitime pour une autre bataille, bien plus sinistre –, il pourrait faire face à des difficultés pendant son second mandat.

Tumulte habituel. Soyons honnêtes. Le second mandat de Macron était voué à être difficile quoi qu'il en soit. Une grande partie de la France, à l'extrême gauche et à l'extrême droite, le verra toujours comme un président par accident ou imposé. C'était l'un des arguments des “gilets jaunes” en 2018, même si Macron avait remporté le scrutin de 2017 avec 66 % des voix au second tour. Les événements ont pris une tournure qui l'a avantage en 2017, c'est vrai, après quoi il n'avait plus qu'à battre Marine Le Pen, qui s'en sortait mal. Mais Macron a aussi été récompensé pour sa clairvoyance et son audace.

Je suis convaincu que Macron l'emporterait cette année même si Vladimir Poutine n'avait pas

C'est son projet

●●● Après quatre heures de conférence de presse, jeudi 17 mars, les journalistes étrangers ont enfin pu se pencher sur le programme électoral d'Emmanuel Macron. *“l'impression générale ? ‘Il préfère se poser en chef d'État plutôt qu'en candidat’, commente Die Zeit en Allemagne, à propos d'un président qui n'est pas sorti, pour ce moment clé de sa campagne, de ‘son rôle de gestionnaire de la guerre et de la crise’.* *“Un choix malin”, estime Le Soir en Belgique : “Aucun de ses concurrents ne possède actuellement sa stature sur la question.”* Le **Financial Times** note pour sa part que Macron, dont *“la campagne se concentre sur ses efforts pour libéraliser l'économie et notamment reculer l'âge de la retraite”, “vise le plein-*

emploi” et “briguer un second mandat en promettant plus d'investissements, de réformes et de baisses d'impôt”. En attendant, le président “doit convaincre les électeurs qu'il n'est pas seulement le président des riches et qu'on peut lui faire confiance au sujet de l'immigration”. Abordés très tardivement, les thèmes “pourtant majeurs de la santé et de l'école sont, pour le candidat, deux immenses chantiers”, précise Le Soir. Par rapport à 2017, “la transformation du pays a laissé place à une modernisation de son État social”, note Le Temps en Suisse, qui conclut que “c'est au fond un discours de la méthode qu'a proposé Emmanuel Macron, dont la volonté reste d'attirer à la fois des électeurs de droite et de gauche”. En même temps.

envahi le XXI^e siècle. Les coutumiers du fait affirmeront quand même – et certains ont déjà commencé – que la victoire leur a été “volée” par les événements en Ukraine.

Rien ne fera changer d'avis les plus fervents zemmouristes, lepénistes et mélenchonistes. Ou, plus précisément, rien ne les empêchera d'avancer des arguments aussi cyniques. Il faut en revanche se soucier de l'ampleur que peuvent prendre ces arguments et de leur plausibilité.

Il faut veiller à ce que Macron se confronte, au cours du mois précédant le premier tour, au tumulte habituel de la démocratie. Il faut se soucier du taux de participation au premier et au second tour, les 10 et 24 avril. Il faut se soucier du score de Macron et de ses alliés aux législatives des 12 et 19 juin.

Quelle que soit l'évolution de la guerre en Ukraine, le monde endurera une récession, mais

Une mobilisation violente des Français est probable d'ici à la fin de 2022.

aussi une pénurie paralysante d'énergie et de certains aliments au cours de l'année à venir – et peut-être plus longtemps. Comme la France est un pays où la colère ne tarde pas à descendre dans la rue, une mobilisation violente des Français – syndicats, agriculteurs, “gilets jaunes” – est probable d'ici à la fin de 2022.

La faculté de Macron à canaliser ce type d'événements dépendra de deux choses : avec quelle marge aura-t-il été élu, et quelle énergie aura-t-il consacrée à sa campagne ?

Les signes ne sont pas très encourageants pour l'instant. Le président a indiqué le 7 mars qu'il ne participerait pas aux débats télévisés avec les onze autres candidats ; il aurait sûrement refusé même s'il n'y avait pas eu de guerre en Ukraine.

Un tel rendez-vous aurait en effet quelque chose d'absurde, comme si le prof jouait au foot contre toute la classe. Mais au vu des circonstances (la victoire quasi certaine de Macron le 24 avril), il me semble que le président ferait mieux de participer.

CORSE

L'autonomie, c'est du sérieux ?

L'agression d'Yvan Colonna avait déclenché de violentes protestations en Corse et poussé le gouvernement à évoquer une évolution du statut de l'île. Sa mort pourrait raviver les tensions.

Tout porte à croire par ailleurs que Macron organisera très peu de grands meetings, et l'un de ceux qui étaient prévus, à Marseille, a été annulé. Les meetings qui rassemblent les fidèles paraissent peut-être inutiles à l'ère de la télé et des réseaux sociaux, mais ils servent à galvaniser les plus fervents sympathisants d'un candidat (vous n'avez qu'à demander à Donald Trump).

La stratégie de Macron semble se limiter à une série de débats publics du genre de celui qui a eu lieu à Poissy le 7 mars, où le président déambule et s'exprime dans un micro en affichant sa connaissance détaillée

Sa stratégie semble se limiter à une série de débats publics.

de tous les dossiers, de la guerre nucléaire à l'élevage laitier.

Cette méthode lui a bien réussi lors du grand débat national organisé début 2019 pour apaiser la colère des "gilets jaunes". Cela ne peut toutefois fonctionner que si les rendez-vous sont présentés comme ouverts aux opposants (non violents) et pas seulement aux sympathisants.

Macron ne peut pas perdre cette élection. Il lui faut, malgré son implication dans des événements terribles qui se déroulent ailleurs, donner l'impression qu'il concourt vraiment. Il doit s'engager dans une course électorale, et non dans une promenade électorale.

— John Lichfield
Publié le 8 mars

SOURCE



THE LOCAL

Paris, France

Anglais

thelocal.fr

The Local est un site

d'information en anglais établi dans plusieurs pays européens. Il s'attache à raconter la société à travers la vie quotidienne de ces différentes communautés.

Il revendique 5 millions de lecteurs mensuels.

Yvan Colonna est décédé le 21 mars à Marseille. Le militant indépendantiste corse, condamné à la prison à vie pour l'assassinat du préfet Claude Érignac en 1998, est mort trois semaines après avoir été violemment agressé par un codétenu dans sa prison à Arles. "Ce drame avait entraîné des manifestations et des violences sur l'île", rappelle **Il Sole 24 Ore** en Italie. "Les mouvements autonomistes de Corse avaient accusé les autorités françaises de ne pas avoir protégé la vie de Colonna, qui sur l'île est considéré non pas comme un terroriste mais comme un héros de l'identité locale, explique le **Corriere della Sera**. On craint maintenant que la nouvelle ne ravive la violence dans plusieurs villes." Après l'annonce de sa mort, des rassemblements ont eu lieu à Bastia et à Ajaccio, les villes qui avaient été auparavant le théâtre de violentes protestations depuis l'agression début mars.

Ces tensions avaient conduit le gouvernement à brandir la perspective d'une autonomie pour la Corse. L'annonce avait surpris jusque dans la presse internationale. Représente-t-elle "une percée historique", comme l'écrit **Trouw**, aux Pays-Bas ? "Ou n'est-ce qu'une promesse de campagne ?" se demande la **Tageszeitung**, en Allemagne.

En Corse même, les paroles apaisantes du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin avaient été accueillies avec prudence, voire méfiance, rapporte à Londres **The Times**. Une réaction qui se comprend aisément selon **El Periódico**, en Espagne, qui rappelle qu'il s'agirait d'une "mesure inattendue de la part d'un État aussi centraliste" que la France. Le **Times** renchérit : la disposition du président de la République à donner plus de pouvoirs à la Corse "pourrait marquer une rupture historique

dans un pays qui, depuis des siècles, vit sous la mainmise de ses rois, de ses Parlements et de ses présidents".

Il est vrai, souligne la **Tageszeitung**, que cette crise corse à quelques semaines de la présidentielle tombe au mauvais moment pour Emmanuel Macron : "Les images d'émeutes dans les rues de Bastia et d'Ajaccio choquent l'opinion publique. Les violences et la sécurité

sont des thèmes de campagne importants en France. Plusieurs candidats à l'élection présidentielle, notamment Valérie Pécresse (LR), reprochent à Macron et à son gouvernement de réagir dans la précipitation. D'autres l'accusent de vouloir instrumentaliser le dossier corse."

Dans ce contexte, suppose le **Financial Times**, l'offre du chef de l'État doit plutôt être vue comme une stratégie à court terme destinée à calmer les esprits, de la part d'un exécutif pris de court. "L'irruption dans la campagne électorale de l'indépendance de la Corse est une surprise. Si le mouvement nationaliste corse a longtemps été un casse-tête pour les prédécesseurs de Macron, la démilitarisation en 2014 du FLNC, le Front de libération nationale corse, un groupe armé responsable d'une série d'attentats depuis les années 1970, avait apaisé les tensions."

Mais les années de calme, rappelle **El Periódico**, n'ont pas profité au bilan d'Emmanuel Macron dans la question corse. Les concessions annoncées aux autonomistes et à Gilles Simeoni, au pouvoir en Corse depuis 2015, sont restées lettre morte au Parlement, et le gouvernement se voit reprocher de ne pas tenir ses engagements envers l'île. "Aujourd'hui, la spirale des tensions est telle" que le FLNC menace de reprendre la lutte.

Comment faut-il alors interpréter les négociations entamées par Darmanin ? Si les perspectives d'une autonomie restent floues, **El Periódico** note qu'"un consensus se dessine, y compris dans l'opposition de la droite républicaine, des socialistes ou des Insoumis — historiquement partisans du modèle centraliste —, en faveur d'une certaine décentralisation et de l'autonomie de la Corse".

— **Courrier international**

L'ŒIL

DE BERTRAMS



Le dessinateur néerlandais croque l'actualité française pour *Courrier international* jusqu'au second tour de l'élection présidentielle.

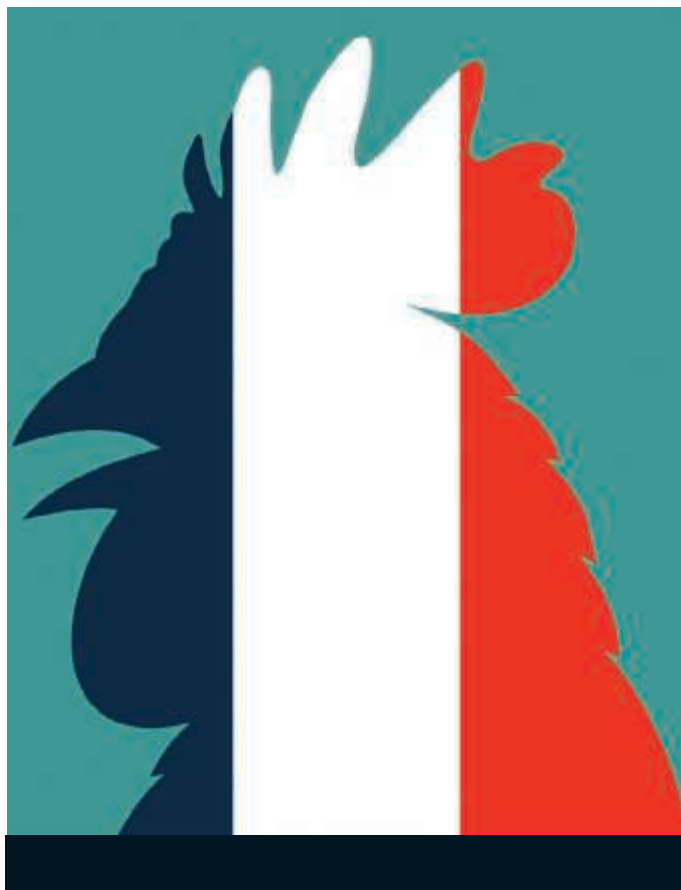
↑ "Maintenir l'unité". "Autonomie". Dessin de Joep Bertrams, Pays-Bas, pour **Courrier international**.

↳ Dessin de Falco, Cuba.

MÉDIAS

Un pays obsédé par son image

La France a une stratégie gouvernementale pour aiguiller l'attention des médias étrangers, observe le correspondant de cette revue berlinoise.



—Internationale Politik Quarterly (extraits) Berlin

Peu de pays possèdent une image de marque aussi forte que la France, de loin la première destination touristique du monde. Et peu de pays ont la chance, ou la malchance, d'être au centre de tant d'attention. La France et ses présidents, la France et ses politiques identitaires, la France et le sexe – les variations sont infinies sur ces thèmes que le *New York Times* et consorts se plaisent à afficher en une.

Dans le domaine littéraire, la France demeure une superpuissance exportant des grands écrivains à un rythme ahurissant. Ainsi, le *New Yorker* se pâme devant la troublante *Chanson douce* de Leïla Slimani, qui raconte le meurtre de deux enfants. La *London Review of Books* tente

de déterminer si *Soumission*, de Michel Houellebecq, est un livre réactionnaire ou non. Le *Financial Times* se demande si *Retour à Reims*, de Didier Eribon, peut nous éclairer sur l'avenir de l'extrême droite. Le *New York Times* fait un portrait d'Annie Ernaux, chroniqueuse des changements généralement laborieux mais parfois abrupts de la société française. Tandis que le *Guardian* dévore le *Civilizations* de Laurent Binet en se demandant à quoi ressemblerait le monde si les Incas avaient colonisé l'Europe au xv^e siècle.

La présence de la France dans les médias internationaux est à la fois remarquable et appréciée. D'abord remarquable, parce qu'à travers ses écrivains ce pays de taille plutôt modeste exerce une influence considérable sur notre façon de penser le monde et attire une attention internationale

disproportionnée. Appréciée ensuite parce que la France est obsédée par son image dans le monde.

Pour s'en convaincre, il suffit d'ouvrir *Courrier international* [votre journal préféré]. L'hebdomadaire (et son très populaire site Internet) publie des articles traduits de la presse internationale et doit une bonne partie de son succès à sa rubrique "La France vue de l'étranger", qui s'enrichit chaque jour de nouveaux articles. Tandis que l'ensemble du secteur est à la peine, *Courrier international* tient bon.

Sur le même principe, la radio France Culture diffuse chaque semaine une émission conviant des correspondants étrangers à parler de la France et de ses politiques. Prenez un café avec un journaliste de *Politico* à Paris et vous êtes sûr de commenter le dernier article de *The Atlantic* sur le mouvement Black Lives Matter en France ou la façon dont *Politico* Europe juge la stratégie d'Emmanuel Macron contre la pandémie.

Ironie. Il n'est pas facile de déterminer si l'obsession des Français pour leur image à l'international est l'expression d'une authentique volonté d'être en prise avec le monde ou une simple manifestation de narcissisme de la part d'un pays qui a autrefois été au centre du monde et tente désespérément de se convaincre qu'il compte toujours un peu quand même.

Cette passion française est particulièrement ironique pour au moins une raison. Cette habitude de toujours regarder ce que les autres racontent au sujet de la France confère aux journalistes étrangers une importance considérable sur la vie politique de la République. Les journalistes français ne se plaignent pas seulement d'avoir moins accès aux décideurs parisiens que leurs confrères étrangers, ils ont également plus de mal à obtenir des interviews du président Macron. Les journalistes étrangers peuvent considérablement influencer sur les priorités du moment et parfois même orienter le débat national français.

Quand un journaliste du *Financial Times* en poste à Bruxelles critique la politique du président français à l'égard de l'islam dans un papier d'opinion – plus tard supprimé –, les médias français s'empressent de commenter à leur tour, et les chaînes d'information

En kiosque



NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Cet article est issu de notre hors-série "Comment ça va, les Français?", paru le 23 mars et qui raconte la France vue par la presse étrangère.

en continu organisent des débats sur le sujet. Le président lui-même réagit en publiant une lettre au *Financial Times* le lendemain. Difficile pour un journaliste d'attirer davantage d'attention !

Prenons à présent l'exemple de l'Allemagne, où l'on peinerait à trouver un article d'un journaliste étranger ayant dominé la scène politique et médiatique du pays pendant une semaine. Alors qu'elle a pu être la cible de plusieurs salves en provenance de commentateurs anglo-saxons, la chancelière Angela Merkel n'a jamais organisé de contre-offensive éditoriale. Quand Merkel avait quelque chose à dire au monde, elle n'avait pas besoin de se répandre dans les pages du *Financial Times*. Il lui suffisait de lâcher une petite phrase en passant depuis un stand de bière pour se retrouver en couverture des journaux du monde entier.

S'il n'a jamais été aussi agréable qu'aujourd'hui d'être un correspondant étranger en France, c'est aussi parce que les médias étrangers sont une composante essentielle de la stratégie de Macron pour relancer la France.

D'abord, il y a l'économie. Emmanuel Macron a fait passer d'impressionnantes mesures pour renforcer la compétitivité de la France au début de son mandat. Mais pour attirer les investisseurs étrangers, il était essentiel de changer la mauvaise réputation de la France dans les milieux d'affaires. Pour ce faire, Emmanuel Macron a choisi l'offensive en multipliant les interviews à *Forbes*, et jusqu'à *Bloomberg*, pour faire passer le message : "La France est de retour." Ça a follement bien marché. La France a supplanté

l'Allemagne et le Royaume-Uni en matière d'investissements étrangers.

Le problème est que l'astuce consistant à utiliser la presse internationale pour promouvoir les intérêts français fonctionne moins bien en politique étrangère. À l'instar du général de Gaulle durant son règne, Macron voudrait que la France concoure dans la catégorie au-dessus et que la planète tout entière parle de ses idées, présentées à l'occasion de discours "courageux" et soigneusement mis en scène. À l'époque, la presse étrangère se délectait des conférences de presse de De Gaulle – des performances divertissantes et provocatrices qui méritent encore le coup d'œil aujourd'hui. À l'image de son prédécesseur, Macron veille à toujours distiller quelques juteux commentaires générateurs de clics.

Flegme. Mais en dépit de toute cette attention, les visions, souvent interchangeable, de ces deux présidents – qu'il s'agisse d'une nouvelle configuration pour la sécurité européenne, incluant la Russie, ou l'ébauche d'une alliance de nations non alignées pour prévenir la guerre froide ou son retour – ont essuyé revers après revers. Et, chaque fois que la presse étrangère écrit sur l'incapacité de Macron à remodeler le monde un peu plus à l'image de la France, Paris se dit victime du dénigrement – le *french bashing* – des médias anglo-saxons.

Si vous voulez que la presse vous tresse des lauriers le lundi, soyez prêt à ce qu'elle vous agonisse le lendemain. Cela reste peut-être préférable à l'indifférence.

—Joseph de Weck

Publié le 12 octobre 2021

SOURCE



INTERNATIONALE POLITIK QUARTERLY

Berlin, Allemagne

Trimestriel

ip-quarterly.com/en

Internationale Politik Quarterly

(IPQ) est l'édition anglaise

d'Internationale Politik (IP),

la revue allemande "pour une

pensée globale" comparable

à *Foreign Affairs*, aux États-Unis,

qui offre une vision berlinoise

des affaires étrangères. IPQ

est publiée quatre fois par an,

en janvier, avril, juillet et octobre.

VIVA
TECHNOLOGY

LE PLUS GRAND ÉVÈNEMENT STARTUP
& TECH EN EUROPE

15-18
JUIN
PARIS

IT'S FASTER HERE*

LES STARTUPS ET LES INNOVATIONS DE DEMAIN SONT À VIVATECH
POUR METTRE LES SOLUTIONS AU SERVICE
DES GRANDS ENJEUX DE NOTRE SOCIÉTÉ

RENDEZ-VOUS SUR [VIVATECHNOLOGY.COM](https://vivatech.com)

*ça va plus vite ici

Économisez jusqu'à 25 % sur l'achat de votre ticket
(Offre spéciale jusqu'au 10 mai 2022 inclus)

CO-ORGANISATEURS



africanews.

euronews.



L'EQUIPE

THE WALL STREET JOURNAL.
Read ambitiously

webedia.





afrique

Afrique du Sud.

Sur les traces polaires de l'“Endurance”

Piégé dans les glaces de l'Antarctique avant de sombrer en 1915, le voilier d'exception l'Endurance continue de fasciner. Une expédition scientifique vient de localiser l'épave et en explore les derniers secrets.



—Daily Maverick (extraits)
Johannesburg

À bout de six jours de tempête, la banquise a fini par piéger l'Endurance. Elle l'a gardé prisonnier pendant dix mois, l'emportant dans sa dérive. À bord du vaisseau se trouvaient Ernest Shackleton et un équipage de 27 hommes. L'hiver sombre et froid de l'Antarctique est arrivé, et la glace a refermé ses mâchoires sur les flancs du navire jusqu'à fissurer sa charpente. Les hommes entendaient le navire souffrir. “Il gémissait comme un animal blessé”, a raconté Frank Hurley, le photographe de l'expédition. Le 21 novembre 1915, l'Endurance a cédé sous la pression de la banquise, avant de sombrer dans les profondeurs de la mer de Weddell.

Les hommes avaient déchargé tout ce qu'ils pouvaient, y compris trois canots de sauvetage. Hurley a immortalisé tout le voyage et les dernières heures de l'Endurance sur des plaques photographiques en verre qui ont survécu. “Nous avons été contraints d'abandonner le navire, qui est écrasé au-delà de tout espoir de redressement, nota Shackleton dans son journal de bord. Mais nous sommes vivants et en bonne santé, et nous avons des provisions et des équipements pour la tâche qui nous attend : rejoindre la terre ferme avec tous les membres de l'expédition. Il est difficile d'écrire ce que je ressens.”

Beaucoup a été écrit sur la périlleuse odyssée des 28 hommes. Ils ont halé leurs lourds canots de sauvetage pendant des jours jusqu'à l'île de l'Éléphant. Une fois arrivés,

Shackleton et cinq membres de l'équipage ont pris place à bord de l'un de ces canots pour rallier l'île de Géorgie du Sud. L'explorateur britannique et deux hommes ont ensuite traversé des montagnes couvertes de neige jusqu'à la station baleinière de Stromness, où ils ont pu donner l'alerte et demander de l'aide. Ceux restés sur l'île de l'Éléphant furent secourus le 30 août 1916.

Shackleton n'a jamais atteint le pôle Sud mais il est devenu plus célèbre que Robert Falcon Scott parce qu'il n'a pas abandonné

Façonné en 1912, il possédait un moteur à vapeur et résistait à la compression de la glace.

son équipage et a gardé tous ses hommes en vie. L'Endurance, lui, est resté englouti dans les eaux de l'histoire pendant plus d'un siècle.

Jusqu'au jour où les membres de l'expédition Endurance 22, dirigée par le géographe John Shears, l'ont vu réapparaître. Ce voilier perdu dans les eaux les plus froides de la planète figurait parmi les plus célèbres épaves n'ayant pas été retrouvées. Le message diffusé le 5 mars dernier depuis le brise-glace sud-africain Agulhas II était simple et électrisant : “Nous avons le plaisir de confirmer que l'Endurance a été retrouvé à 3008 mètres de profondeur dans la mer de Weddell. Il se trouve dans la zone de recherches définie par l'équipe de l'expédition avant son départ du Cap et à environ 4 miles [6,4 kilomètres] au sud de la position relevée par le capitaine de l'Endurance, [Frank] Worsley.”

Le navire a été localisé par un Saab Sabertooth, un extraordinaire robot sous-marin autonome mis à l'eau depuis l'Agulhas. Ces engins peuvent atteindre des sites situés jusqu'à 160 kilomètres de l'endroit où ils sont lancés et revenir avec des photos, des vidéos et des données. Cela permet aux scientifiques d'étudier une épave même si la glace les empêche d'y accéder. Le scanner laser du Sabertooth va maintenant explorer l'Endurance afin d'obtenir un modèle 3D et des photographies haute résolution de l'épave et de son champ de débris. Cela permettra de prospecter le bateau, ses aménagements, ses équipements et son contenu avec un niveau de précision comparable à celui de fouilles archéologiques sur terre. Pour les scientifiques, c'est un trésor aussi fabuleux qu'une photo de la Lune.

L'Endurance, un superbe trois-mâts goélette de 43,9 mètres de long et 7,6 mètres de large, a été construit en 1912 à Sandefjord, en Norvège. Le maître charpentier qui a supervisé le chantier, Christian Jacobsen, employait uniquement des ouvriers qui avaient d'excellentes compétences en construction navale et étaient aussi des marins expérimentés. Chaque étape de la construction a été scrupuleusement planifiée pour que le bateau ait la plus longue vie possible. Chaque joint, chaque raccord a été hautement renforcé pour assurer le maximum de résistance, un détail qui a permis au navire

de survivre dix mois à l'étroitesse des glaces de l'Antarctique.

Lorsqu'il a été lancé, il a été baptisé Polaris. C'était le bateau en bois le plus solide jamais construit, à l'exception peut-être du Fram, le navire utilisé par Fridtjof Nansen et plus tard par Roald Amundsen, le premier homme à atteindre le pôle Sud. Il possédait un moteur à vapeur, résistait à la compression de la glace et était initialement destiné à emmener des petits groupes de touristes et de chasseurs d'ours en croisière de luxe dans l'Arctique. Les passagers avaient à leur disposition dix cabines, une salle à

L'Endurance, à la coque épaisse mais en V, n'a pu échapper à l'enserrement écrasant des glaces.

manger et une cuisine spacieuses, un fumoir, une chambre noire pour développer leurs photographies, un éclairage électrique et même une petite salle de bains.

Lorsque son premier propriétaire a eu des difficultés financières, Shackleton lui a acheté le navire. Il a démonté les cabines pour avoir davantage d'espace de stockage et l'a fait repeindre en noir pour qu'il soit visible dans des conditions polaires. Puis il l'a rebaptisé Endurance. Mais le sort du bateau montre qu'il avait un défaut fatal. Le Fram avait une coque arrondie : lorsqu'elle était soumise à une pression, elle bougeait vers le haut et l'extérieur. Le bâtiment résistait donc bien à l'étau de la banquise. L'Endurance, en revanche, avait été doté d'une coque très épaisse pour pouvoir avancer dans la glace par “ramming” [comme un bélier, avec des coups de boutoir]. Mais elle avait une forme en V et pouvait donc difficilement échapper à l'écrasement. C'est ce qui a causé sa perte.

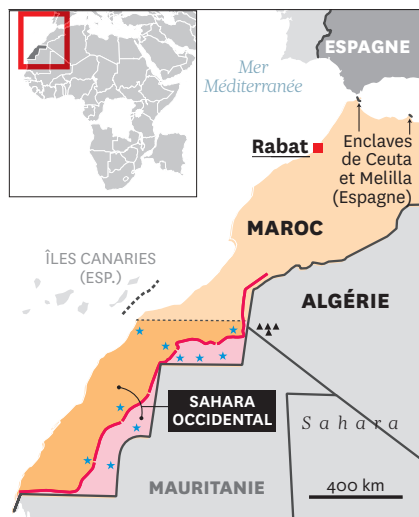
“Nous sommes très émus d'avoir localisé et capturé des images de l'Endurance, a déclaré le directeur de l'expédition, Mensun Bound. C'est la plus belle épave en bois que j'aie jamais vue. Elle est bien droite, majestueuse sur le fond marin, intacte et dans un fantastique état de préservation. On peut même lire son nom, Endurance, inscrit en arc de cercle sur la poupe.”

—Don Pinnock
Publié le 10 mars

SAHARA OCCIDENTAL

L'Espagne sort de sa neutralité

Dans un revirement inattendu, Madrid reconnaît que son ancienne colonie est bien sous l'autorité du Maroc.



Partie du Sahara occidental contrôlée par :
 le Maroc (orange) le Front Polisario (rose)
 Mur de défense marocain (rouge) Forces de l'ONU* (bleu)
 Camps de réfugiés sahraouis (triangle noir)

sous l'autorité de Rabat et jouit de prérogatives très limitées. L'Espagne renonce à affirmer le droit à l'autodétermination du Sahara, cède aux exigences marocaines et ratifie l'occupation de ce territoire par le royaume chérifien.

Le plan marocain, élaboré en 2007, gagnait du terrain depuis quelque temps déjà. Le grand coup de pouce initial a été donné par la reconnaissance, par Donald Trump [en décembre 2020], de la souveraineté du Maroc sur le territoire ; le gouvernement Biden n'est pas revenu sur cette décision et a même, il y a quelques jours, renouvelé son soutien au "plan d'autonomie" qui doit être mis en œuvre sous le contrôle de l'ONU.

Avec sa volte-face, l'Espagne part du principe que ce ralliement à Rabat clôt le contentieux autour de Ceuta et Melilla [enclaves soumises à l'administration espagnole sur le territoire marocain] et entérine la collaboration entre les deux pays sur la question de l'immigration.

Ce revirement étonne d'autant plus que, dans son dernier programme électoral, le PSOE [Parti socialiste ouvrier espagnol] de Pedro Sánchez avait inscrit la reconnaissance du droit à l'autodétermination des Sahraouis.

La manœuvre est risquée : les relations avec l'Algérie pourraient en pâtir, et ce à un moment délicat. Alger a rompu ses relations avec Rabat en août, appuie sans ambiguïté le Front Polisario et fournit à Madrid 47 % de sa consommation en gaz.

Le ministre des Affaires étrangères espagnol, José Manuel Albares, assure que la relation bilatérale reste inchangée, et Pedro Sánchez juge que l'approvisionnement en gaz n'est pas remis en cause.

L'Algérie ne cache pas sa colère devant le "brusque revirement" de l'Espagne, mais on ignore encore si elle ira jusqu'à fermer le robinet de gaz, au moment même où le refus du gaz russe par l'UE pourrait se révéler particulièrement lucratif pour Alger.

Le gouvernement [espagnol] est aussi pris dans la tempête. Le parti de la coalition, Unidas Podemos, qui n'avait pas été informé au préalable, rejette cette concession à Rabat et réclame un référendum pour le Sahara.

La guerre en Ukraine a précipité la recherche de solutions de remplacement à l'approvisionnement européen en gaz depuis l'Algérie, et l'Espagne est un pays de transit clé. Le nouvel ordre européen lorgne le Sud, et, dans ce contexte, le gouvernement espagnol est apparemment décidé à stabiliser son flanc méridional en rétablissant des relations diplomatiques apaisées avec le Maroc, principal partenaire commercial de l'Espagne, à se rapprocher des États-Unis et à jouer un rôle décisif dans le futur approvisionnement énergétique de l'Europe.—

Publié le 21 mars

Une "révolution copernicienne"

En apportant son soutien à la position marocaine, l'Espagne a provoqué la colère de l'Algérie.

C'est une annonce qui ouvre la porte à une crise diplomatique avec l'Algérie. Madrid a en effet décidé d'apporter son soutien à la position marocaine concernant le statut du Sahara occidental, territoire qualifié de "non autonome" par l'ONU. **El País** revient sur ce plan marocain qui défend une autonomie du territoire sahraoui sous la souveraineté de Rabat. Une position que refusent les indépendantistes du Polisario, soutenus par l'Algérie, qui réclament un référendum d'autodétermination. Madrid qualifie désormais le plan de Rabat de "base la plus sérieuse, réaliste et crédible".

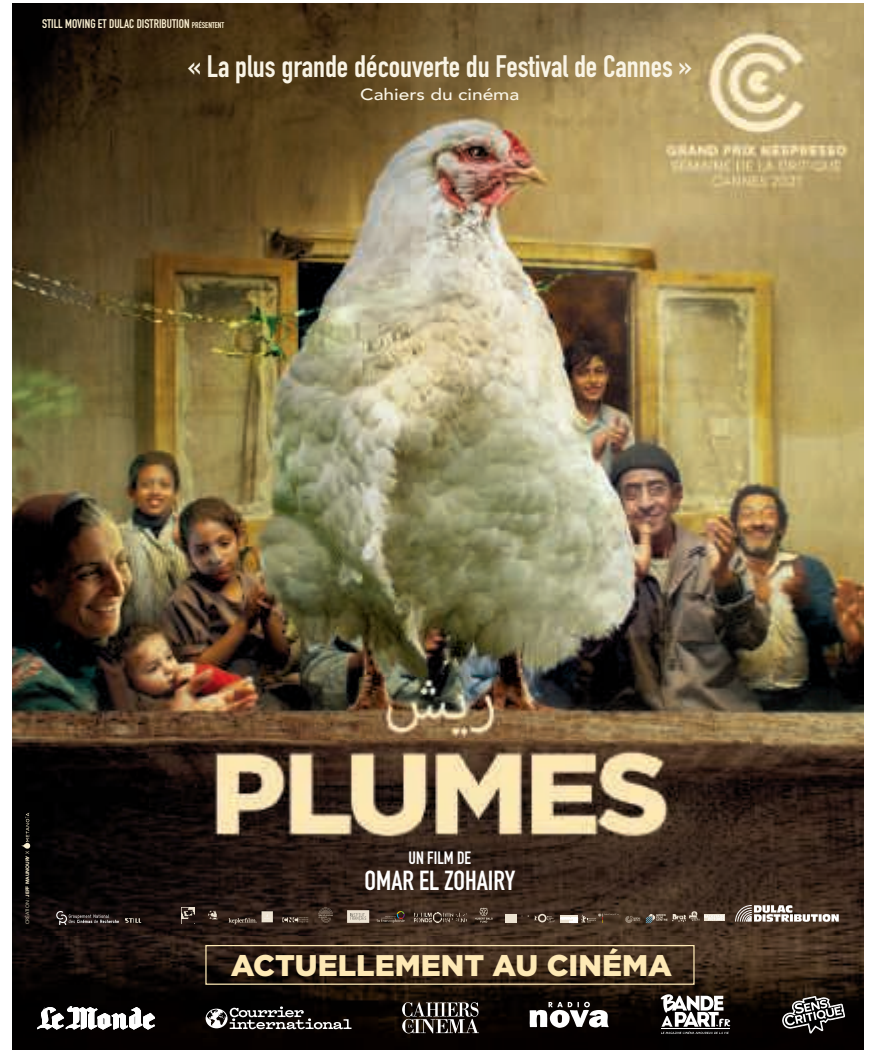
Du côté algérien, cette prise de position espagnole a provoqué, poursuit *El País*, le rappel de l'ambassadeur algérien. La presse algérienne voit dans ce

revirement la conséquence de la pression migratoire qu'aurait fait peser Rabat sur Madrid. Un "chantage élevé au rang d'arme diplomatique" affirme **Tout sur l'Algérie (TSA)**.

Pour la presse marocaine, le satisfecit est total. Le site marocain **Le360** évoque "un tournant historique", notant que "l'Espagne n'avait jamais pris position en faveur du plan d'autonomie pour résoudre le conflit du Sahara".

Mais, en Espagne, des voix s'élèvent pour interroger les conséquences énergétiques de cette "révolution copernicienne", selon le mot de **La Razon**, qui rappelle qu'en 2021 l'Algérie a fourni 43 % du gaz consommé en Espagne, ce qui inquiète *El País*, dans un contexte de flambée des prix énergétiques.

—*Courrier International*



trans-
versales.

économie



Faut-il craindre un choc Poutine équivalent au choc pétrolier ?



FOCUS

Énergie. L'invasion de l'Ukraine a précipité le monde dans la crise. Mais l'envolée des prix des matières premières n'est pas aussi grave que dans les années 1970, estime le Prix Nobel d'économie Paul Krugman.

—The New York Times New York

Quand Vladimir Poutine a envahi l'Ukraine, nul doute que beaucoup s'attendaient à ce qu'il réussisse son coup. Bien sûr, la puissante armée russe prendrait Kiev et les autres grandes villes ukrainiennes en quelques jours ; l'Occident réagirait avec son habituelle timidité et se contenterait d'infliger une petite tape sur les doigts à la Russie.

Mais voilà, deux semaines après le 24 février, Kiev et Kharkiv tiennent encore et les forces russes sont ralenties par une féroce résistance ukrainienne (aidée par l'afflux immédiat d'armes occidentales) et des problèmes logistiques calamiteux. Dans le même temps, les sanctions occidentales contre l'économie russe entraînent manifestation des

répercussions radicales et seront peut-être intensifiées [elles ont notamment été renforcées le 11 mars, la Russie ayant été exclue du régime de réciprocité régissant le commerce mondial par le G7, l'UE et les États-Unis].

Pas catastrophique. La conjoncture pourrait bien sûr changer : les forces russes sont susceptibles de se ressaisir et de reprendre l'offensive ; des gouvernements occidentaux timorés pourraient lever certaines sanctions. Pour l'instant, Poutine est toutefois confronté à des conséquences bien pires qu'il aurait pu l'imaginer.

Malheureusement, tenir tête à l'agresseur a un coût. Les événements en Ukraine et en Russie, en tout cas, vont sérieusement peser sur l'économie mondiale. La question est de savoir à quel point.

Ma première hypothèse est que ce sera grave, mais pas catastrophique. Plus précisément, le choc Poutine ne devrait pas être aussi violent que les chocs pétroliers qui ont secoué l'économie mondiale dans les années 1970.

Comme dans les années 1970, le coup porté à l'économie internationale vient des prix des matières premières. La Russie est une grande exportatrice de pétrole et de gaz naturel ; la Russie et l'Ukraine sont – ou étaient – de grandes exportatrices de blé. La guerre a donc des répercussions brutales sur les cours de l'énergie et de l'alimentation.

Commençons par l'énergie. Pour l'instant, les sanctions mises en œuvre par l'Europe contre la Russie ne concernent pas – on s'en est tous aperçu – les exportations pétrolières et gazières. Les États-Unis

↳ Pétrole. Crise.

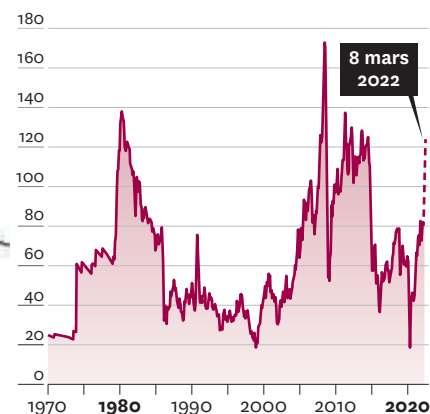
Dessin de Tiounine paru dans Kommersant, Moscou.

ont interdit les importations russes de pétrole, mais ça n'aura guère d'incidence, car les États-Unis peuvent acheter ailleurs et la Russie peut vendre ailleurs. Les marchés réagissent néanmoins comme si l'offre allait être perturbée par de futures sanctions ou parce que les multinationales de l'énergie, craignant des critiques de l'opinion publique, "autosanctionnent" leurs achats de brut russe. Shell, qui a récemment acheté du pétrole russe au rabais, a présenté depuis des excuses.

Par conséquent, le prix réel du pétrole corrigé de l'inflation a quasiment atteint son niveau de 1979, lors de la révolution islamique en Iran [voir ci-dessous].

Les chocs pétroliers

Prix du pétrole brut corrigé de l'inflation, en dollars de 2022

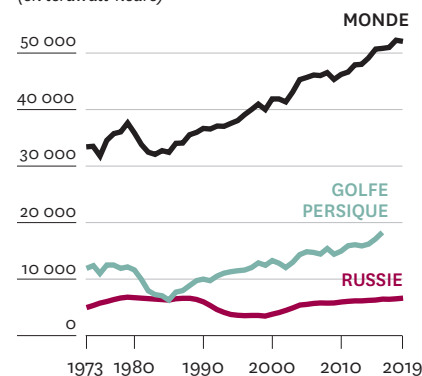


SOURCES : FRED, BLOOMBERG, BANQUE FÉDÉRALE DE RÉSERVE DE SAINT-LOUIS, BLS

Honnêtement, je suis un peu perplexe devant l'ampleur de cette flambée des prix. Certes, la Russie est un grand producteur de pétrole, mais elle ne représente que 11 % de la production à l'échelle mondiale, alors que les producteurs du Golfe persique exploitaient un tiers du pétrole mondial dans les années 1970 [voir ci-dessous].

La Russie n'est pas le Golfe

Production de pétrole (en térawatt-heure)



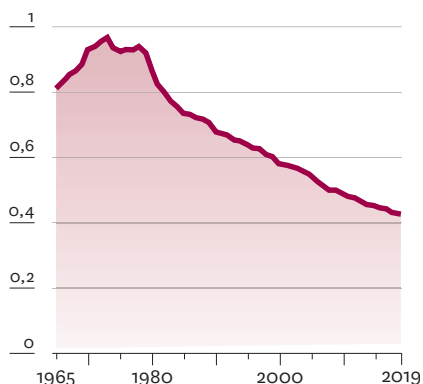
SOURCES : OUR WORLD IN DATA, BP STATISTICAL REVIEW OF WORLD ENERGY ; SHIFT PROJECT

Et la Russie va probablement trouver le moyen de vendre un volume considérable de son pétrole en dépit des sanctions occidentales.

De plus, l'économie mondiale est bien moins dépendante du pétrole qu'autrefois. L'"intensité" pétrolière, soit le nombre de barils consommés par dollar réel de produit intérieur brut [généralement exprimée en tonnes équivalent pétrole], a été divisée par deux depuis les années 1970 [voir ci-dessous].

Baisse de la consommation de pétrole

Intensité pétrolière
(nombre de barils pour 1 000 dollars de PIB en prix de 2015)

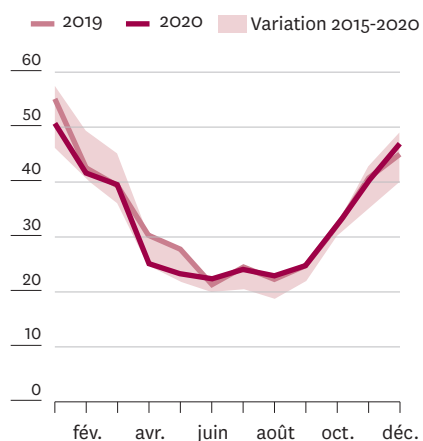


SOURCE : COLUMBIA CENTER ON GLOBAL ENERGY POLICY

Qu'en est-il du gaz naturel ? L'Europe est très dépendante de la Russie sur ce point, mais la demande est aussi très saisonnière. C'est pourquoi l'impact du bouleversement russe ne sera brutal que plus tard en 2022, ce qui donne à l'Europe le temps de s'organiser pour atténuer sa vulnérabilité [voir ci-dessous].

Le gaz, une consommation saisonnière

Consommation de gaz dans l'UE
(en milliards de mètres cubes)



SOURCE : COMMISSION EUROPÉENNE

Dans l'ensemble, la crise énergétique créée par Poutine sera grave, mais probablement pas catastrophique. Ma principale préoccupation, pour les États-Unis du moins, est politique. Il est impossible que les républicains exigent l'arrêt des importations pétrolières russes et s'en prennent simultanément à Joe Biden à cause du prix de l'essence. Impossible, dites-vous ? [Pourtant,] c'est exactement ce qui est sur le point de se passer.

Vie politique mise à part, l'alimentation risque d'être bien plus problématique que l'énergie. Avant la guerre de Poutine, la Russie et l'Ukraine totalisaient plus d'un quart des exportations mondiales de blé. Aujourd'hui, la Russie est sous le coup de sanctions et l'Ukraine est un champ de bataille. Rien d'étonnant à ce que le cours du blé soit passé d'environ 8 dollars le boisseau [environ 25 kilos] avant que Poutine amasse son armée autour de l'Ukraine à environ 13 dollars aujourd'hui [au 16 mars, il est redescendu à 11 dollars].

Les plus pauvres exposés. Dans les régions riches, cette flambée des prix sera douloureuse mais, globalement, tolérable, simplement parce que les consommateurs des pays développés consacrent un pourcentage relativement faible de leurs revenus à l'alimentation. Dans les pays plus pauvres, où la nourriture représente une part considérable du budget familial, le choc sera bien plus violent.

Enfin, quel sera l'impact de la guerre en Ukraine sur la politique économique ? La forte hausse des prix du pétrole et de l'alimentation fera grimper l'inflation. La Fed [la banque centrale américaine] réagira-t-elle en augmentant les taux d'intérêt, ce qui pourrait freiner la croissance économique ?

Probablement pas. La Fed se concentre depuis longtemps non sur l'inflation "globale" [mesurée par l'indice général des prix à la consommation], mais plutôt sur l'inflation "de base", qui exclut les prix volatils de l'énergie et de l'alimentation. C'est pourquoi le choc Poutine est exactement le genre d'événement que la Fed devrait logiquement ignorer. Et quoi qu'il en soit, les investisseurs semblent d'avis qu'elle s'en tiendra effectivement là : les prévisions du marché concernant la politique de la Fed au cours des prochains mois ne semblent pas avoir changé du tout. [Le 16 mars, la Fed a décidé une hausse de son taux directeur de 0,25 point, pour lutter contre l'inflation, une première depuis 2018.]

Dans l'ensemble, le choc russe infligé à l'économie mondiale sera méchant, mais probablement pas si méchant que ça. Si Poutine s'imagine qu'il peut prendre en otage le monde entier, c'est une fois de plus un mauvais calcul de sa part.

—Paul Krugman
Publié le 8 mars

Comment l'Occident a berné les Arabes

La guerre en Ukraine révèle la centralité des hydrocarbures dans l'économie. Pourtant, depuis cinquante ans, l'Occident s'est évertué à convaincre les pays arabes que la pression de "l'arme pétrolière" n'existait pas, dénonce ce site panarabe.

—Rai Al-Youm Londres

A lors que nous suivons la campagne militaire russe en Ukraine, avec ses répercussions géopolitiques, économiques et sociales, ainsi que les sanctions occidentales contre la Russie, une des questions qui retient l'attention du monde entier est celle de l'énergie.

Le président américain Joe Biden essaie d'imposer un boycott du pétrole et du gaz russes, dont il a interdit les importations aux États-Unis. Les Européens hésitent à prendre une telle mesure, qui aurait des conséquences économiques, sociales et environnementales beaucoup plus directes pour le Vieux Continent, qui dépend de la Russie pour ses importations énergétiques.

Volte-face. Le paradoxe, c'est que depuis des décennies, l'Occident avait fait croire que les hydrocarbures n'avaient plus la même importance stratégique que dans le passé. Américains, Britanniques, Allemands, Français et Italiens avaient réussi à convaincre les pays arabes producteurs qu'ils pouvaient désormais s'en

passer sans grande difficulté. En 1973, les Arabes avaient utilisé le pétrole comme une arme dans la guerre d'octobre [aussi connue comme "guerre du Kippour", entre Israël et plusieurs pays arabes]. Le roi saoudien Fayçal ben Abdelaziz Al-Saoud, en coordination avec d'autres pays arabes, avait alors décidé de ne plus approvisionner les pays qui soutenaient Israël et restaient insensibles au droit des

Palestiniens d'établir un État avec Jérusalem comme capitale.

Cette décision courageuse avait provoqué des réactions surprenantes de la part des pays occidentaux, qui ont soudainement accordé de l'importance aux positions arabes et reconnu, au moins sur le principe, les revendications des Palestiniens.

Cette arme du pétrole a fait de la question énergétique une priorité pour les Occidentaux, Américains en tête. Ceux-ci ont alors commencé à financer des recherches pour développer des alternatives au pétrole et au gaz.

Ils ont également réduit leur dépendance au charbon, dont de grandes quantités sont toujours disponibles dans plusieurs → 40



OPINION



↳ Dessin de Ramsés,
Cuba.

39 ← pays européens tels que la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la Pologne.

En revanche, ils ont nullement réduit leur dépendance au pétrole et au gaz. Au contraire, ils n'auraient pas connu leur développement économique s'il n'y avait pas eu de pétrole et de gaz en provenance, entre autres, des pays arabes.

Malgré cela, ces pays ont fait croire que l'utilisation de l'arme du pétrole n'allait plus avoir d'efficacité stratégique dans un

Les pays arabes doivent comprendre qu'ils disposent d'un levier redoutable.

éventuel conflit à venir. Et malheureusement, les gouvernements arabes ont fini par avaler ce mensonge. Victimes de la ruse occidentale, ils se sont laissé convaincre que leur pétrole et leur gaz étaient une marchandise comme une autre, à vendre selon les lois de l'offre et de la demande dictées par les marchés occidentaux.

Plus d'une fois, des affrontements des Palestiniens ou de pays arabes avec Israël auraient pu offrir l'occasion aux Arabes de se servir de l'arme du pétrole. Mais au lieu de contrer l'arrogance d'Israël et de ses alliés occidentaux, les gouvernements arabes sont restés les bras croisés.

Et voilà que la guerre en Ukraine dévoile au grand jour la réalité et montre à quel point cette question reste sensible pour l'Occident, qui a besoin de ces ressources pour chauffer ses foyers, faire rouler voitures et trains et faire fonctionner ses usines et l'agriculture. On a donc la confirmation que le pétrole est toujours le sang qui irrigue l'économie occidentale.

Par leur crédulité vis-à-vis de l'Occident, les Arabes se sont privés, depuis de longues années, d'une arme précieuse. Le temps est peut-être venu pour eux de corriger les erreurs du passé. Il s'agit de comprendre qu'ils disposent d'un levier redoutable. Ce ne sont pas des armes biologiques, chimiques ou nucléaires, mais une arme légitime que Dieu a mise à la disposition des Arabes et des musulmans pour qu'ils en profitent dans leur confrontation avec les pays occidentaux, qui sont égoïstes et ne s'intéressent qu'à leurs propres intérêts, quitte à envoyer les autres au diable.

Le pétrole est peut-être une ressource en voie d'épuisement, mais la demande continuera d'être élevée. L'Occident aime à parler des sources alternatives, mais celles-ci ne sont en réalité pas encore opérationnelles. Est-ce que les choses vont changer avec la guerre en Ukraine ? En tous cas l'Occident a bien ri de nous, mais rira bien qui rira le dernier.

—Hacene Zitouni
Publié le 12 mars



Les montagnes russes de l'or noir

Les cours du pétrole sont des plus volatils. Après un pic à 140 dollars le 8 mars, le baril de Brent est redescendu autour de 100 dollars. Quelles conséquences sur l'économie mondiale ?

Choc pétrolier ou pas ? La question est déjà obsolète car le choc est là, significatif et du même ordre que le deuxième qui a marqué la fin des années 1970",

explique au **Temps** un banquier suisse. La guerre en Ukraine a provoqué une "explosion des prix du pétrole", dont l'onde de choc commence à se faire sentir dans le monde entier.

Depuis le 24 février, les cours du baril de Brent fluctuent au rythme des nouvelles

de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'un des premiers producteurs d'hydrocarbures dans le monde. "Dire que les prix du pétrole ont été volatils ces derniers jours

serait un euphémisme", notent des analystes du cabinet Morgan Stanley dans **Bloomberg**. Le baril de Brent a atteint

près de 140 dollars le 8 mars, son plus haut niveau depuis treize ans, avant de refluer, le 15 mars, sous la barre des 100 dollars. Les deux jours suivants, la résurgence

de Covid-19 en Chine et les mesures de confinement ont encore joué sur les cours. "L'évolution rapide de la guerre en Ukraine et les sanctions qui s'ensuivent à l'encontre de la Russie entraînent de fortes fluctuations sur le marché", explique le média économique américain. À cette situation s'ajoute le boycott des approvisionnements en pétrole russe.

L'Agence internationale de l'énergie (AIE), peu coutumière des prévisions alarmistes, comme le souligne le **Financial Times**, estime que, à partir d'avril, "la production de pétrole russe pourrait chuter de 3 millions de barils par jour, soit 3 % du marché mondial, à mesure que les sanctions se font sentir et que les acheteurs boudent l'offre du pays". Les exportations russes reculeraient de 2,5 millions de barils par jour, "ce qui signifie qu'un 'choc mondial de l'offre de pétrole' est désormais plausible".

Effet papillon. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) est elle aussi sortie de sa réserve le 15 mars, en déclarant que "l'invasion de l'Ukraine par la Russie est susceptible de porter un coup sévère à l'économie mondiale, ce qui pourrait peser sur la demande de pétrole", relève le **Wall Street Journal**. Le cartel, dans son rapport mensuel, ne prend pas la peine de revoir ses prévisions de demande et d'offre ou de croissance, "l'évolution rapide et incertaine affectant sa capacité à prévoir avec précision les conséquences profondes du conflit sur les marchés énergétiques mondiaux". N'empêche, l'organisation "a affirmé sans équivoque que l'impact de la guerre sur la croissance économique mondiale serait douloureux". Le quotidien américain y voit un signe supplémentaire "de la manière dont la guerre en Ukraine perturbe le fonctionnement normal des marchés des matières premières".

La hausse des prix n'est pas mauvaise pour tout le monde. En premier lieu pour les plus gros producteurs, tels que l'Arabie Saoudite, dont la moitié du PIB vient du pétrole et du gaz, ou l'Irak, dont le budget est financé à 85 % par la manne pétrolière. La flambée des prix de l'or noir est aussi "un coup de pouce pour le secteur de l'énergie aux États-Unis".

Autre signe que les aléas du pétrole à la suite de l'invasion de l'Ukraine font bouger les lignes, l'Arabie Saoudite "envisage" de faire payer son pétrole à la Chine en yuans plutôt qu'en dollars, révélait le **Wall Street Journal** le 15 mars. Riyad signifie ainsi son "mécontentement grandissant" à l'égard de Washington. La Chine achète "plus de 25 % du pétrole que l'Arabie Saoudite exporte". Fixer les échanges en yuans "renforcera la position de la monnaie chinoise" dans le monde. Ce qui constituerait une nouvelle "profonde rupture". L'effet papillon de l'invasion en Ukraine.

—Courrier international



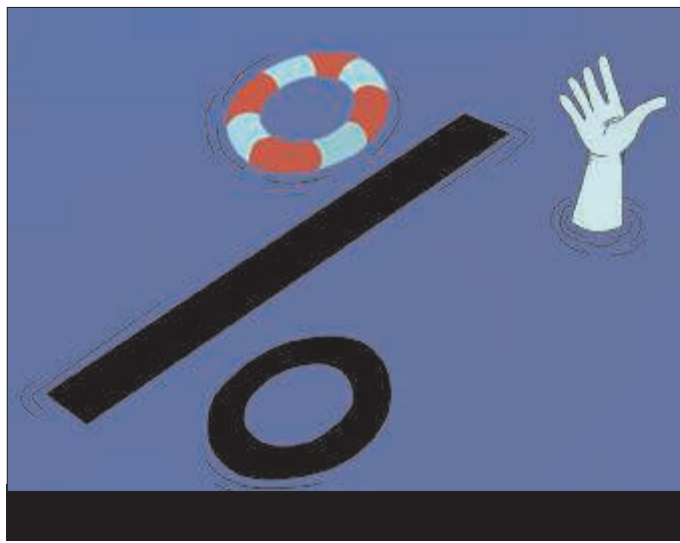
Revue
de presse

ÉCONOMIE



P&O vire 800 marins par visioconférence

Travail. La compagnie de ferrys veut remplacer ses équipages par des intérimaires. La manœuvre est d'une violence rarement vue depuis les années 1980, assure la presse britannique.



J'ai vu des gaillards pleurer, lâche un employé qui a trente ans d'ancienneté au **Guardian**. On est traités de manière épouvantable." Le 17 mars, le ciel de la Manche est tombé sur la tête de 800 membres d'équipage de P&O Ferries, au Royaume-Uni. En fin de matinée, la direction de la compagnie, dont les navires assurent notamment les liaisons Douvres-Calais et Grande-Bretagne-Irlande, a rappelé l'intégralité de sa flotte au port. Motif : "Une annonce importante."

Réunis autour de téléphones portables, les employés ont purement et simplement assisté, impuissants, à leur licenciement immédiat. "Je suis désolé de vous informer que votre contrat prend fin sans délai... Votre dernier jour de travail est aujourd'hui", leur a expliqué par visioconférence un "manager en costume", relate le **Financial Times**. "Lisant soigneusement le communiqué posé devant lui", l'homme a cité les pertes importantes, à hauteur de 100 millions de livres (118 millions d'euros), enregistrées sur l'année écoulée. Une seule solution pour redresser la barre, selon



REVUE DE PRESSE

l'entreprise : remplacer l'intégralité des membres d'équipage par des intérimaires, moins bien payés. En cinq minutes, poursuit le quotidien économique, la messe était dite. Juste le temps de "promettre une enveloppe de départ plus importante si les salariés signaient immédiatement".

Au pied des bateaux, les intérimaires attendaient déjà, prêts à prendre la relève. À Hull, dans le nord-est de l'Angleterre, "deux cars de travailleurs lettons ont été aperçus aux abords de la zone portuaire", précise **The Times**. Surtout, la compagnie a engagé des agents de sécurité "surentraînés" chargés de débarquer d'éventuels récalcitrants. "Le principal syndicat du secteur des transports, RMT, a appelé les travailleurs à rester sur leur bateau", développe **The Daily Telegraph**. Le capitaine d'une des embarcations a même relevé la passerelle. Le face-à-face a duré une bonne partie de l'après-midi, jusqu'à ce que la direction accepte de transmettre certains documents aux syndicats. En début de soirée, les ferrys étaient vidés de leurs équipages."

Dans les colonnes de la presse britannique, la colère se mêle à la stupeur. "Trahison !" s'emporte

↳ Dessin d'Ajubel paru dans **El Mundo**, Madrid.

le tabloïd conservateur **Daily Express**, en une de son édition du 18 mars. Même ton dans le **Daily Mirror** : "L'entreprise, propriété de la holding de Dubaï DP World [depuis 2019], a touché des millions de livres d'argent public pendant la pandémie et se permet désormais de traîner ses travailleurs dans la boue", siffle le quotidien de gauche. D'après **The Guardian**, la manœuvre serait d'ailleurs illégale, "puisque toute entreprise souhaitant se séparer d'au moins 100 salariés doit signifier son intention au moins quarante-cinq jours avant la date prévue, le temps de mener des consultations".

Leurre. P&O Ferries vient ainsi briser une "trêve relative" entre "le capital et le travail", constate le **Financial Times**. "Ces pratiques n'ont plus été vues" depuis l'ère Thatcher, "lorsque le magnat des médias Rupert Murdoch a déménagé, en 1986, les imprimeries de Fleet Street", artère flanquée de sièges de journaux dans le cœur de Londres, "afin de briser le pouvoir des syndicats". Une analogie reprise par plusieurs titres de presse, outre-Manche. Et de manière positive, chez certains : "Certes, le procédé est d'une violence inouïe, mais si cette décision peut servir à casser l'élan du RMT, syndicat ultra-militant qui refuse de voir que la donne a changé depuis la pandémie, alors cette décision pourrait être utile pour l'avenir", analyse **The Daily Telegraph**, principal journal conservateur. Cette île a besoin d'un service de ferrys rentable."

De son côté, l'hebdomadaire **New Statesman** souligne une certaine ironie. "Les pro-Brexit nous ont répété à l'envi que la sortie de l'Union européenne permettrait de mettre fin au recours aux travailleurs étrangers mal payés et d'augmenter les salaires des Britanniques, rappelle la publication de gauche. On voit désormais que cet argument était un leurre."

À Douvres, la nouvelle a "choqué les habitants, note la **BBC**. Ici tout le monde connaît quelqu'un qui travaille sur les ferrys." Downing Street a aussi fait part de son indignation : "Nous cherchons en urgence à comprendre les intentions de la compagnie, a déclaré un porte-parole du Premier ministre, Boris Johnson. Nous n'approuvons pas du tout le principe de licencier pour réembaucher après."

—**Courrier international**

LA LETTRE TECH



Tous les quinze jours, l'actualité de la Silicon Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

Bonnes nouvelles des étoiles et des courriels pour la Russie

Au milieu de nos convulsions terrestres, ce moment de grâce aurait pu passer inaperçu. À 2 millions de kilomètres là-haut, le télescope James Webb scintillante 2MASS J17554042 +6551277. Selon **CNN**, le plus puissant télescope jamais expédié dans l'espace pour bientôt fouiller l'atmosphère des exoplanètes et observer les plus anciennes galaxies de l'univers.

Amitié spatiale

Il est comme ça, Dmitri : toujours au bord de la crise de nerfs. Dmitri Rogozine, le chef de Roscosmos, l'agence spatiale russe, a pu prouver sa loyauté au leader suprême Vladimir Poutine en menaçant de rompre la coopération russo-américaine, de retirer ses moteurs qui maintiennent la station spatiale internationale en orbite et l'empêchent de plonger vers la Terre, ou de priver les Américains de l'usage de ses fusées, ce qui les contraindrait à rejoindre le cosmos sur des manches à balai. Malgré ces propos virils et très terre à terre, une insolente zénitude perdue dans la station où les astronautes occidentaux viennent d'accueillir avec force bisous et accolades leurs trois collègues russes. **CBS News** confirme qu'en dépit du conflit Roscosmos assurera comme promis le retour de l'Américain Mark Vande Hei vers le Kazakhstan au terme de sa mission de 355 jours dans l'espace. La Nasa, dans le doute, avait prévu des solutions de remplacement, mais elle promet l'apaisement en rappelant que les deux pays ont continué de travailler ensemble aux pires moments de la guerre froide.

Squad303

Pourra-t-on un jour percer le mur de désinformation, l'écran d'intox qui cache à la population russe la vérité sur la guerre en Ukraine ? Le **Wall Street Journal** décrit une initiative étonnante, lancée par le collectif de hackers polonais Squad303, qui permet à n'importe qui sur la planète d'entrer en contact, par le biais d'un site web spécial (1920.in), avec des inconnus en Russie pour engager la conversation par courriels ou textos et leur proposer une alternative à la propagande du Kremlin. Squad303 a poussé le démarrage à son paroxysme en compilant 20 millions de numéros de téléphone et 140 millions d'adresses e-mail.

Toute personne peut ainsi écrire un message, qui sera expédié par le site à des milliers de personnes choisies au hasard en Russie. Les réponses sont rares ou se réduisent souvent à des bordées d'injures en cyrillique, mais, parfois, des échanges ont lieu, tant bien que mal, à l'aide du traducteur de Google, et ces interlocuteurs découvrent les images terribles des bombardements en Ukraine. Le porte-parole du collectif compare cette campagne à celle de Radio Free Europe au temps de l'Union soviétique. Elle est, en tout cas, ouverte à tous les Russes qui voudraient prendre le risque de s'informer ailleurs, ou font suffisamment confiance à l'Occident pour ne pas y voir une propagande ennemie.—



SUR NOTRE SITE courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **La Lettre tech**.

SCIENCES



Les Britanniques, champions du séquençage

Génétique. Découvertes fortuites, prix Nobel et investissements ont permis au Royaume-Uni d'avoir une longueur d'avance dans le décryptage des gènes.



—The Economist Londres

Trois cent quatre-vingt-quatre génomes baignent dans une fiole pas plus grosse qu'un ongle. Il y a quelques jours, chacun d'entre eux se trouvait encore à l'abri d'une membrane de coronavirus logée dans une cavité nasale, quelque part en Angleterre.

Le contenu de la fiole sera ensuite placé dans une boîte de la taille d'une imprimante, remplie de lasers et de tubes de verre microscopiques. Au cours des vingt-quatre heures suivantes, les composants moléculaires de ces génomes seront séparés puis réassemblés afin de déterminer leur ordre initial. Cet agencement constitue le plan détaillé

de la structure du virus – et détermine s'il cohabitera en paix avec l'homme ou causera des ravages dans la population.

Face à la pandémie, le Royaume-Uni a multiplié les séquençages du virus, à un rythme sans pareil à l'échelle mondiale. Depuis mai 2020, les Britanniques ont assuré plus d'un quart de tous les séquençages du Sars-CoV-2 réalisés dans le monde entier, bien qu'ils n'aient enregistré que 4% des résultats positifs. Les experts du Wellcome Sanger Institute, installé dans la banlieue de Cambridge, séquençent 64 000 génomes de coronavirus chaque semaine.

Les données qu'ils recueillent sont ensuite analysées par leurs voisins de l'Institut européen de bio-informatique (EBI), une

antenne du Laboratoire européen de biologie moléculaire. Puis, la Health Security Agency, une agence de santé publique britannique, utilise leurs conclusions pour suivre l'évolution du virus, interpréter l'évolution du nombre de cas et adapter ses projections. Désormais, le gouvernement souhaite tirer parti de l'expertise gagnée lors de la pandémie pour améliorer les diagnostics et le traitement de diverses maladies.

International. Si le Royaume-Uni a pris une telle avance dans le séquençage du coronavirus, c'est en grande partie grâce à trois scientifiques, James Watson, Francis Crick et Frederick Sanger, qui ont reçu des prix Nobel il y a quelques décennies pour leurs travaux en génétique au sein d'institutions britanniques [en 1962 pour les deux premiers et en 1980 pour Frederick Sanger, qui avait déjà reçu un prix Nobel en 1958 pour ses travaux sur la structure des protéines]. La plupart des procédés sur lesquels repose le séquençage commercial sont d'ailleurs nés outre-Manche.

Un autre facteur a joué un rôle déterminant : la participation du Royaume-Uni à un programme international de séquençage du génome humain lancé dans les années 1990. Le centre Sanger a effectué près d'un tiers des séquençages de ce projet – la plus grosse contribution du consortium, toutes institutions confondues. C'est au début de ce programme que l'EBI s'est installé au Royaume-Uni.

[Le Projet génome humain] a d'abord été financé par l'organisation caritative britannique Wellcome Trust, l'un des principaux mécènes de la recherche médicale. Ce programme international a déclenché un cercle vertueux. Petit à petit, le centre Sanger et l'EBI ont multiplié les séquençages et partagé de plus en plus de résultats, approfondissant ainsi la compréhension du code génétique tout en perfectionnant leurs méthodes d'analyse du génome.

Leurs travaux ont inspiré d'autres départements de génomique ailleurs dans le pays. Dans la Silicon Valley, des entrepreneurs se sont lancés dans la production de machines pour répondre aux besoins des chercheurs. Le coût du séquençage a chuté de manière significative. Alors qu'il

avait fallu treize ans pour déchiffrer le premier génome humain [en 2001], il suffit aujourd'hui de quelques heures pour réaliser un tel séquençage.

Il y a dix ans, le gouvernement accordait encore peu de subventions au séquençage, mais la situation a évolué sous l'impulsion d'éminents médecins au sens politique affûté, notamment sir John Bell et dame Sally Davies. C'est ainsi que Genomics England a vu le jour, en 2013. Grâce à une dotation initiale de 100 millions de livres [environ 119 millions d'euros], cette entreprise publique avait pour mission de révolutionner les infrastructures d'étude du génome en vue d'améliorer le système de santé. L'État a investi 250 millions de livres [près de 300 millions d'euros] supplémentaires en 2015, et, en 2019, Genomics England avait décrypté le génome de 100 000 patients issus du système de santé publique, en privilégiant ceux atteints de maladies rares et des cancers les plus courants. À la fin de l'année 2021, UK Biobank, un organisme caritatif créé en 2006 pour répertorier les données physiologiques de 500 000 volontaires, avait quant à lui séquençé 200 000 génomes grâce au soutien du centre Sanger.

Depuis 2019, le NHS [National Health Service, le système de santé publique britannique] propose une analyse génomique à chaque enfant gravement malade lorsque les médecins suspectent la présence d'une affection génétique. En 2021, l'offre a été étendue aux patients de moins de 30 ans.

“C'est un outil de diagnostic très particulier.”

Matt Hurles,
CHERCHEUR

Parallèlement, le NHS a commencé à effectuer des tests sur des portions d'ADN pour détecter d'éventuelles mutations entraînant de graves effets secondaires lors des traitements de chimiothérapie classiques.

Dernièrement, le gouvernement a financé un programme consacré à l'ADN des nouveau-nés prévoyant de décrypter jusqu'à 200 000 génomes afin d'améliorer le diagnostic précoce et le traitement des maladies rares. Le projet Our Future Health prévoit quant à lui le séquençage du

génome de cinq millions d'adultes sélectionnés pour constituer un échantillon représentatif de la population, en vue de développer la personnalisation des soins.

L'objectif est de faire des économies tout en améliorant les traitements. Les scientifiques peuvent analyser les génomes pour y chercher des clusters de gènes entraînant une hausse, ou au contraire une diminution, du risque de développer certaines maladies. Les tendances observées peuvent permettre d'identifier les individus à risque dans l'ensemble de la population grâce au séquençage de leur génome, et de les inviter à passer des scanners et à réaliser des bilans avant l'âge seuil habituel. Ceux qui présentent moins de risques peuvent au contraire attendre plus longtemps.

Mode d'emploi. Le génome étant le mode d'emploi de la biologie humaine, son séquençage offre un aperçu inédit de l'organisme, de son fonctionnement et des éventuels problèmes qui pourraient survenir. Et puisque le génome ne change pas au cours de la vie [à l'exception des “erreurs de copie”, les mutations, qui peuvent survenir au sein d'une cellule], le séquençage n'a pas besoin d'être effectué plusieurs fois. C'est donc un outil de diagnostic très particulier, explique Matt Hurles, qui dirige un groupe de recherche consacré aux origines génétiques des maladies au centre Sanger. Plus les séquençages seront nombreux et mis en corrélation avec le dossier médical des patients, plus la recherche progressera.

Grâce à un savant mélange de découvertes fortuites, d'inventivité et d'audace, le Royaume-Uni a développé les infrastructures les plus poussées au monde en matière de séquençage génomique. Mais comme bien trop souvent dans le pays, ces prouesses technologiques n'ont pas débouché sur la création d'entreprises capables de dominer le marché. La société de séquençage Solexa, créée en 1998 par des scientifiques de Cambridge, a par exemple été rachetée en 2007 par Illumina, établissement américain spécialisé dans le matériel de lecture de l'ADN. Heureusement, l'apport du centre Sanger à la santé des Britanniques ne dépend pas de l'endroit où sont fabriqués ses outils.—

Publié le 29 janvier

↳ Dessin de Falco, Cuba.

VERS LA MOBILITÉ DE DEMAIN

Un tour du monde des expatriés et de leurs déplacements à l'étranger



DUBLIN VEUT AMÉLIORER LA CIRCULATION GRÂCE AUX DONNÉES DES TROTTINETTES ÉLECTRIQUES

Avant même leur autorisation de circuler à Dublin, les trottinettes électriques collectent déjà des données dans le cadre d'un projet pour optimiser les transports de la ville. Sarah Alawode, expatriée depuis cinq ans, explique les changements en matière de mobilité observés dans la capitale irlandaise.

**UNE VILLE.
UN EXPAT.**
Sarah Alawode,
expatriée
à Dublin



« **P**our le moment, il est possible d'acheter une trottinette électrique, mais la législation n'autorise pas encore leur circulation. L'Irlande est plutôt en retard par rapport à la plupart des pays européens, car elle privilégie la sécurité », explique Sarah Alawode, expatriée depuis 2017. L'université de la ville de Dublin a ainsi lancé un programme de trottinettes électriques partagées dont l'objectif est double : accélérer la légalisation de circulation des trottinettes et surveiller comment l'intelligence artificielle (IA) peut améliorer la sécurité dans toute la capitale.

Dans le cadre de ce projet, les données sont principalement tirées des caméras installées sur les trottinettes. Elles collectent des informations sur l'itinéraire, la position et le temps d'utilisation. L'étude pilote permet d'examiner l'état des routes et des pistes cyclables ainsi que les carrefours problématiques. Le projet pourrait aboutir au développement d'une IA permettant d'alerter les autorités municipales lorsque des obstacles, tels que des trottinettes, des voitures ou des arbres tombés, sont rencontrés sur les trottoirs. Ce programme marque le premier grand essai de trottinettes électriques en Irlande, alors que le pays s'apprête à en légaliser l'usage.

« L'arrivée des trottinettes électriques à Dublin devrait permettre de combler un vide en matière de transports dans certains secteurs moins desservis. Depuis la crise sanitaire et la généralisation du télétravail, un grand nombre d'habitants de Dublin ont déménagé en dehors de la ville. Pour pallier le manque de transports dans ces zones périphériques, plusieurs lignes de bus

ont dû être mises en place, mais le bus ne dessert pas encore toute la périphérie », explique Sarah Alawode, chargée de grands comptes chez Paypal.

UNE NOUVELLE LOI TRÈS ATTENDUE

Dans l'attente de ce changement législatif, plusieurs acteurs de la micro-

mobilité ont déjà annoncé leurs plans pour le marché irlandais. Les sociétés irlandaises Zeus, Zipp et Bleeper devraient être lancées une fois la législation adoptée, tandis que la société franco-néerlandaise de trottinettes électriques Dott et la société estonienne Bolt espèrent également s'étendre en Irlande. L'application Freenow, déjà disponible dans le pays pour commander des taxis, devrait proposer un service de trottinettes électriques dès que la nouvelle loi sera adoptée. ●



© PHOTO : ANDREA-LEOPARDI-UNSPASH

La Motion Capture, ce n'est pas (que) du cinéma pour Toyota

« L'homme est la plus petite unité de mobilité », explique Masahiro Fujimoto, ingénieur au Centre de Développement des Véhicules Toyota. A ce titre, l'étude de ses mouvements joue un rôle capital dans le développement des mobilités. La connaissance précise des gestes des usagers laisse imaginer une amélioration du confort de conduite et une optimisation d'utilisation des solutions de mobilité. C'est pourquoi Toyota s'appuie sur des technologies de « motion capture », utilisées dans le sport, la médecine et la recherche scientifique afin d'analyser avec précision les gestes des automobilistes et optimiser ses produits.

360



MAGAZINE

J'ai dormi dans un croiseur galactique • Voyage... 48

Le rock avec modération • Culture... 50

Le Moyen-Orient sort de ses frontières

Fondée sur l'héritage des territoires artificiels des Empires français et britannique, la manière dont les États-Unis voient cette région du monde et y agissent est totalement dépassée, au vu des dynamiques politiques, économiques et sociales qui la traversent, écrit ce professeur de sciences politiques américain.

—*Foreign Affairs*
[extraits] New York



Au début du mois de décembre 2021, le gouvernement éthiopien a réussi un revirement spectaculaire dans la guerre civile qui l'opposait aux rebelles du Tigré depuis un an [la guerre a été déclenchée en novembre 2020] : armées de drones et d'autres formes d'aide militaire fournis par l'Iran, la Turquie et les Émirats arabes unis (EAU), les forces éthiopiennes sont parvenues à repousser une offensive du Front de libération du peuple du Tigré, lequel était soutenu par des combattants somaliens, soutenus pour leur part par le Qatar.

Nombre d'observateurs américains ont été surpris par le fait que quatre pays du Moyen-Orient soient directement impliqués dans ce qui semblait être un conflit africain. Cela n'a cependant rien d'inhabituel. La Turquie a établi plus de quarante consulats en Afrique et une base militaire importante en Somalie au cours des dernières années. Israël a annoncé son "retour en Afrique", en partie pour trouver de nouvelles alliances à l'heure où l'occupation de la Cisjordanie fait monter la pression internationale à son égard. L'Arabie Saoudite a acheté de grandes étendues de terres agricoles en Éthiopie et au Soudan pour assurer sa sécurité alimentaire et les EAU ont construit des bases navales dans toute la Corne de l'Afrique. L'Égypte est en conflit avec l'Éthiopie à propos d'un barrage sur le Nil.

L'implication des États du Moyen-Orient ne se limite pas à l'Afrique. Oman se considère traditionnellement comme un pays de l'océan Indien et entretient des liens économiques étroits avec l'Inde, l'Iran et le Pakistan. Il y a longtemps que l'Arabie Saoudite et les autres pays du Golfe interviennent dans les affaires de l'Afghanistan et du Pakistan. La Turquie s'engage de plus en plus en Asie centrale, elle est même intervenue militairement en Azerbaïdjan. Tous les pays du Golfe ou presque ont récemment renforcé leur partenariat avec la Chine et les autres pays asiatiques.

Or la politique étrangère des États-Unis demeure fixée sur une carte mentale du Moyen-Orient bien plus étroite. Depuis le début de la guerre froide, Washington → 46



SOURCE



FOREIGN AFFAIRS

New York, États-Unis

Bimestriel, 181 500 exemplaires

foreignaffairs.org

Publié à New York depuis 1922, ce magazine est une référence mondiale en matière de relations internationales.

Organe de l'influent Council on Foreign Relations, il contribue à confronter analyses de chercheurs et de politiciens. Par son lectorat comme par la qualité des contributions, *Foreign Affairs* reste inégalé parmi les magazines de politique étrangère.

↓ *Moyen-Orient*. Dessin de Haddad paru dans *Al Hayat*, Londres.



44 ← considère que le Moyen-Orient, c'est le monde arabe, plus l'Iran, Israël et la Turquie. Si ces paramètres semblaient naturels à l'époque, cette carte est de plus en plus dépassée. Les grandes puissances régionales opèrent autant en dehors du Moyen-Orient traditionnel qu'à l'intérieur et nombre des rivalités les plus importantes de la région se manifestent désormais au-delà de ses frontières communément admises.

Aussi gravée dans le marbre qu'elle puisse paraître aujourd'hui, la conception américaine du Moyen-Orient n'a pas vraiment de fondement dans l'histoire prémoderne. Les provinces arabes d'Afrique du Nord et du Levant ont fait partie du vaste Empire ottoman pendant des siècles. Les communautés côtières du Golfe étaient organiquement liées à la Corne de l'Afrique, de l'autre côté de la mer Rouge. Les réseaux islamiques relient l'Égypte et le reste de l'Afrique du Nord à des zones situées au fin fond de l'Afrique subsaharienne. Au lieu de regarder aussi loin, les États-Unis ont créé leur version de la région à partir d'une source plus récente : le colonialisme et la politique des grandes puissances européennes de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle.

Au XIX^e siècle, les projets impériaux britanniques et français font naître l'idée d'une région particulière définie par l'Afrique du Nord et le Levant. La France occupe l'Algérie en 1830, prend la Tunisie en 1881 et contrôle également le Maroc en 1912. La distinction entre l'Afrique noire et le Maghreb, peuplé d'Arabes et de Berbères à la peau plus claire, s'appuie sur une classification raciale héritée du colonialisme et non sur la frontière naturelle du Sahara. Ce même racisme dresse une barrière entre les populations culturellement similaires du bassin méditerranéen, l'Europe du Sud blanche étant considérée comme distincte des peuples qui peuplent l'autre côté de la Méditerranée, l'Afrique du Nord et la péninsule arabique.

Pendant les premières années de la guerre froide, le problème palestinien et les luttes pour la décolonisation dynamisent et unifient le monde arabe.

Les Britanniques appelaient pour leur part la région "Proche-Orient" car elle constituait un point de passage sur la route de leurs principaux intérêts coloniaux – l'Inde et "l'Extrême Orient", c'est-à-dire l'Asie. La région prend de l'importance après l'ouverture du canal de Suez, en 1869 : les intérêts impériaux britanniques relient désormais la péninsule arabique à l'Égypte et au Levant. Et les Britanniques gardent le contrôle d'un chapelet de protectorats le long de la péninsule arabique jusqu'en 1971, ce qui renforce les vieilles frontières coloniales bien après que d'autres forces commencent à redéfinir la région. Un ensemble de présupposés idéologiques quant à l'exotisme des Arabes, des Perses et des Turcs, une vision que l'universitaire palestino-américain Edward Saïd baptisait "orientalisme", contribuent à donner forme à l'idée que les peuples de cette vaste région partagent une culture commune et arriérée.

Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis plongent tête la première dans la guerre froide avec l'Union soviétique et le département d'État reprend la conception franco-anglaise de la région à ses propres fins. La



définition de ce que les États-Unis appellent désormais le "Moyen-Orient" est motivée par les objectifs des décideurs politiques : maintenir l'accès au pétrole de la péninsule arabique, protéger Israël et garder les anciennes possessions britanniques et françaises en Afrique du Nord hors de l'influence soviétique.

Pendant les premières années de la guerre froide, le panarabisme du président égyptien Gamal Abdel Nasser renforce la notion de Moyen-Orient en tant qu'entité politico-culturelle. Le problème palestinien et les luttes pour la décolonisation dynamisent et unifient le monde arabe, dont les chefs d'État se définissent par leur position à l'égard d'Israël et de l'unification arabe. En Égypte et dans les autres pays d'Afrique du Nord, un comportement raciste à l'égard des populations de l'Afrique subsaharienne sert l'idée que le Moyen-Orient est ethniquement et culturellement distinct des régions environnantes. Dans le même temps, l'incorporation d'une grande partie de l'Asie centrale au sein de l'Union soviétique justifie que des États comme l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan soient exclus de cette région définie par la guerre froide. Cette conception du Moyen-Orient pose les fondations d'une série de doctrines de politique étrangère et d'alliances sécuritaires américaines, des relations qui permettent pendant de nombreuses années de maintenir l'approvisionnement en pétrole et la stabilité.

Elle a cependant un coût. Formés à penser en fonction de cette carte, universitaires et décideurs politiques ont tendance à tirer des conclusions sans prendre en compte les nombreuses forces sociales et politiques qui transcendent les frontières de la région. Les attentats du 11 septembre 2001, par exemple, ont rapidement fait consensus : ils avaient été provoqués par les pathologies spécifiques du Moyen-Orient arabe. Or les innombrables analyses qui expliquaient le djihadisme par la culture arabe laissaient souvent de côté la montée de l'islamisme et d'autres formes d'extrémisme religieux qui se produisaient parallèlement en Afrique, dans le sud de l'Asie et quantité d'autres parties du monde.

De même, l'idée établie depuis longtemps que les pays musulmans sont résistants à la démocratie néglige les

vrais moteurs de la résilience des autocraties au Moyen-Orient : les monarchies pétrolières soutenues par l'Occident et les dictateurs arabes, qui n'ont pas de comptes à rendre à leurs citoyens malgré leur mauvaise gestion des affaires de l'État. En partant du principe que les musulmans choisiraient inévitablement un gouvernement islamiste radical s'ils en avaient la possibilité, on a justifié des années d'absence de soutien à de véritables réformes politiques dans la région.

Même si le 11 Septembre a révélé les connexions mondiales d'Al-Qaïda, qui avait des racines en Afghanistan, en Égypte, en Arabie Saoudite et au Soudan, les États-Unis ont continué à s'appuyer sur le vieux paradigme. Ils ont justifié l'invasion de l'Irak en partie par la volonté de refaire le Moyen-Orient, et le "programme de la liberté" du gouvernement de George W. Bush illustre une guerre des idées contre un monde arabe qui était censé être enclenqué à l'autoritarisme et à la violence religieuse. Plus récemment, c'est en raison de présupposés semblables que les États-Unis n'ont pas anticipé la vague de révoltes populaires qui a déferlé sur le monde arabe en 2010-2011 – ou n'y ont pas réagi efficacement.

Les soulèvements arabes ont donné une leçon trompeuse aux décideurs politiques américains. La rapidité avec laquelle les manifestations se sont propagées de la Tunisie et l'Égypte à une grande partie du reste de la région a paru au début réaffirmer la cohérence du Moyen-Orient. Les manœuvres qui ont suivi ont encore souligné cette cohérence : le Qatar, l'Arabie Saoudite et les EAU sont intervenus dans des guerres en Libye, en Syrie et au Yémen et dans les transitions qui avaient lieu en Égypte et en Tunisie. Cependant, les pays de la région dont l'influence a le plus grandi – l'Iran, Israël et la Turquie – ne font pas du tout partie du monde arabe. De plus, les autocrates arabes en sont rapidement venus à considérer les liens entre leurs populations comme une menace pour leur propre survie et ont cherché à réprimer les mouvements politiques panarabes, Frères

✎ **Dessin de Haddad**
paru dans **Al Hayat**, Londres.

musulmans comme mouvements progressistes. Les espoirs d'un changement politique dans toute la région ont été brisés par de nouvelles divisions : la Libye et la Syrie ont plongé dans le chaos et nombre de monarchies arabes ont cherché de nouvelles sources de légitimité.

Les développements politiques qui ont eu lieu dans nombre de pays du Moyen-Orient rendent les frontières traditionnelles de la région encore plus absurdes aujourd'hui. Au Soudan, la révolution de 2018 – et le récent coup d'État militaire, qui était soutenu par l'Égypte mais condamné par l'Union africaine – a montré à quel point le pays était à cheval sur deux régions. Toujours en Afrique, l'émigration et la multiplication des insurrections islamistes dans le Sahara ont déplacé les intérêts politique, sécuritaire et économique des États du Maghreb vers le Sud. La guerre civile libyenne a alimenté un afflux de migrants, d'armes, de drogue et de radicalisme dans tout le centre de l'Afrique et brouillé encore les lignes entre l'Afrique du Nord et le reste du continent. Nombre des migrants qui arrivent en Europe depuis le Moyen-Orient viennent de pays situés au sud du Sahara. En réaction à l'importance stratégique croissante du Sahel, le Maroc s'est efforcé de propager son autorité religieuse dans l'Afrique de l'Ouest et l'Algérie a participé à des opérations de sécurité au Mali.

D'autres dynamiques politiques révèlent les limites de la définition traditionnelle du Moyen-Orient. La rivalité irano-saoudienne, par exemple, n'a que peu de conséquences en Afrique du Nord. La bataille politique à laquelle se sont livrés le Qatar, l'Arabie Saoudite et les EAU après le blocus du premier, en 2017, par plusieurs États de la région s'inscrivait dans une compétition pour obtenir un soutien non seulement au sein des pays arabes voisins, mais aussi sur tout le continent africain et même à Washington. L'attrait de Daech a été plus mondial que régional, encore plus que celui d'Al-Qaïda. Il est difficile de maintenir un modèle de lutte antiterroriste fondé sur des problèmes qu'on dit uniquement arabes alors que certaines des insurrections djihadistes les plus actives se déroulent au Mali, au Nigeria et en Somalie.

Dans le même temps, certains des plus grands conflits récents ont défié le caractère géographique de la région. La guerre civile libyenne a déstabilisé le Mali et d'autres voisins africains. Quand l'Arabie Saoudite a constitué une coalition pour appuyer son intervention contre les rebelles houthistes au Yémen en 2015, elle n'a pas seulement cherché l'aide d'États arabes mais aussi celle de l'Érythrée, du Pakistan et du Soudan. Au même moment, le blocus maritime des EAU contre les houthistes les a conduits à établir une présence militaire dans la Corne de l'Afrique et à fortifier l'île stratégique de Socotra, qui est plus proche de l'Afrique que de la péninsule arabique. Même s'il est souvent considéré comme l'exemple type d'une guerre du Moyen-Orient, le conflit du Yémen se déroule d'une façon qui remet en question les frontières supposées de la région.

La vieille carte du Moyen-Orient est également rendue obsolète par de récents changements sociaux à grande échelle. Des années 1950 à la fin des années 1980, l'émigration massive de travailleurs de pays arabes pauvres

vers les États du Golfe, qui connaissaient alors un développement rapide, a créé des liens puissants au sein de la région. L'argent envoyé par les émigrés jouait un rôle essentiel dans l'économie informelle de l'Égypte et de la plupart des États du Levant et le séjour prolongé des travailleurs dans les pays du Golfe a permis la propagation d'un islam conservateur. Or quand l'Irak a envahi le Koweït en 1990, les travailleurs palestiniens et yéménites ont souvent été considérés comme déloyaux et les migrants arabes ont été remplacés par des personnes originaires du sud de l'Asie, qui étaient jugées plus sûres. Cette tendance a considérablement affaibli les liens sociaux qui existaient entre les États du Golfe et le reste du Moyen-Orient, tout en renforçant ceux existant entre le Golfe et les pays de l'océan Indien.

Dubaï a davantage de choses en commun avec Singapour ou Hong Kong qu'avec Beyrouth ou Bagdad.

De même, les médias arabes ont perdu une grande partie de leur cohérence thématique. Jusqu'en 2011, la télévision par satellite arabe contribuait grandement à définir une culture populaire commune, ce fut le cas notamment pendant les soulèvements arabes. Or dans la décennie qui a suivi, le paysage médiatique s'est balkanisé, un phénomène qui reflétait la polarisation politique de la région. Ainsi, si Al-Jazeera faisait office de plateforme commune de la vie politique arabe dans les années 1990 et les premières années de ce siècle, elle est devenue une plateforme médiatique parmi d'autres – par exemple, le saoudien Rotana Media Group, l'émirat Al-Arabiya et la chaîne d'information par satellite en arabe iranienne Al-Alam après 2011. Ces chaînes renforcent la polarisation politique, leur discours est adopté par les personnes qui se trouvent dans son *ambitus* politique et méprisé par ceux qui sont en dehors. Les réseaux sociaux, qui étaient jadis une force pour l'intégration de l'opinion arabe, ont été transformés en arme au service de régimes comme celui de l'Égypte et de l'Arabie Saoudite par le recours à des armées de robots et la censure, et se sont fragmentés en silos ennemis.

Au cours des vingt dernières années, les marchés financiers mondiaux ont eux-mêmes redéfini l'orientation de certains des pays les plus riches du Moyen-Orient, notamment le Koweït, le Qatar, l'Arabie Saoudite et les EAU. Compte tenu de leurs gros investissements dans l'immobilier et les clubs de sport occidentaux, de l'augmentation de leurs liens économiques avec l'Asie et de leur forte population de travailleurs non arabes et d'expatriés occidentaux, il est de plus en plus logique de les considérer plus comme des centres du capitalisme mondial que comme des États du Moyen-Orient : Dubaï a davantage de choses en commun avec Singapour ou Hong Kong qu'avec Beyrouth ou Bagdad.

Le conflit israélo-palestinien, qui constituait jadis une force unificatrice du monde arabe, a considérablement perdu de son importance. La cause palestinienne jouit aujourd'hui d'un soutien sans précédent en Occident mais n'a jamais récolté aussi peu de sympathie de la part des États de la région arabe, comme le montrent les accords d'Abraham de 2020, par lesquels Bahreïn et les EAU ont normalisé leurs relations avec Israël. Même si ces accords ont des conséquences concrètes limitées, les Israéliens semblent les accepter comme une catharsis, en partie parce qu'ils indiquent que le Moyen-Orient devient une

importante zone de préoccupations sécuritaires ou politiques pour les Arabes comme pour les Israéliens.

Pendant soixante-quinze ans, le Moyen-Orient tel que nous le connaissons a été en grande partie une construction américaine. Cette carte a eu un sens pendant une grande partie de cette période du fait des priorités de Washington dans la région. La doctrine stratégique établie par Washington pendant la guerre froide a défini les alliances et les interventions depuis la crise de Suez, en 1956, où les États-Unis sont devenus la principale puissance occidentale dans la région à la place de la France et du Royaume-Uni, à la chute du mur de Berlin, en 1989. La guerre du Golfe de 1990-1991 a consolidé un ordre régional américain. Les États-Unis monopolisaient le pilotage du processus de paix israélo-arabe et l'endigement de l'Irak et de l'Irak définissait la géopolitique du Golfe.

Or leur position dans le monde a rapidement décliné, et avec elle la cohérence d'une région largement organisée autour de leurs intérêts. Devant les conséquences de la décision désastreuse d'envahir l'Irak en 2003, trois présidents successifs ont cherché à réduire l'engagement des États-Unis au Moyen-Orient et à se tourner vers l'Asie. Et comme les États-Unis étaient perçus comme en cours de retrait, les puissances régionales ont affirmé leur propre définition de la région : un ordre centré sur l'océan Indien pour les États du Golfe, une orientation transsaharienne pour les États d'Afrique du Nord.

Cela ne signifie pas que les zones de conflit traditionnelles ont disparu. L'Irak, par exemple, a étendu ses réseaux d'intermédiaires et son influence dans les États ravagés que sont l'Irak, le Liban, la Syrie, et le Yémen est enfermé dans une rivalité croissante avec Israël et l'Arabie Saoudite. Cependant, comme ses rivaux régionaux, l'Irak a également augmenté ses activités en Afrique et commencé à nouer des partenariats avec certains États d'Asie, en particulier la Chine.

Et maintenant les États-Unis doivent aussi affronter Pékin, qui pense différemment le Moyen-Orient. Sa carte de la région suit ses propres intérêts stratégiques. Avec les nouvelles routes de la soie, Pékin a étendu ses intérêts énergétiques dans le Golfe et sa présence en Afrique. Il a signé une série d'accords avec les États du Golfe et réduit le fossé entre l'Irak et le monde arabe en négligeant la politique et en se concentrant sur les infrastructures et les ressources énergétiques. Son implication croissante ouvre de nouvelles perspectives pour stabiliser la production de pétrole et mettre au point d'autres formes de coopération régionale mais multiplie également les possibilités de malentendus dangereux. Washington cherche à trouver l'équilibre entre ses intérêts dans la région et sa rivalité croissante avec la Chine.

En demeurant enfermé dans une conception dépassée de cette région, Washington risque de tronquer sa compréhension du comportement et des intérêts des principaux acteurs du Moyen-Orient, de mal comprendre les actions d'autres acteurs mondiaux dans la région et de surestimer les effets de son retrait.

L'évolution de la dynamique de la puissance mondiale et les pratiques de la région sont en train de réorienter rapidement plusieurs États importants du Moyen-Orient et la carte qu'ils suivent n'est plus celle de Washington, mais la leur. Il appartient désormais à Washington d'apprendre à la lire.

—**Marc Lynch**
Publié le 22 février



—Los Angeles Times (extraits)
Los Angeles

Toute expérience immersive dans l'univers de *Star Wars* a ses passages obligés : brandir un sabre laser, actionner les canons d'un vaisseau spatial. Ou méditer avec une pierre.

Au parc Walt Disney World [le "monde de Walt Disney", à Orlando, en Floride], le nouveau Galactic Starcruiser [croiseur interstellaire galactique] propose au visiteur les incontournables du space opera en deux nuits sur place. Mais aussi des surprises. "Dites-moi, Todd, me demande une femme qui se présente sous le nom de Saja Mi'Lam, qu'est-ce que vous faites pour rester concentré ?" Depuis près de quarante-cinq ans, *Star Wars* est une invitation au jeu : ses jouets et ses sabres lasers en plastique nous aident à nous prendre pour les héros – ou pour les méchants – d'une autre galaxie. En l'occurrence, l'échange verbal en question s'inscrit dans la philosophie parfois un peu niaise de l'épopée.

Je confesse à Mi'Lam, comédienne à bord du Galactic Starcruiser, que j'ai du mal à rester concentré et à éprouver de l'empathie en situation de stress. Elle me demande de choisir une pierre, ou plus exactement de laisser une pierre me

J'ai dormi dans un croiseur galactique

C'est une croisière non pas sur l'océan, mais dans une galaxie lointaine. Le parc d'attractions Disney World d'Orlando vient d'ouvrir un hôtel immersif sur le thème de *Star Wars*, qui prétend révolutionner les vacances de luxe. Un journaliste du *Los Angeles Times* a testé l'aventure.

choisir. Il n'y a ni spa ni espace bien-être à bord du Galactic Starcruiser, alors je me retrouve là, les bras tendus, à entamer avec Mi'Lam une longue série d'exercices respiratoires. Je m'apaise quelque peu.

On résume souvent le Galactic Starcruiser à un "hôtel *Star Wars*". C'est vrai, il y a des lits, des couchettes, des salles de bains haut de gamme, un

restaurant et un bar de part et d'autre des 100 chambres, à la lisière de Disney's Hollywood Studios [parc à thème consacré au cinéma]. Mais la ressemblance avec un hôtel s'arrête là. Car le Galactic Starcruiser est une expérience immersive à lui seul. Qui pourrait bien changer notre vision des vacances. Conçu pour reproduire les sensations d'une croisière

dans l'espace, le Galactic Starcruiser déroule le nec plus ultra de la technologie *Star Wars*. Mais ses influences premières sont le théâtre participatif, notamment *Sleep No More*, la pièce immersive créée à New York [et fondée sur *Macbeth*, de Shakespeare], et *Donjons et Dragons*, le fameux jeu de rôle sur table qui se déroule dans un univers fantastique. En cas de succès, le Starcruiser pourrait bien démocratiser le concept de "jeu de rôle grandeur nature", ou "GN". Dans le cas contraire, il servira d'avertissement onéreux à toutes celles et ceux qui tentent d'innover dans le storytelling immersif.

Avec un prix de départ avoisinant 5 200 dollars [4 700 euros environ], la cabine pour deux (pour une famille de quatre, comptez dans les 6 000 dollars [5 400 euros]) et une foultitude d'options coûteuses, l'ardoise pour deux nuits confine à l'indécence. Un tel tarif est-il justifié ? Pour le savoir, le *Los Angeles Times* a réservé une cabine payante sur la croisière inaugurale du Starcruiser. Les concepteurs ont mis les petits plats dans les grands – il s'agit sans doute du projet touristique le plus ambitieux jamais entrepris par la Walt Disney Company depuis la création du premier Disneyland. Il cible les gens qui jouent – les générations hibernées aux jeux –, et si vous venez avec l'envie d'échanger et d'interagir avec des inconnus, vous risquez de ne plus jamais vouloir repartir.

C'est mon cas, et pas parce que j'ai l'occasion de m'entraîner au maniement du sabre laser et de descendre un chasseur TIE [vaisseau de l'Empire]. Le clou de mon séjour, c'est plutôt le moment où je me retrouve avec une pierre dans la main. Mi'Lam me demande de la placer sur une plus grosse, de fermer les yeux et de tendre ma menotte.

Je perçois bien quelques mouvements suspects de Mi'Lam, mais je n'en ai pas moins l'impression que ce qui est sur le point de se produire est réel et ne relève pas d'un tour de magie reposant sur des champs magnétiques. Je reste stoïque, le bras tendu vers ma pierre, puis je regarde ce qui se passe. Et là, magie, la pierre se met à flotter doucement dans ma direction. Puis elle s'agite et s'élance vers moi, percutant toutes les autres pierres environnantes, qui s'écrasent par terre.

La Force était avec moi.

On se moque souvent du jeu, jugé futile. Or le jeu profond – celui qui soulève des questions philosophiques et qui nous amène à reconsidérer nos choix, à nous demander qui nous sommes et quels liens nous entretenons avec le monde – fourmille d'équations complexes. Il a besoin d'une toile de fond, mais repose aussi sur la théâtralité, sur une pleine participation de notre part et sur un délaissement de nos inhibitions. Bien conduit

↳ À bord de la salle de contrôle du Galactic Starcruiser. Photo Allen J. Schaben/Los Angeles Times

et facilité par l'existence de garde-fous, de règles et de limites – ce qu'on appelle le "cercle magique" –, le jeu nous place dans un état de curiosité perpétuelle. Qu'est-ce que c'est que ça ? Pourquoi est-ce que c'est comme ça ? Et surtout : si je fais ça, il se passe quoi ?

Le Galactic Starcruiser pourrait être au cœur d'une thèse universitaire sur cette famille de jeux. Et de nombreux secteurs suivent d'ailleurs l'expérience de près. "Avant Pokémon Go, si vous m'aviez demandé ce qu'est un [jeu en réalité augmentée], il m'aurait fallu dix minutes pour vous l'expliquer, raconte Celia Pearce, game designer qui enseigne également les sciences du jeu à la Northeastern University [de Boston]. Maintenant, quand quelqu'un me demande ce qu'est un GN, je réponds : 'C'est comme le Galactic Starcruiser', et tout le monde sait de quoi je parle. Ça a été un tournant. C'est devenu une forme de franchise populaire. D'ailleurs, peu importe ce qu'ils pensent du GN, des gens feront le déplacement parce que c'est Star Wars."

Il y a tant à faire sur le Galactic Starcruiser que je ne dors que trois ou quatre heures par nuit.

Le fil rouge narratif de la croisière à bord du Galactic Starcruiser est une lutte pour prendre le contrôle du vaisseau, baptisé *Halcyon*, entre les méchants du Premier Ordre et les gentils de la Résistance. Bien entendu, il y a des sous-intrigues. Parmi elles, une idylle entre aliens, un aspirant voyou qui subtilise des objets, un droïde possédant des informations sensibles, une mission "Sauvez Chewbacca" et un combat contre un chasseur TIE en se faisant aider par les célèbres droïdes R2-D2 et C-3PO.

En général, je suis plutôt quelqu'un de timide. Mais mes réticences s'envolent à bord du *Halcyon*. Dans tout le vaisseau, les possibilités d'interactions sont légion. Les barmans ont la langue bien pendue et vous parlent de leur planète natale tout en vous mettant en garde contre les boissons épicées à la "lave", auxquelles il arrive d'exploser. Votre chambre, qui n'a aucune vue sur le "monde réel" à l'extérieur, est équipée d'écrans haute définition reproduisant des hublots donnant sur l'espace. D3-09, une droïde apparaissant sur l'écran du tableau de commandes [de la cabine], tient le compte de vos exploits et peut vous proposer différents jeux de rôle en vous demandant ce que vous pensez de tel ou tel scénario. Le soir, elle vous chante même une berceuse ("Puissent les étoiles éclairer vos pas durant tous vos voyages", fredonne-t-elle).

Les missions apparaissent sur l'application Play Disney Parks et, au matin de la première nuit sur place, j'ai une demi-douzaine de conversations en cours, toutes associées à des tâches ou à des minijeux. Certains jugeront que ces conversations sur smartphone nuisent à l'expérience, mais je trouve pour ma part qu'elles permettent d'approfondir l'histoire des personnages que je rencontre à bord. "Le jeu donne à des gens qui ne sont pas comédiens les moyens de faire semblant", analyse Sara Thacher, une des chevilles ouvrières du Galactic Starcruiser au sein de Walt Disney Imagineering, la branche très discrète du groupe consacrée aux parcs à thème. "Je n'ai jamais piloté de vaisseau spatial. Je ne sais pas comment fonctionne une salle des machines. Mais inventer une réplique, ça, je sais faire. Je sais parce que j'apprends à mesure. Les reproductions donnent un cadre et des limites, ajoute-t-elle. Vous n'êtes pas un acteur, vous êtes un participant. Mais si on a fait les choses comme il faut, vous n'aurez pas l'impression d'être simple spectateur."

Il y a tant à faire sur le Galactic Starcruiser que je ne dors que trois ou quatre heures par nuit et que je ne fais que de brèves incursions dans ma chambre, pour voir ce que D3-09 a à me dire. Au milieu de l'après-midi du deuxième jour, tandis que les passagers prennent place à bord d'une navette – grimée en engin spatial – pour aller se promener dans la zone Galaxy's Edge [les confins de la galaxie, au sein du parc d'attractions Disney World], je me rends compte que j'ai reçu plus de nouveaux messages de personnages de *Star Wars* que de mes amis dans la vie réelle.

Aux frontières du réel. Si le voyage inaugural accueille surtout des inconditionnels de la saga – qui ont l'air de prendre leur pied –, certains d'entre eux mettent toutefois en garde : seules les personnes qui sont prêtes à entrer en interaction avec les acteurs et donc à se prendre au jeu devraient s'inscrire. "Si vous êtes fan de *Star Wars* et que vous êtes capable de véritablement suspendre votre incrédulité, ça vaut largement le détour", assure Erik Jones, d'Orlando, venu en famille. Le vaisseau propose une expérience aux frontières du réel : la passerelle de commandement fourmille d'objets inspirés des films des années 1970, et les membres du casting ne sortent jamais de leur personnage. Mais certaines des meilleures histoires qui se jouent à bord du *Halcyon* sont celles que les passagers se créent eux-mêmes. Je me retrouve dans la salle des machines à essayer de cacher Chewbacca ou à participer à une fausse scène d'anniversaire pendant la lutte pour la prise de contrôle du *Halcyon* pour le compte de la Résistance : au moment

"Tu suis une histoire, mais tu sais qu'il y a tout un tas d'autres histoires possibles. Ça fait vrai."

"Destiny Blue",
PASSAGÈRE DU VAISSEAU

où un Stormtrooper débarque dans la salle des machines où nous bidouillons des leviers et des tuyaux, nous improvisons une fête d'anniversaire pour faire diversion. On ne voudrait pas éveiller les soupçons du Stormtrooper...

Si vous vous prêtez au jeu, vous vous retrouvez très vite à suivre plusieurs intrigues. Même si vous ne les suivrez jamais toutes. Il y a des personnages avec lesquels je ne suis par exemple jamais entré en contact, et il y a une scène avec le spectre de Force de Yoda qui est paraît-il incontournable et que j'ai ratée. Mais j'avais un programme tellement chargé que je n'ai jamais vraiment eu l'impression de manquer quoi que ce soit. "Je trouve ça super de rater des trucs", me confie une artiste qui se fait appeler "Destiny Blue", passagère comme moi du Galactic Starcruiser. "Ce vaisseau a l'air habité, comme l'univers *Star Wars* semble habité. Tu suis une histoire, mais tu sais qu'il y a tout un tas d'autres histoires possibles. Ça fait vrai."

"Je crois que le défi consiste à se hisser à la hauteur des attentes et à trouver le juste milieu entre l'immersion et le besoin de repos et d'intimité [des clients]", résume Phil Hettema, du Hettema Group, une sommité du secteur qui, au gré d'une longue carrière dans le domaine des parcs à thème, a travaillé pour Disney, Universal et d'autres. De fait, il aura fallu attendre que je devienne passager du *Halcyon* pour que Galaxy's Edge se hisse enfin à la hauteur des promesses qui avaient été faites avant l'ouverture du parc. Tandis que je m'isole pour finir un jeu sur l'application, un Stormtrooper se plante par exemple devant moi et me dit que "le chef suprême veut [me] voir". Une autre fois, quand j'arrive [au restaurant] Oga's Cantina et que je demande un sous-verre qui permet de débloquer un autre jeu sur l'appli, la serveuse me glisse l'objet sous la table en me chuchotant : "Je ne veux pas être mêlée avec ce que vous trafiquez."

Amateur de jeux depuis toujours, notamment de jeux de rôle, je voudrais parler ici de l'importance qu'ils revêtent. Comme le dit Sara Thacher, quand on joue ensemble, on a tout de suite quelque chose en commun avec les autres participants et les organisateurs. "On n'est plus des inconnus, dit-elle. Le jeu a vraiment cette capacité de faire tomber les barrières."

Cependant, en tant qu'habitué des parcs à thème, je me demande si le public Disney est vraiment prêt. Si j'ai bien aimé me faire traiter [par un employé du parc

d'attractions voisin, qui accueille les clients de l'hôtel en incarnant lui aussi un personnage] d'"enfant gâté" participant à une "croisière de riches", je serais curieux de savoir si d'autres personnes – qui ont tout de même déboursé près de 5 200 dollars pour une cabine pour deux – seraient aussi ouvertes, même s'il y a une part de vérité dans ce commentaire [sur les enfants gâtés]. Phil Hettema pense qu'on est arrivé à un "point d'inflexion" culturel – il fait ici référence aux jeux d'évasion, aux scénographies immersives de [l'entreprise américaine] Meow Wolf, au succès des projections d'œuvres d'art au format XXL, comme le spectacle *Immersive Van Gogh* ["Van Gogh en immersion"]. Si Disney s'est déjà essayé aux GN ou aux boîtes de nuit immersives à petite échelle, le Galactic Starcruiser arrive à point nommé, estime Phil Hettema.

Leçons à tirer. Si, par ses tarifs, le Starcruiser cible le haut du panier de la clientèle Disney – précisons ici que la plupart des animations proposées sur le *Halcyon* sont conçues pour de petits groupes et seraient difficilement transposables à l'échelle de parcs comme Galaxy's Edge –, Phil Hettema me rappelle que le secteur tente depuis des années maintenant de relever le défi de mêler jeu de rôle et théâtre immersif. Bon nombre de tentatives ont fait chou blanc. Il révèle ainsi que sa société a planché sur un projet avorté d'hôtel immersif, mais assure que le vent a tourné depuis en faveur d'expériences telles que celle que propose le Galactic Starcruiser.

Scott Trowbridge, l'un des créateurs de Galaxy's Edge et du Galactic Starcruiser chez Walt Disney Imagineering, reconnaît qu'il y aura des leçons à tirer [de cette expérience]. "Beaucoup de gens qui prennent place à bord du Starcruiser n'auront jamais joué à ce type de jeu de rôle, observe-t-il. La majorité d'entre eux. Beaucoup n'auront aucune expérience du théâtre immersif. Ce sera un public beaucoup plus généraliste. Beaucoup vont découvrir la plupart des facettes de ce type d'expérience. On commence à tisser un lien avec eux. C'est le Jour 2 de l'apprentissage." Il ajoute que Galaxy's Edge cherche une relation de longue durée avec le public, que des choses vont changer et vont être ajoutées aux parcs existants sur les deux côtes [en Floride et en Californie]. Certains ont émis des critiques sur le fait que Galaxy's Edge reste bloqué quelque part entre les huitième et neuvième volets de la saga, et qu'il n'y a pas suffisamment de personnages et d'aliens à bord du Starcruiser. Scott Trowbridge en plaisante : "J'ai peut-être besoin d'un conseiller relationnel !"

—Todd Martens
Publié le 10 mars

✓ Dessin de Joe Magee
paru dans **The Guardian**,
Londres.



Le rock avec modération

Les stars du rock ont toujours été associées à la drogue et à l'alcool. Mais la pandémie de Covid-19 et l'arrêt des concerts ont provoqué un déclic. Ceux qui voudraient rester sobres peuvent désormais trouver de l'aide.

—**The Guardian** (extraits) Londres

Randy Blythe, le leader du groupe de metal américain Lamb of God, se souvient de la première fois qu'il a joué sur scène sans avoir bu. C'était le 18 octobre 2010, alors que son groupe assurait la première partie de Metallica à Brisbane, en Australie : "J'ai eu l'impression d'être jeté dans la fosse aux lions. Sur scène, devant 14 000 personnes, je me suis mis à pleurer sans pouvoir me contrôler. Heureusement que j'avais mes cheveux longs pour me couvrir le visage !"

L'abus de substances psychotropes et l'addiction peuvent toucher tout un chacun. Mais avec ses penchants pour l'hédonisme, le monde musical est un terrain dangereux pour ceux qui ont des problèmes d'alcool et de drogue. On voit de nombreuses vedettes sombrer dans la dépendance, sans parler de tous ceux qui travaillent pour elles en coulisses. Mais aujourd'hui, après la pause forcée imposée par le Covid-19, les choses sont en train de bouger pour aider ceux qui en ont besoin.

Ainsi, Music Support, une organisation caritative britannique spécialisée dans la santé mentale et la toxicomanie dans le

milieu musical, organise régulièrement des cours de formation sur les premiers soins en santé mentale. C'est une association de professionnels des tournées musicales, le Tour Production Group (TPG), qui a sollicité Music Support pendant la pandémie pour qu'ils organisent un cours sur l'abus de substances psychotropes.

Un atelier de quatre heures a été mis en place sur la dépendance et sur les solutions pour s'en sortir, dans le but d'aider les personnes travaillant dans le monde musical à comprendre ce qu'est une addiction et à leur donner suffisamment d'assurance pour aider les autres dans ce domaine. Face au vif succès rencontré, l'association a dû doubler la fréquence des stages proposés, laquelle est passée de mensuelle à bimensuelle. "Si nous voulons continuer à être cette belle profession si créative, il faut qu'on commence par s'améliorer [dans la prise en charge des problèmes de santé mentale], car sinon nous allons perdre encore plus de monde", estime Matt Thomas, cofondateur de Music Support. Cet ancien professionnel de l'industrie musicale a lui-même souffert de problèmes d'addiction.

Le changement passe notamment par la remise en question de certains clichés, dont l'image idéalisée du musicien drogué. "C'est une forme de glorification du rock'n'roll", souligne Adalbjörn "Addi" Tryggvason, le leader du groupe de metal islandais Solstafir, qui a renoncé à l'alcool en 2013. "On se croit obligé de descendre une bouteille de whisky tous les soirs. Je pensais être incapable d'avoir assez d'assurance ni d'être vraiment à fond si je n'étais pas bourré ou shooté."

Selon Randy Blythe, "c'est un mythe culturel qui veut qu'un artiste soit un alcoolique drogué. Au début, j'étais tellement nerveux [quand je n'avais pas bu] que j'étais incapable d'écrire quoi que ce soit. En fait, ça a déverrouillé une sorte de blocage créatif dans mon cerveau."

Mike Kerr, de Royal Blood, a vécu le même genre d'expérience. Quand il en a eu fini avec l'alcool et la drogue, il a écrit le troisième album du duo rock, *Typhoons*, un élargissement des sonorités du groupe qui leur a permis de poursuivre leur belle série d'albums, classés numéro un au Royaume-Uni. "J'ai utilisé tout mon cerveau, et ça s'entend."

Dans l'univers musical, ce ne sont pas les situations à haut risque qui manquent pour sombrer dans l'alcool et la drogue. Les tournées font partie des moments les plus dangereux. "Avant que je commence à jouer de la musique, je ne buvais pas", raconte la chanteuse country Morgan Wade. "Une tournée, c'est une activité solitaire : on se donne à fond sur scène, on se livre complètement pour tous ces gens. Quand on rentre après dans le car, encore tout excité, on se sent seul, et ça peut être dur."

"Cela fait six ans et demi maintenant, mais je ne m'y habitue toujours pas", confie Nita Strauss, la guitariste du groupe d'Alice Cooper, qui part désormais en tournée sans boire une goutte d'alcool. "Durant mes tournées en solo, on a décidé d'interdire

"Je pensais être incapable d'avoir assez d'assurance ni d'être vraiment à fond si je n'étais pas bourré ou shooté."

Adalbjörn "Addi" Tryggvason,
LEADER DU GROUPE SOLSTAFIR

l'alcool dans le car. Cela ne me gêne pas que mon groupe et mon équipe boivent un peu, mais si je découvre un frigo rempli de bouteilles d'alcool, là, c'est plus problématique."

Alors que les artistes doivent gérer les hauts et les bas en matière d'attention, il est important de ne pas oublier ceux qui ne sont pas sous les projecteurs. "Beaucoup de membres des équipes de tournée, d'employés de sociétés de management et de labels sont décédés, sans même qu'on sache s'ils sont morts de ça, tant c'est considéré comme

une tare honteuse. On étouffe ce genre d'affaires", explique Matt Thomas. "Je me souviens être allé à une cérémonie de remise de récompenses, où on est venu me proposer un plateau avec dix verres de champagne et un seul verre de jus de fruit, raconte Norman Beecher [le responsable de la formation professionnelle chez Music Support]. Il faut que cela change. Il faut que ce soit 50-50 pour que les gens se disent : 'Ah, ici j'ai le choix !'" Norman Beecher conçoit ses stages de manière à faire comprendre que tous les gros buveurs ne sont pas forcément des alcooliques : "On ne dit pas qu'il ne faut pas boire du tout. Ce qu'on dit, c'est qu'il faut un juste milieu, et ne pas magnifier ce genre de pratiques."

Soutien en ligne. Le monde musical a été durement touché par la pandémie, mais le bon côté de cette crise mondiale a été, pour beaucoup, l'instauration de relations en distanciel. "C'est formidable de pouvoir rejoindre une réunion avec des personnes situées à cinq endroits différents de la planète, estime Christopher Tait, le claviériste d'Electric Six, à la tête de sa propre association, Passenger Recovery, qui soutient dans leur démarche les musiciens sobres en tournée dans le Midwest américain. Je pense que les gens n'ont jamais été autant connectés !"

Un autre groupe de soutien en ligne a vu le jour pendant la pandémie : le Back Lounge, créé par Suzi Green, une *tour manager* qui a travaillé avec des artistes comme PJ Harvey, Placebo ou Katie Melua. Suzi Green fait également partie de l'association TPG et a contribué à la mise en place de l'atelier sur la dépendance, qui présente les solutions pour en sortir. Les mentalités évoluent. "Quand j'étais ado, je me souviens que lorsqu'on m'avait dit qu'Aerosmith avait renoncé à l'alcool, j'avais ricané en disant : 'Quelle bande de losers !'", raconte Adalbjörn "Addi" Tryggvason, mais "ça ne fait plus rire personne aujourd'hui".

"Je pense qu'actuellement les jeunes ont davantage conscience que ce n'est pas terrible d'être bourré. C'est rare de voir de gros fêtards parmi les groupes plus jeunes que nous côtoyons. Ils sont l'exception, alors qu'avant c'était plutôt la règle !" constate Randy Blythe.

Quant à Mike Kerr, il explique : "J'avais l'habitude d'être applaudi quand je descendais un verre sur scène, et je pensais à tort que ça faisait partie de ce que les gens recherchaient en venant me voir, mais en fait, les gens veulent nous voir nous éclater en jouant." Il ajoute : "La boucle est bouclée : j'ai commencé à jouer parce que j'aimais ça. Maintenant, je suis de retour à mon point de départ, où les gens peuvent venir me voir me perdre simplement dans la musique."

—**Hannah May Kilroy**
Publié le 25 février

ÉDITION SPÉCIALE 32 PAGES



**Courrier
international**

ÉDITION SPÉCIALE
du 25 mars 2022
courrierinternational.com
2,50 €



**UKRAINE
PENSER
LA GUERRE**

*Historiens, écrivains, poètes...
Une sélection de réflexions
sur le conflit en cours publiées
dans la presse étrangère.*

**En vente chez votre marchand de journaux
à partir du vendredi 25 mars**

Enedis aide les villes à lutter contre le gaspillage d'électricité. C'est une sacrée bonne nouvelle.



Photographe : Aurélien Chauvaud, Illustration 3D : Asile.

Avec le compteur Linky, Enedis propose aux collectivités de mesurer quotidiennement la consommation des bâtiments publics, afin de limiter les dépenses inutiles. Un compteur qui compte en quelque sorte.

ENEDIS

**Bienvenue dans
la nouvelle France électrique**

L'énergie est notre avenir, économisons-la!